



GHANA

JOB NO. 28-03646R
BOX NO. 005
FOLDER NO. 002
TOTAL DOCS HEREIN ---

**RAPPORT DE LA COMMISSION
DESIGNEE D'ENQUETER SUR LES BIENS
DE KWAME NKRUMAH**

DOCUMENT NO. 001
NO CHANGE IN CLASS. ☐
DECLASSIFIED
CLASS. CHANGED TO: TS S C
NEXT REVIEW DATE: ---
AUTH: HR 708
DATE: 10/1/69 REVIEWER: 061169

2

25X1A8a

68-134

OCTOBRE, 1966

MANDAT DE DESIGNATION
DOCUMENT OFFICIEL MANDATANT LA COMMISSION
D'ENQUETE SUR LES BIENS DE KWAME NKRUMAH, 1966.

Attendu que dans l'opinion du Conseil de la Libération Nationale, il est dans l'intérêt public de faire une enquête sur les affaires indiquées ci-après, celles-ci étant des affaires touchant le salut public; le Conseil de la Libération Nationale dans l'exercice des pouvoirs investis en lui par la Section 1 de l'Acte Sur les Commissions D'Enquetes de 1964 (Loi 250), décrète que ce document officiel prend effet à compter de ce jour du 10 mars 1966.

DESIGNATION DE COMMISSION.

1. Une Commission d'Enquête composée des membres suivants est désignée par le présent Acte.-

- (a) Monsieur F.K.Apaloo - Juge à la Cour Suprême.
- (b) Monsieur Roger Ocansey - Chef Comptable de la Banque du Ghana.
- (c) Monsieur Abayifa Karbo - Avocat.

2. Président de la Commission:

Monsieur F.K.Apaloo, Juge à la Cour Suprême, sera le Président de la Commission.

3. Mandats:

Les mandats de la Commission sont les suivants:

- (a) Engager dans les recherches et déterminer, autant que possible, l'étendue des biens de Kwame Nkrumah au Ghana, y compris ceux hors du Ghana.
- (b) Faire une enquête afin de déterminer si ces biens sont tenus en son propre nom ou en celui d'une autre personne.
- (c) Faire une enquête en ce qui concerne l'époque et la mode d'acquisition de tels biens.
- (d) Faire une enquête concernant l'emploi auquel tels biens ont été mis.
- (e) Finalement faire une enquête touchant toutes autres questions concernant ces biens, lesquelles questions dans l'opinion de la Commission doivent, dans l'intérêt public, être examinées.

4. La Commission doit motiver ses conclusions:

En soumettant ses conclusions, la Commission inclura dans son Rapport, une déclaration complète des raisons qui l'ont amené à arriver à ces constatations.

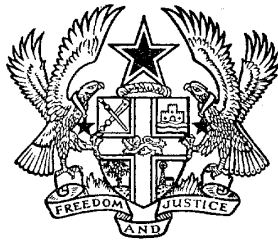
5. Secrétaire:

Monsieur G.T.Oddoye, haut fonctionnaire au Service du personnel sera le Secrétaire de la Commission.

6. Le Role à jouer par le Commissaire de Police:

Le Commissaire de Police mettra à la disposition de la Commission, des agents de Police pour préserver l'ordre pendant les assises de la Commission, délivrer les convocations aux témoins, et remplir tout autre devoir relatif à la Commission que leur ordonneront les Membres de la Commission.

Lt. Gen. J.A.Ankrah,
Président du Conseil de la



REPUBLIQUE DU GHANA

**LIVRE BLANC SUR LE RAPPORT DE LA
COMMISSION D'ENQUETE SUR LES
BIENS DE KWAME NKRUMAH**

La Commission d'enquête sur les biens de Kwame Nkrumah, le Président déchu, a été désignée par le Gouvernement et mandatée à:

- a) Engager dans les recherches et de déterminer, autant que possible, l'étendue des biens de Kwame Nkrumah, y compris ceux hors du Ghana;
- b) Faire une enquête afin de déterminer si ces biens sont tenus en son propre nom ou en celui d'une autre personne;
- c) Faire une enquête en ce qui concerne l'époque et le mode d'acquisition de tels biens;
- d) Faire une enquête concernant l'emploi auquel tels biens ont été mis;
- e) Faire une enquête touchant toutes autres questions concernant ces biens, lesquelles questions dans l'opinion de la Commission doivent, dans l'intérêt public, être examinées et rapportées; et son rapport a été soumis au Gouvernement le 12 octobre, 1966.

2. Le Gouvernement voudrait enregistrer son appréciation et sa reconnaissance pour la diligence et la façon judicieuse dont les membres de la Commission se sont acquittés de leur tâche.

3. Au cours de leurs travaux et à titre de supplément nécessaire, la Commission a dû examiner la biographie, la personnalité et les déclarations du Président déchu par rapport à sa conduite et à ses activités.

4. Si quelqu'un était en doute quant au dédoublement de la personnalité et l'hypocrisie du Président déchu, ce doute doit, dès maintenant, être dissipé pour toujours par les constatations et les conclusions de la Commission dont l'impartialité ne peut aucunement être mise en question.

5. Le Président déchu était non seulement schizophrène et hypocrite, mais incroyablement mesquin et les constatations de la Commission sont gorgées de plusieurs cas de sa mesquinerie et de son hypocrisie. Le 8 avril, 1961, l'ex-Président dans un discours à présent fameusement connu sous le nom de "discours matinal" a dit, entre autres: "J'ai dit à plusieurs reprises que les membres du Parti ne doivent pas profiter de leur qualité de membres de la C.P.P. ou de leur position officielle pour de fins personnelles ou pour entasser des biens. Des telles tendances vont directement à rebours de la constitution de notre Parti qui stipule clairement que les buts et les objectifs du Parti sont, entre autres, la construction d'une société qui s'inspire du socialisme, dans laquelle société le libre développement de chacun est la

2.

6. A la date où Nkrumah prononça ce "discours matinal" exaltant les qualités du socialisme, flétrissant le capitalisme et imposant des limites à l'acquisition des biens par les Ministres, l'ex-Président avait, selon les constatations de la Commission, un actif liquide de £100,091 au Ghana et avait ouvert un compte de banque au Caire en faveur de Fathia avec un premier dépôt de £10,000. Il avait versé £25,000 à la famille de Fathia au Caire et une autre somme de £25,000 à un entrepreneur pour lui faire construire un bâtiment dans cette ville. Il valait donc £250,000 en fait d'argent en espèces et de valeurs passives au moment où il exhortait ses compatriotes et ses collègues à suivre la voie socialiste. Il est à mentionner que son revenu total et ses émoluments depuis février 1951 quand il fut nommé Leader des Affaires du Gouvernement jusqu'à la date du "discours matinal" s'élevaient à £46,000. Le gros de la somme de £250,000 déjà référée plus haut provint d'un pot de vin de 10% que Nkrumah obtint d'un entrepreneur allemand à Francfort qui avait passé un contrat avec le Gouvernement du Ghana en vue de fournir des locomotives et des pièces de rechange aux Autorités des Chemins de Fer et des Havres dont le montant s'élève à £2.4 millions.

7. La Commission a constaté également, et à juste titre dans l'opinion du Gouvernement, que conforme à son caractère, le Président déchu a simulé la magnanimité et la bienveillance envers ses favoris jobards et peu soupçonneux, mais il s'est toujours assuré que cette magnanimité provint non de ses propres acquisitions, légitimes et illégitimes, mais du coeur des fonds publics c'est-à-dire du vote pour parer aux imprévus et des sommes d'argent versées à des entreprises frauduleuses telle NADECO, établie uniquement pour servir d'entrepôt pour recueillir des pots de vin et d'autres sommes d'argent qui auraient dû faire leur chemin aux coffres de l'Etat. Ainsi, Nkrumah fit-il charitablement don d'une voiture Jaguar au Professeur W.E. Abraham qui, sans doute, était très reconnaissant à son bienfaiteur, mais comme il arriva, la voiture en question appartenait au Gouvernement du Ghana et était immatriculée et enregistrée à l'époque au nom du Directeur du Service de Transport. Des voitures ont été également achetées et présentées comme "cadeaux" du Président déchu à Mademoiselle Georgina Cudjoe et à Mademoiselle Genoveva Marais mais tout comme dans les autres cas, les fonds utilisés pour l'achat de ces voitures ne provinrent pas des soldes substantiels en banque de Kwame Nkrumah, lesquels soldes ce dernier gardait d'un oeil jaloux mais du vote pour parer aux imprévus.

.....3

Mademoiselle Lucy Hayford, Mademoiselle Lily Appiah, Alhadji Nouri Tali du Sénégal, les familles royales de Nkroful et de Nsuaem, Madame Essi Elluah, les "garçons socialistes" c'est-à-dire, T.D. Baffoe, Eric Heyman, Kweku Akwei, Kodwo Addison, Kofi Badu, A.K. Barden et une foule d'autres furent, tous, à un moment donné, bénéficiaires de la magnanimité déclarée mais hypocrite de Kwame Nkrumah; pourtant dans tous les cas de cette distribution de charité, pas un sous ne provint des fonds substantiels en banque de Kwame Nkrumah mais des fonds publics tels le vote pour parer aux imprévus, les crédits destinés à la Corporation de Construction et à la Corporation pour le Développement Agricole, ou des pots de vin et autres soit-disant "contributions volontaires" extorquées des dupes de bonne volonté et versées par le truchement de NADECO et d'autres établissements analogues au profit du Président déchu.

8. La Commission a établi qu'à la date du coup d'Etat (le 24 Février 1966) Nkrumah possédait des biens au Ghana évalués à £402,294.3s.7d en argent en espèces dans de diverses banques au Ghana dont le montant se chiffre à £342,600.9s.0d. En dehors du Ghana il possédait également les suivants:

Une villa fabuleuse sise à Meadi près du Caire évaluée à £58,000; terrain avec bâtiment à Rabat, Maroc, évalués à £29,000; somme d'argent à la Midland Bank opérée au nom d'Ayeh-Kumi et dont le montant s'élève à £8,862.12s.4d; somme d'argent à la Swiss Bank Incorporated, Zurich, au nom d'Ayeh-Kumi et en celui de Halm d'un montant total de £170,862.12.4d aussi bien que d'autres sommes d'argent investies à l'étranger l'étendue desquelles la Commission n'a pas pu déterminer mais dont l'existence probable est établie par des virements faits à Kwame Nkrumah de l'étranger; par exemple 4 lettres de change dont leur montant s'élève à £958.19.4d ont été reçues de la Banque Nationale Commerciale d'Ecosse entre 1961 et 1965 et ce montant a été porté au crédit de son compte courant à la Barclays Bank. La Commission a également établi que Roraima Lodge (Republic House) et les Immeubles de Laterbiorkorshie, Accra, appartenaient à Nkrumah de facto mais tenus et gérés par ses dépositaires et ses affidés.

Nadeco & Cie, Guinea Press Ltd. et Ghana Bottling Company Ltd., évalués à £250,000 appartenaient aussi à Nkrumah de facto et il les contrôlait par l'entremise des dépositaires. Le Président "socialiste" déchu valait donc, à la date du coup d'Etat, £2,322,000.0s.10d en argent en espèces, en biens immobiliers et £547,788 en argent liquide au Ghana et à l'étranger.

4.

9. Le Gouvernement accepte ces constatations qui se fondent en grande partie sur des preuves documentaires authentiquées.

10. Le Gouvernement note des constatations de la Commission que depuis la date de retour au Ghana de Nkrumah en 1947 jusqu'en Février 1951, il ne fait aucun doute qu'il valait, en fait de biens, absolument nul, vivait au jour le jour, débutant avec un salaire initial de £25 par mois ou £300 par ans qui lui était payé par l'U.G.C.C. d'autrefois. (paragraphe 12 - 14). Il fut nommé Leader des Affaires du Gouvernement le 8 Février, 1951; depuis cette date jusqu'à celle de son renversement en Février, 1966, le total de ses émoluments s'est élevé à £118,863. En sus de cela, il reçut £10.000 du Prix Lénine de la Paix qui lui a été décerné en 1962 et £5,310 de Heineman Educational Books Ltd à titre de droits d'auteur sur ses livres; ainsi ses émoluments et revenu total légitimes s'élevaient-ils à £134.000.

11. Aux yeux du Gouvernement, lorsque les émoluments total d'une personne, y compris des dividendes sur les placements et les intérêts cumulés pendant une certaine période se chiffrent à £134,000 et lorsqu'après avoir tenu compte des dépenses pendant cette période cette personne a de l'argent en espèces et des biens immobiliers évalués à £2.5 millions, alors faute de miracle, les sources des sommes en excès crèvent les yeux et le Gouvernement fonde l'espoir sincère que les détracteurs de notre Révolution de Février et les partisans aveugles du Président déchu reconsidéreront et corrigeront une fois pour toutes, leur vue et évaluation erronées de leur leader déchu.

12. Le Gouvernement note avec stupéfaction qu'évidemment des firmes de renom, telle Parkinson Howard, qui avaient passé des contrats avec le Gouvernement du Ghana dont leurs montants s'élèvent à des millions de livres sterling aient encouragé la corruption en versant au parti dissout et au Président déchu, de larges sommes d'argent sur les bénéfices de leurs contrats au Ghana.

13. M. Granville a précisé dans son témoignage qu'au total, ces montants s'élevaient à £205,000. Il était aussi d'avis que ces sommes d'argent auraient été payées par l'entremise de Botsio, Gbedemah, Krobo Edusei et d'Ayeh-Kumi.

14. Toutefois, eu égard aux démentis de Botsio, Gbedemah et Krobo Edusei que le versement de ces sommes à la C.P.P. et au Président déchu ait été fait par leur entremise et vu l'admission sous contre-interrogation par M. Granville qu'en réalité il n'a pas vu le versement de ces montants s'effectuer mais qu'il aurait appris qu'ils ont été effectués aux trois anciens Ministres qui

5.

protestent, vu tout cela, le Gouvernement regrette que la Commission n'ait pas appeler en évidence les membres de Parkinson Howard qui ont vraiment faits les versements et cela, afin de dissiper le doute quant à ceux qui, outre Ayeh-Kumi, ont réellement reçu ces montants de Parkinson Howard. Ceci étant le cas, le Gouvernement est d'avis que les conclusions de la Commission que quelques-uns des paiements faits au Président déchu et à la C.P.P. dissoute par Parkinson Howard ont été effectués par l'entremise de Messieurs Krobo Edusei, Gbedemah et Botsio ne sont pas supportées par des témoignages juridiquement valables mais ne sont basées que sur des dépositions sur la foi d'autrui sur lesquelles M. Granville s'est fondé. En ce qui concerne la question de la conspiration présumée du Conseil des Ministres en vue de donner des instructions pour que des pots de vin soient extorqués des divers entrepreneurs, la Commission a accepté le témoignage de M. Krobo Edusei que la décision a été prise à une réunion du Conseil des Ministres (para.72). Le témoignage de Krobo Edusei a été énergiquement démenti par Messieurs Botsio et Gbedemah; c'était non corroboré or, corroboration aurait pu être obtenue soit des bordereaux du Conseil des Ministres soit du Secrétaire d'alors ou du Chef de Cabinet. Krobo Edusei lui-même a été décrit par la Commission comme un témoin dont le témoignage n'est pas inattaquable. Toutefois, il paraît ressortir des renseignements qui sont parvenus au Gouvernement depuis que la Commission lui a soumis son rapport, y compris une déclaration écrite de la part du Secrétaire du Conseil des Ministres d'alors, que la question a été soulevée par le Président déchu à une réunion du Conseil des Ministres mais à la suite des objections formulées par le Secrétaire d'alors, M.A.L.Adu, soutenant que la question ne méritait pas d'être discutée, elle fut abandonnée et ne fut jamais reprise à toute autre réunion du Conseil des Ministres avant que M.A.L.Adu n'ait quitté le poste de Secrétaire du Conseil des Ministres au début de 1961. Il paraît donc évident au Gouvernement que la décision n'a pas été prise à une réunion du Conseil des Ministres mais plus probablement à une réunion de quelques-uns des Ministres et des amis fidèles du Président déchu, l'identité desquels Ministres et amis n'a pas été jusqu'ici révélée.

RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION.

15. Le Gouvernement accepte généralement les recommandations de la Commission et est d'accord que toutes les personnes auxquelles des sommes d'argent ont été payées comme de "dons" par le Président déchu des fonds publics ou des pots de vin exigés sur les contrats

6.

gouvernementaux ou extorqués des divers entrepreneurs en guise de "contributions volontaires" ou autrement, doivent être sommés de dégorger ces sommes aux coffres de l'Etat.

16. Le Gouvernement également accepte la recommandation de la Commission à ce que tous les membres du Conseil des Ministres, y compris le Président déchu, qui ont participé dans la décision d'acheter les biens immeubles de Leventis au prix exagéré de £6 millions tout en sachant que ces biens immeubles en question ne valaient plus que £5 millions, soient tenus conjointement et solidairement responsables pour rembourser aux coffres de l'Etat la différence de £1 million. Toutefois le Gouvernement prend acte du fait que le Président déchu, après avoir amené les membres de son Conseil des Ministres à augmenter le prix de la reprise par £1 million, est allé réclamer cette somme de Leventis et a réussi à empocher pour lui-même, £75,000. Le Gouvernement est donc d'avis que le Conseil des Ministres doit être tenu responsable pour cette portion de la somme de £1 million qui ne peut pas être actuellement relevée des soldes en banque du Président déchu.

17. Le Gouvernement ne pense pas que (contrairement à ce qui a été recommandé par la Commission) pour recouvrer des sommes d'argent des personnes sus-mentionnées auxquelles le Président avait distribué sa charité des fonds publics et d'autres fonds appartenant au peuple de ce pays, il soit nécessaire d'avoir recours à des poursuites judiciaires. A son avis, la Commission était une enquête judiciaire et toutes les personnes contre lesquelles des conclusions ont été formulées pour le recouvrement des sommes d'argent ont pleinement eu l'occasion de témoigner sous serment et d'expliquer les circonstances dans lesquelles elle sont parvenues à ces sommes ; qui plus est, elles avaient été représentées par des avocats qui ont eu, eux aussi, la pleine facilité pour le contre-interrogatoire. Dans ces circonstances, le Gouvernement ne l'estime pas nécessaire d'entamer des poursuites pour le recouvrement de ces diverses sommes d'argent et par là reprendre des questions qui ont été déjà pleinement débattues et résolues par la Commission. Par conséquent, le Gouvernement se propose, par décret - en ce qui concerne toutes les sommes d'argent prononcées par la Commission être dues au public par des individus divers - de faire jouer toute la force et l'effet des dettes enterminées par la Cour Suprême dont la décision est sans appel, dans le recouvrement de ces sommes au cas où elles ne seront pas remboursées dans un délai prescrit.

7.

18. La Commission a recommandé que des mesures doivent être prises pour investir les titres de propriété des immeubles à Laterbiorkorshie et de Republic House au Gouvernement ainsi que les soldes de Nkrumah dans les diverses banques au Ghana, moins la somme de £45,000 que, selon la Commission, il aurait épargné sur ses gains légitimes. Le Gouvernement a pris acte de cette recommandation qu'il accepte d'une façon générale, mais il est d'avis que compte tenu des nombreuses revendications faites sur Nkrumah par ses amantes et autres individus, le montant de £45,000 que, selon l'évaluation de la Commission, Nkrumah aurait épargné sur ses gains légitimes est évidemment un chiffre très généreux. Le Gouvernement a déjà également pris des mesures en vue de demander à M. Ayeh-Kumi et à M. Halm de donner des instructions quant au rapatriement de la somme de £170,000 détenue par eux à la "Swiss Bank Incorporated", Zurich, en tant que dépositaires de Nkrumah. En ce qui concerne le vote pour parer aux imprévus, des mesures ont été déjà prises par le Gouvernement en vue d'assurer son contrôle rigoureux.

19. Etant donnés les penchants bien connus de M. Noe Drevici à faire dons des voitures automobiles et d'autres articles de valeur aux fonctionnaires en vue de les incliner en sa faveur dans l'exécution de leur fonction officielle, la Commission a recommandé au Gouvernement de prendre une décision de savoir si oui ou non ce Monsieur est une personne désirable à être autorisée de rester et poursuivre ses affaires au Ghana. En effet le Gouvernement a déjà, et bien avant cette recommandation, fait établir un organisme pour revoir tous les contrats Drevici en vue de déterminer si tous ou quelques-uns d'entre eux doivent être résiliés.

20. Le Gouvernement est d'accord avec la conclusion formulée par la Commission que les palais construits entièrement des fonds publics pour les familles royales de Nkroful et de Nsuaem doivent être reprises par l'Etat si ces familles royales en question manquent de rembourser aux coffres de l'Etat la somme de £20,000 dépensée sur les deux palais (voir au paragraphe 524). Le Gouvernement se propose de sommer les deux familles royales en question de rembourser la somme de £20,000 soit £10,000 par chaque famille royale, pendant un délai de 12 mois à défaut de quoi les titres de propriété de ces palais seront investis au Gouvernement par décret.

.....8

8.

2I. Le Gouvernement se propose de récupérer des gagnes légitimes de Nkrumah, la somme de £20,000 étant la valeur de la voiture automobile Buick du Gouvernement du Ghana que Nkrumah a fait présenter comme cadeau à sa belle-mère au Caire. Le Gouvernement accepte les conclusions de la Commission que la villa de Nkrumah au Caire construite avec une portion du pot de vin de £200,000 extorqué par Nkrumah sur le contrat passé entre le Gouvernement du Ghana et la firme allemande pour la fourniture des locomotives au Ghana, appartient de droit au peuple du Ghana (voir aux paragraphes 508 -510). La villa est évaluée à £58,000. Le Gouvernement se propose donc, par la voie diplomatique, d'obtenir la reconnaissance du Gouvernement de la République Arabe-Unie en ce qui concerne la revendication du Gouvernement du Ghana sur cette villa sise à Meadi près du Caire. Quant au bâtiment à Rabat, le Gouvernement a pris acte de la conclusion de la Commission que c'était un don personnel fait à Nkrumah par le roi du Maroc, mais il entretient des équivoques sur ce point. En se fondant sur des probabilités, c'est l'avis du Gouvernement que ce don n'a été fait à Nkrumah que parce qu'il était le Président de la République du Ghana et qu'il n'aurait pas été fait s'il ne l'a pas été; que Nkrumah lui-même ait été au courant de cette position est démontré par le fait que la maison était somptueusement meublée des fonds du Gouvernement du Ghana, était et continue à être entretenue des fonds publics du Ghana, les gages payés à son gardien compris. Mais outre toutes ces considérations et selon le droit coutumier ghanéen, tout ce qui est acquis par un chef d'une collectivité, soit-il chef, sous-chef, chef supérieur ou même un roi, pendant sa période d'activité comme détenteur du trône, est jugé comme les biens de ce trône à moins qu'il y ait une preuve convaincante que l'occupant n'avait pas l'intention de les faire considérer comme des biens du trône. Dans ce cas particulier, loin d'indiquer qu'il n'avait pas l'intention de faire considérer la maison à Rabat comme la propriété de l'Etat dont le plus grane trône, la Présidence, était occupé par lui, Nkrumah a démontré d'une façon nette et claire que cette maison était la propriété de l'Etat du fait qu'elle était meublée et entretenue des fonds de l'Etat. Le Gouvernement se propose donc, comme dans le cas de la villa au Caire, par la voie diplomatique et par des communications avec le Gouvernement du Maroc, de revendiquer son titre de propriété sur la maison à Rabat.

.....9

9.

22. Le Gouvernement a pris bonne note des paragraphes 566-570 du Rapport de la Commission concernant le virement des sommes d'argent substantielles de l'étranger et portées au crédit du compte de NADECO ainsi que la somme de £45,000 versée à NADECO par la G.N.C.C. pour être virée aux fonds de la C.P.P. La Commission n'a pas pu établir les buts de ces versements ni ceux qui les ont autorisés; le Gouvernement se propose donc de référer les comptes vérifiés de NADECO à la Sûreté Nationale en vue de toutes enquêtes nécessaires.

23. Le Gouvernement a référé les conclusions de la Commission aux bureaux du Procureur- Général pour leur examen minutieux en vue d'entamer des poursuites criminelles appropriées contre tout individu prouvé avoir commis des délits.

24. Les décrets nécessaires pour l'exécution des décisions du Gouvernement indiquées dans ce Livre Blanc, seront publiés dans un avenir très prochain.

RAPPORT DE LA COMMISSION DESIGNEE
D'ENQUETER SUR LES BIENS
DE KWAME NKRUMAH

OCTOBRE 1966

<u>TABLE DES MATIERES.</u>	<u>PAGE.</u>		
INTRODUCTION	1	-	3
BIOGRAPHIE DE NKRUMAH	3	-	6
LA PHILOSOPHIE POLITIQUE DE NKRUMAH	6	-	8
L'ATTITUDE DE NKRUMAH à L'EGARD DE RICHESSES	8	-	10
LES BIENS DE JURE DE NKRUMAH	10	-	11
LES BIENS DE FACTO DE NKRUMAH	11	-	14
L'EPOQUE D'ACQUISITION DES BIENS	14	-	15
METHODE D'ACQUISITION	15	-	19
FONDS RESTANT AU CREDIT DE NKRUMAH			
METHODE D'ACQUISITION	19	-	25
USAGE AUXQUELS NKRUMAH A MIS SES BIENS: AU GHANA ET A L'ETRANGER	25	-	26
EMPLOIS AUXQUELS NKRUMAH A MIS SON ARGENT	26	-	29
LA GENEROSITE APPARENTE DE NKRUMAH	30	-	37
DONS DES AUTRES A NKRUMAH	38	-	40
L'ACQUISITION D'IMMEUBLES PAR NKRUMAH	40		
LES GARCONS SOCIALISTES	40	-	41
LE VOTE POUR PARER AUX IMPREVUS	41	-	48
L'ACHAT PAR LE GOUVERNEMENT DES BIENS D'A.G. LEVENTIS CIE.	48	-	62
VERSEMENTS FAITS PAR LE GROUPE PARKINSON HOWARD	62	-	67
LES LIGNES AERIENNES GHANEENNES ET LES POTS DE VIN	67	-	71
VERSEMENT DE 100,000 D.M. PAR H. STUIJLEN & SOHN	71	-	72
LES CONTRATS DREVICI	73	-	79
CONSEIL DES CULTIVATEURS UNIFIES	80	-	81

.....2

(2)

<u>CAS INDIVIDUELS.</u>	<u>PAGE.</u>
MADAME BEATRICE KWADAY	81 - 83
L'AUTOMOBILE BLINDEE-LINCOLN CONTINENTAL ...	83 - 84
GRACE AYENSU ET LE CLUB AFRICANA	84 - 86
MADAME LUCY SEIDEL	86 - 89
M. S.I. IDRISU	90 - 91
MADAME STELLA GYANDON	94 - 95
MADAME AKUA OPAREBEA	95 - 96
MADAME HAWA BANDA	96
MADAME ESI ELLUAH	96 - 97
MAHOMMET ADOTEY AKWEI	97 - 98
LE PROFESSEUR W.E.ABRAHAM	98
M. TECHIE-LENSON	98
LE COMMANDANT CHRISTINE DEBRAH	99
LES MARCHANDISES DE CONTREBANDE	100 - 101
MADemoisELLE VICTORIA NYARKO	101 - 102
MADemoisELLE GENOVIVA MARAIS	102 - 104
CONCLUSION A L'EGARD DE KWAME NKRUMAH	104 - 105
RESUME DES CONCLUSIONS	105 - 108
RECOMMANDATIONS	108 - 119
REMERCIEMENTS	119 - 120

APPENDICES.

- APPENDICE i Témoins et Avocats
- " ii Pièces à Conviction
- " iii Comptes vérifiés - NADECO
- " iv Comptes vérifiés - GUINEA PRESS
- " v Comptes vérifiés - GHANA BOTTLING COMPANY
- " vi Retraits importants faits sur le compte courant de Nkrumah
- " vii Bénéficiaires du:-
- (a) Vote pour Parer aux Imprévus
- (b) Fonds du Parti
- (c) Compte Spécial de Kwame Nkrumah
- (d) Fonds de Nadeco
- APPENDICE viii Rapport du Comité Ofori Atta sur les Biens de Leventis
- " ix Ministres présents au Conseil des Ministres le 10 avril 1962 sur la vente des biens Leventis.
- " x Emplois auxquels Nkrumah a mis la somme de £750,000 obtenue de Leventis
- " xi Les sommes d'argent récupérables du Cuisinier de Nkrumah et de ses parents au compte des maisons.
- " xii Compte Courant de Kwame Nkrumah à la Barclays Bank (D.C. & O.) High Street: Revenus autres que salaires, Indemnités et pension de retraite.
- " xiii DONS :-
- (a) Faits par Kwame Nkrumah
- (b) Reçus par Kwame Nkrumah
- " xiv Comptes ouverts aux noms d'autres personnes.
- xv Résumé Détaillé des Biens.

RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUETE
DESIGNEE SOUS L'ACTE SUR LES COMMISSIONS D'ENQUETES
(LOI 250), POUR EXAMINER LES BIENS DE KWAME NKURUMAH.

Monsieur le Président du Conseil
de la Libération Nationale,
The Castle, Osu,
Accra.

1. Nous soussignés, Fred Kwasi Apaloo, Juge à la Cour Suprême, Roger Ocansey, Chef Comptable de la Banque du Ghana, et Abayifa Karbo, Avocat, nous étions nommés en Commission d'enquête sous l'Acte sur les Commissions d'enquêtes (Loi 250), et mandatés à:

- a) Engager dans les recherches et de déterminer, autant que possible, l'étendue des biens de Kwame Nkrumah, y compris ceux hors du Ghana.
- b) Faire une enquête afin de déterminer si ces biens sont tenus en son propre nom ou en celui d'une autre personne.
- c) Faire une enquête en ce qui concerne l'époque et le mode d'acquisition de tels biens.
- d) Faire une enquête concernant l'emploi auquel tels biens ont été mis.
- e) Faire une enquête touchant toutes autres questions concernant ces biens, lesquelles questions dans l'opinion de la Commission, doivent, dans l'intérêt public, être examinées et rapportées.

2. En conformité avec notre mandat, nous avons tenu une séance publique, le 21 mars 1966, à la Law School, pour arrêter la procédure à suivre. Ensuite nous avons tenu des séances publiques au même endroit aussi bien qu'à la Chambre No.1 du palais de la Cour Suprême pendant une période de 61 jours, entre le 21 mars et le 4 août 1966, pour prendre des dépositions et écouter des arguments. Nous avons écouté les dépositions de 134 témoins qui ont comparu devant nous et 128 pièces à Conviction nous ont été soumises, lesquelles pièces ont été dûment enregistrées. La plupart des preuves orales ont été rendues en anglais mais quelques témoins se sont exprimés en dialectes ghanéens puis interprétés et couchés par écrit en anglais.

3. Nous n'avons pas nous-mêmes entrepris la tâche de recueillir des témoignages: cette tâche a été entreprise, à nos ordres, par le personnel d'une section de la Sûreté Nationale (Brigade pour combattre la fraude) et nous avons été pleinement satisfaits des résultats obtenus.

4. Au cours de la séance d'ouverture nous avons annoncé que nous ne voulions pas nous astreindre aux règles sévères en ce qui concerne la procédure à adopter; plutôt nous avons indiqué que toute personne apte à être défavorablement atteinte par les témoignages devant nous, serait autorisée à comparaître et témoigner, si elle le veut bien, et à se faire comparaître par avoué. Nous nous réjouissons de constater que les témoins ont profité pleinement de ce privilège et que, pas moins de 27 avocats ont défendu les intérêts de divers témoins.

5. Bien que notre mandat nous obligeât généralement à examiner et de rapporter sur les biens de l'ex-Président, nous avons cru que des témoignages auraient été rendus qui porteraient atteinte à son comportement à bien des égards. Nous avons donc intimé que nous étions disposés à permettre qu'il puisse être représenté par avoué et qu'un tel avoué aurait le droit de contester toute allégation faite contre son client.

6. Nous regrettons néanmoins de prendre acte qu'aucun avocat ne s'est présenté de la part de l'ex-Président et que plusieurs allégations dont la plupart portent atteinte à son comportement, ont été faites pour ainsi dire, ex parte. En conséquence, nous avons accueilli ces allégations avec beaucoup de méfiance, car les détails personnels de quelques-uns des individus sont tels que leurs témoignages donnent lieu à suspicion.

7. Néanmoins nous avons pu arriver à des conclusions sur la plupart de ces questions et comme on lira aux paragraphes suivants de ce rapport, nous avons établi, dans la mesure où les témoignages recueillis l'ont permis, l'étendue des biens de Kwame Nkrumah.

8. Tout en ne faisant pas grand cas de la procédure, en général nous avons suivi la procédure adoptée par la Commission d'enquête très connue du grand public comme la Commission Granville Sharp, mais à cette différence importante, il ne nous a pas été possible de fournir d'avance des affirmations aux Témoins éventuels qui étaient impliqués par des accusations faites là-dedans. Il n'y avait aucune raison pour ce manquement hors celle imposée par le fait

que d'autres Commissions d'enquêtes se tenaient en même temps que la nôtre, ce qui faisait que moins de personnel d'investigations et d'autres fonctions étaient disponible cette fois qu'aux temps de Granville Sharp. Tout de même nous sommes entièrement contents de ce que cela n'a résulté dans aucune injustice ou surprise des Témoins, puisque tout individu touché par ces allégations a été largement habilité de les affronter.

9. Des témoignages nous ont été portés sur des questions hétérogènes dont la plupart ne touchent notre mandat qu'indirectement, mais nous devons au public de lui faire savoir les conclusions que nous sommes parvenus à formuler sur ces questions, lesquelles conclusions paraîtront aux paragraphes qui suivent. Mais avant de procéder à préciser ce que nous estimons être les biens de Kwame Nkrumah, il nous incombe de tracer un aperçu bref de sa biographie et cela, pas tellement parce que les témoignages recueillis nous apportent quelque chose de nouveau ou d'inconnu auparavant, mais précisément parce que la presque totalité des avocats qui ont comparu devant nous, nous ont invité avec insistance de prendre acte qu'en tant qu'individu, l'honnêteté lui faisait entièrement défaut et que cette faiblesse personnelle de caractère a contribué largement à l'acquisition de la plupart des biens qu'il a acquis ou qu'il s'imaginait posséder.

UNE BREVE BIOGRAPHIE DE KWAME NKUMAH.

10. Selon son autobiographie intitulée "Le Ghana", Kwame Nkrumah est né à Nkroful en 1909 dans la Province de l'Ouest de ce qu'on appelait la "Côte de l'Or". On dit que son père était orfèvre par métier. Sa mère que la Commission a eu l'occasion de rencontrer à Nkroful donna son nom comme Elizabeth Nyaniba.

Il fit ses études primaires à Half-Assini puis s'inscrivit à l'Ecole Normale-Prince of Wales College - à Achimota où il reçut une formation d'instituteur. Il quitta Achimota en 1930 et après avoir passé quelques années dans l'enseignement, il partit aux Etats Unis d'Amérique en 1935. Il s'y fit inscrire à l'Université de Lincoln en Pennsylvanie et a obtenu un diplôme de sorte en 1939.

11. En 1945, Kwame Nkrumah s'est rendu en Grande Bretagne où il a fait des études à la London School of Economics, mais il ne semble pas avoir fait assez de progrès parce qu'il s'est mêlé dans les activités politiques de l'Afrique Ouest. Il quitta la Grande Bretagne en 1947 sur l'invitation

4.

12. Il vaut la peine de faire remarquer, et ceci touche de très près notre mandat, qu'au moment de son retour au Ghana, Nkrumah ne manifestait aucun signe de la richesse. En effet sa situation était tout le contraire. Ceci est confirmé par le fait que son billet de voyage de la Grande Bretagne au Ghana a été payé par les leaders de l'U.G.C.C.

13. Nkrumah lui-même a confirmé ceci quand il déclara dans son autobiographie intitulée "Le Ghana" qu'il n'avait qu'une valise et quelques vêtements. Les Leaders de l'U.G.C.C. lui payaient un salaire de £300 (¢720.00) par an et bien que cette somme ait été suffisante à pourvoir à ses besoins pendant les années 40, il n'y a aucune preuve qu'il aurait pu faire des économies ou qu'il aurait acquis des biens de valeur à cette époque. Il a rompu ses liens avec l'U.G.C.C. en 1949 et a formé un parti qu'il nomma le Parti de la Convention du peuple, généralement appelé la C.P.P. tout court.

14. C'est impossible de déterminer ce qu'il touchait comme salaire dans son parti. Il fut emprisonné en 1950 pour ses activités politiques mais élargi le 8 février 1951. Ce qui est évident pourtant c'est qu'on ne peut pas soutenir que sa situation financière s'était sensiblement améliorée au moment de son élargissement et il est permis de conclure qu'avant son entrée en fonction, le 8 février 1951, Nkrumah valait en fait de biens, absolument nul.

15. Nkrumah fut nommé "Leader des Affaires du Gouvernement", le 8 février 1951: une position qu'il a tenu jusqu'au 31 mars 1952, touchant un salaire de £2,750 (6,600.00) par an, plus £600 (¢1,440.00) par an comme frais de logement. Il aurait donc touché des fonds publics, dans l'ensemble, un traitement de £3,838.10s.10d (¢9,212.50) comme Leader des Affaires du Gouvernement. Il devint Président du Conseil des Ministres le 1er avril 1952, et fut accordé un salaire de £3,500 (¢8,400.00) par an, plus ce même montant de £600 (¢1,440.00) par an comme frais de logement. A ce dernier poste il aurait gagné en somme, un traitement de £33,825 (¢81,180.00). Devenu Président de la République du Ghana le 1er juillet 1960, il touchait un revenu global de £12,000 (¢28,8000.00) par an, salaire et frais de logement compris. Il fut Président du Ghana du 1er juillet 1960 jusqu'au 23 février 1966 quand il fut destitué de ses fonctions à la suite d'un Coup d'Etat Militaire. Il aurait touché dans l'ensemble et pendant toute la période qu'il a été Président, la somme de £62,800 (¢150,750.00).

16. Nkrumah se retira du Parlement à son élection et à son entrée en fonction comme Président, le 1er juillet 1960, et en vertu des dispositions de la Section 50 de la Loi de 1959 sur l'Assemblée Nationale, il qualifia pour une somme de £5,000 (£12,000.00) comme prime de retraite. Ce montant fut d'abord déposé à son compte à la Barclays Bank, High Street, Accra, en Janvier 1961. Selon la section 52 du même Acte, il devint titulaire d'une pension annuelle de £2,400 (£5,760.00). Il était donc en droit de recevoir et avait reçu en effet, une somme de £14,400 (£34,560.00) par an, somme qui lui était régulièrement versée du 1er juillet 1960 jusqu'au 31 janvier 1966 par le Gouvernement qu'il présidait.

17. Il ne peut y avoir de doute que les sommes d'argent mentionnées au paragraphe 16 ci-dessus, constituaient son revenu légitime et qu'il était titré d'en recevoir. Il aurait donc touché des fonds publics, de février 1951 jusqu'en janvier 1966, une somme globale de £118,863.10s.10d (£285,272.50). L'ex-Président est parvenu à convaincre l'Union Soviétique qu'il était pacifiste et le Prix Lénine de la Paix lui fut décerné en 1962. Il paraîtrait que ce prix lui a été décerné en raison du fait qu'il était le Président du Ghana. Nkrumah lui-même était de cet avis. Il a dit que ce prix faisait honneur au pays tout entier et qu'il ne l'acceptait que sur cette base.

18. Le Prix Lénine de la Paix était accompagné d'une récompense monétaire de £10,000 (£24,000.00). Evidemment Nkrumah n'avait pas pensé que le pays devait partager la récompense monétaire avec lui puisqu'ils ont déjà partagé l'honneur entre eux. Cette somme qui, moins les frais de conversion et de transfert, s'élevait à £9,832.1s.5d (£23,596.17) était déposée à son compte personnel à la Barclays Bank, le 28 juillet 1962. Nous tenons à souligner pourtant que nous ne voulons pas suggérer par là que cette somme était autre qu'un revenu légitime à lui.

19. Seule, l'autre source de revenu légitime que disposait Nkrumah était évidemment les droits d'auteur qu'il recevait sur des livres censés être ses écrits. Nous employons le terme "censé être" à dessein parce que le Professeur Abraham qui a joué un grand rôle dans le lancement de son avant dernier livre, le "Consciencisme", et qui a rendu témoignage le 15 juin, a mis gravement en doute le fait que Kwame Nkrumah aurait été l'auteur véritable de ce livre. S'il était vraiment l'auteur de ce livre ou de n'importe quel autre des livres qui portent son nom, c'est une question qui ne nous regarde aucunement et nous ne nous prononçons pas là-dessus.

Ce qui, à nos yeux, a rapport à notre mandat, c'est le fait qu'il percevait de Heineman Educational Books Ltd., les droits d'auteurs. D'après le témoignages dont nous disposons, il aurait reçu au total la somme de £5,310.1s.9d(¢12,744.21).

20. Il ne nous a pas été possible, d'après le témoignage dont nous disposons, de déterminer d'autres sources légitimes que disposait l'ex-Président. Ainsi, la somme globale qu'il avait gagné comme salaire et autres paiement du gouvernement, de Heineman Educational Books Ltd. et du Prix Lénine de la Paix, s'élevait-elle à £134.005.14s.0d.(¢321.613.68). Le relevé de son compte courant à la Banque Barclays, High Street, Accra, qui nous a été soumis comme pièce à conviction montre que d'assez fréquents retraits ont été effectués sur ce compte. Nous supposons que ces retraits ont été effectués sur ces gains légitimes pour faire face à ses obligations ordinaires. Ainsi, si à la date quand il a été démis de ses fonctions, la somme d'argent restant à son crédit ou tenue en son nom représentait un tiers de revenu, il aurait été raisonnable de conclure qu'il avait économisé un tiers du revenu qu'il a gagné. Par simple calcul, nous évaluons cette somme à environ £45,000 (¢108,000.00). Selon nous, on doit avoir ce fait présent à l'esprit en faisant le compte rendu des sommes globales restées à son crédit ou tenues en son nom à la date du 23 février 1966.

LA PHILOSOPHIE POLITIQUE DE NKURUMAH.

21. Une biographie de l'ex-Président serait incomplète si nous omettions d'indiquer ce qui paraît être sa philosophie politique et le motif de quelques-unes de ses actions. Sur ce point nous sommes obligés d'avouer que nous nous trouvons sur un terrain glissant car nous avons constaté que ses actions ne se cadrent pas toujours avec ses paroles. Le plus souvent il faisait profession de "Socialisme démocratique" mais dans la pratique ceci n'a signifié, en effet, que la superposition d'un Gouvernement à Parti Unique sur un corps électoral réduit presque à l'impuissance.

22. Mais ceci n'a pas été la démocratie comme conçue par Nkrumah. Ce qui était son idéal de début, c'est la démocratie à l'occidentale. Dans le discours qu'il a prononcé à l'Université de Lincoln, son Alma Mater, en 1951, discours qu'il a lui-même reproduit dans son autobiographie, il a dit en substance ceci "l'objectif que nous poursuivons c'est d'établir des principes démocratiques tels qu'ils existent en Grande Bretagne et aux Etats Unis" (voir "Le Ghana" Autobiographie de Kwame Nkrumah à la page 164).

7.

23. Il paraissait que vers 1954 ses adversaires politiques eurent lieu de douter de sa sincérité à cet égard et exprimèrent des inquiétudes au Parlement. En riposte Nkrumah les accusa de malhonnêteté et dit entre autres -

"Je temps à autre l'impression se fait jour que nous cherchons à établir un système de Parti Unique. Ce n'est là qu'une bêtise de premier ordre contredite par les faits mêmes de la situation: suffrage universel, scrutin secret, un Leader d'Opposition reconnu touchant un salaire de £1,500 et ainsi de suite."

24. Bien qu'il fût interrompu par un membre évidemment incrédule de l'opposition, Nkrumah le passa sous silence et continua:-

"Je n'ignore pas les avantages qui découlent d'une opposition parlementaire, constructive et bien organisée, mais je me demande si mon honorable collègue s'attend à ce que je lui prête un appui efficace pour le faire parvenir au pouvoir ? Si ceci était un gouvernement de parti unique tous ceux qui ne veulent passer leur temps qu'à parcourir le pays pour lancer des attaques contre le gouvernement auraient été en prison" (voir les débats de l'Assemblée Législative No. 1 de 1954 à la page 127)".

25. Il paraît que Nkrumah s'est rendu compte du fait qu'un gouvernement à parti unique était plein de conséquences néfastes dont il a énuméré quelques-unes lui-même. Si ce discours prononcé par le Premier Ministre (car c'est ce qu'il fut en 1954) peut être considéré comme une garantie contre l'introduction d'un gouvernement à parti unique dans le pays, alors il ne peut y avoir de doute qu'il parlait en mauvaise foi, car c'était lorsqu'il exerçait les plus hautes et puissantes fonctions du Président qu'un gouvernement à parti unique a été introduit dans le pays en 1964, et cela, évidemment à son instigation. Mais même avant cela le scrutin secret n'existait qu'en nom, car le Leader de l'opposition en tant que tel et l'opposition elle-même ont cessé d'être reconnu". En effet ceux qui critiquaient le gouvernement étaient emprisonnés.

26. Les témoignages recueillis sont tels que nous nous croyons justifiés de mettre en doute la sincérité de presque toutes les déclarations de Nkrumah et nous sommes tentés à lui déclarer coupable de la mauvaise foi dans beaucoup de questions. Pourtant, non contents de cela les avocats nous invitent avec insistance de constater qu'il a été en tout malhonnête et que, ce trait dans son caractère lui a entraîné à amasser un tas de biens par de moyens quine s'accordent pas avec l'honnêteté. Naturellement nous hésitons à formuler des conclusions qui porteraient atteinte à l'intégrité personnelle d'un homme que ce pays a soutenu, pendant longtemps, comme son chef, surtout vu que, pas une seule voix n'a été soulevée en sa défense.

27. Tandis que ce fait ne doit pas nous empêcher de rapporter la vérité, nous pensons tout de même que nous ne devons pas déclarer l'ex-Président coupable d'une mauvaise foi indéterminée--à moins que le témoignage sur cela ne soit contraignant. Nous pensons que nous devons réserver notre jugement sur cet aspect de la question jusqu'à ce qu'un rapport soit fait sur ce que nous constatons être les biens de l'ex-Président et comment il y est parvenu.

L'ATTITUDE DE NKRUH A L'EGARD D'ACQUISITION
DE RICHESSES.

28. Cependant avant d'affirmer ce que nous constatons être les biens de Nkrumah, il est nécessaire de déterminer ce qui est son attitude envers l'acquisition de richesses, surtout en ce qui concerne ceux qui exercent des fonctions mandataires. Nous le croyons juste d'affirmer qu'en général, il a mis en garde ses partisans aussi bien que les fonctionnaires publics contre l'abus de leurs positions pour amasser la richesse. Il les a souvent exhorté de mener une vie simple et sans faste et à ce propos ses déclarations se révèlent inattaquables.

29. L'un de ses discours le plus cité à ce sujet est ce qui est connu comme son "Discours Matinal" prononcé le 8 avril 1961. Dans ce discours il a dit entre autres:-

"J'ai dit à plusieurs reprises que les membres de la C.P.P. ne doivent pas profiter de leur qualité de membres du Parti ou de leur position officielle pour des fins personnelles ou pour entasser de biens. Des telles tendances vont directement à rebours de la Constitution de notre Parti qui stipule clairement que les buts et les objectifs du parti sont, entre autres, la

9.

la construction d'une société qui s'inspire de socialisme, dans laquelle société le libre développement de chacun est la condition pour le libre développement de tous - un régime social qui se cadre bien avec les situations, les circonstances et les conditions africaines".

30. Dans ce même discours il indiqua son intention d'imposer une limite à l'acquisition de biens par les Ministres, les cadres du Parti et les sous-secretsaires. Nkrumah a fait valoir son intention car, le 29 septembre 1961, il fit un autre discours dans lequel il imposa la limite. Il fit même plus que cela: il somma quelques-uns des Ministres de céder à l'Etat des biens spécifiés qui dépassent le plafond indiqué.

31. Toujours dans le cadre du sentiment exprimé dans ce même discours, il exigea la démission de quelques membres du Gouvernement en raison de leurs divers liens dans les affaires. Il serait difficile de reprocher au bon sens de Nkrumah si sa visée n'était que ceci: puisque les membres du Gouvernement ne sont essentiellement que de dépositaires publics, ils ne doivent pas se mettre dans une position où leur devoir public serait en conflit avec leurs intérêts personnels. Nous nous tenons devoir lui faire crédit de cet objectif bien que la raison donnée pour cette mesure suggère qu'il fût motivé par la politique, à savoir: "il laisse à désirer dit-il, pour que des individus possédant divers intérêts d'affaires soient membres d'un Gouvernement qui, dès à présent, doit être animé de plus en plus des idéaux socialistes".

32. Dans ce même discours matinal Nkrumah déplora également le comportement de quelques-uns de ses "camarades" qui parcourent le pays demandant de l'argent pour eux-mêmes en se servant des noms des individus qui occupent des positions éminentes. De plus il condamna "la tendance avilissante de la part de quelques individus tenant de positions éminentes, à établir des "agents" pour recueillir de l'argent" pour eux. Nous ne donnons aucune justification pour avoir cité in extenso de ce discours car le "discours Matinal" nous semble avoir posé la ligne de conduite morale la plus frappante qu'a tenté Nkrumah et pour ses camarades et pour la nation qu'il gouvernait.

33. Il y a une grande sagesse dans le proverbe qui tient que "l'exemple vaut mieux que le precept" et il n'est que juste pour nous de supposer que Nkrumah lui-même s'aurait conformé aux principes qu'il a établi pour ses compatriotes.

.....10.

10.

34. Il nous faut maintenant indiquer en nous fondant sur les témoignages dont nous disposons, ce que nous constatons être les biens de l'ex-Président. Nous l'avons jugé nécessaire de faire une distinction entre ce qu'il possède de plein droit et tout autre bien sur lequel il exerçait un contrôle absolu, si même les témoignages ne nous permettent pas de l'adjuger le propriétaire. Nous les appellerons, faute de mieux, les biens de jure et les biens de facto de Nkrumah.

LES BIENS DE JURE DE NKUMAH.

35. Nkrumah avait des comptes à la Banque Barclays aussi bien qu'à la Banque Commerciale du Ghana. Quelques-uns de ces comptes sont en son propre nom tandis que d'autres sont au nom de NADECO et opérés en son nom par Messieurs E.Ayeh-Kumi et W.H.Q.Halm, deux Messieurs en qui il aurait placé beaucoup de confiance. Quand le compte fut arrêté pour la journée du 23 février 1966, ses comptes, y compris des titres au porteur, étaient créditeurs et se chiffraient à ce qui suit:-

COMPTES AU GHANA

NOM DE BANQUE	NOM DE COMPTE	SOLDE CREDITEUR	EN CEDIS
Barclays	Compte Courant de Kwame Nkrumah	£ 65.841.17.8d	158.020.00
Barclays	-do-	128.18.2d	309.52
Barclays	Compte de dépôts de Kwame Nkrumah	250.000. --	600.000.00
Barclays	Compte Kwame Nkrumah pour les droits d'auteur	5,310. 1.9d	12,744.24
Barclays	Compte de NADECO	33,517.15.-	80.442.60
Banque Commerciale du Ghana	Compte Spécial de Kwame Nkrumah	21.319.11.5d	51.166.97
Banque Commerciale du Ghana	Titres au Porteur	20.000.--	48.000.00
		£G454.000.--	£1,090.600.21

36. Nkrumah a aussi d'épargnes obligatoires de £4,200 (£10,080.00).

37. Nous constatons qu'un compte spécial a été tenu à la Banque de Midland, South Kensington Branch, à Londres en faveur de Nkrumah, mais au nom de Monsieur E.Ayeh-Kumi et qu'à la date de 25 novembre 1965, ce compte accusait une solde créditeur de £8,862.12s.4d (£21,270.28).

.....11.

11.

38. Nous constatons également qu'en 1965, Monsieur A.G. Leventis a payé à Monsieur Ayeh-Kumi et à Monsieur Halm l'équivalent de £170,000 (¢408,000.00). Cette somme a été déposée en placement à la Swiss Bank Incorporated, Zurich, Switzerland, par ces messieurs sus-mentionnés, en faveur de Kwame Nkrumah.

39. Nous constatons qu'au Ghana Nkrumah a les propriétés foncières suivantes:-

- a) Terrain avec bâtiments à Nkroful dont la valeur actuelle est de £9,100 ou (¢21,840.00).
- b) Terrain à Laterbiorkorshie, Accra.
- c) Terrain à "Queen Annes Point", Cape Coast.
- d) Terrain à Mamobi, Accra.
- e) Terrain à Kubeasi, Larteh.
- f) Terrain à Wenchi, Ashanti.
- g) Tenure à Bail à la "Central Prison Road", Sekondi.

40. Nous constatons qu'au dehors du Ghana Nkrumah a:

- a) Un terrain avec bâtiment numéroté 15, Rue Kornish Meadi, Caire, dont la valeur actuelle est évaluée à £58,000 (¢139,200.00).
- b) Un terrain avec bâtiment à Mohammedia près de Rabat, Maroc, dont la valeur actuelle s'élève à environ £29,000 (¢69,600.00.)

BIENS DE FACTO DE KWAME NKUMAH.

41. Nous constatons que Nkrumah avait l'unique contrôle et exerçait tous les droits de propriétaire sur les biens-fonds suivants bien qu'on ne peut pas le tenir comme le propriétaire légitime:

- a) Republic House, Accra, la valeur actuelle est évaluée à £327,000 (¢748,800.00).
- b) Les immeubles de Laterbiorkorshie: un groupe de maisons de rapport et d'autres maisons à Accra dont la valeur actuelle est estimée à £265,000

42. Nous constatons également que Nkrumah jouissait des droits d'un actionnaire à intérêt de contrôle ou unique dans les Sociétés anonymes suivantes:

- a) NADECO & CIE. Cette Société a été établie à Responsabilité Limitée, le 28 janvier 1958. Elle a été l'objet, et d'une autre commission d'enquête (La Commission Azzu Crabbe), et des rapports détaillés. A la date du 24 février 1966, la Compagnie valait £810,585.15s. (¢1,945,405.80).

.....12

12.

Il est indiqué au paragraphe 70 du Rapport NADECO, que les livres de Comptes et autres documents de la Société ont été soumis pour plus ample vérification, à une firme d'experts comptables et que leur Rapport sera soumis à une autre Commission. Les-dits comptes vérifiés ont été soumis à notre Commission et figurent à l'appendice III de ce Rapport.

- b) GUINEA PRESS LIMITED. Cette Société a été incorporée à responsabilité Limitée, le 4 mars, 1955. Les Comptes vérifiés de la Compagnie montrent qu'elle vaut £102,032.1s.8d. (¢724,877.00).

Nous fournissons à l'appendice IV de ce Rapport un Compte rendu détaillé sur cette Compagnie, sa politique et sa position financière. Cette compagnie reçut, évidemment sur les ordres de Nkrumah, de prêts considérables de fonds publics c'est-à-dire de l'I.D.C. et obtint des subventions et autres avantages du gouvernement. Elle fit l'objet des instructions spéciales dans le testament de Nkrumah daté le 26 juin 1965.

GHANA BOTTLING COMPANY: Cette compagnie fut incorporée à Responsabilité Limitée, le 22 janvier 1958. Les comptes vérifiés de la compagnie, à l'appendice V de ce rapport, montrent que cette Compagnie vaut £131,803.15s. (¢316,329.00) et que son établissement a été financé des fonds publics par l'entremise de l'I.D.C. et de la Ghana Educational Trust.

43. Toutes les sommes mentionnées au paragraphe 36 ci-dessus, sauf ce qui est indiqué "compte spécial NADECO" sont au nom de Kwame Nkrumah. Deux autres sommes de £33,517.15s (¢80,442.60) et de £57,881 (138,916.53), qui figurent au paragraphe 36 sont au nom d'une Société Anonyme nommée NADECO. Ladite compagnie n'exerce que les fonctions de dépositaire au nom de Nkrumah. Nous constatons que ce compte n'est opéré par Messieurs Ayeh-Kumi et Halm que sur les instructions de Nkrumah pour son bénéfice exclusif.

.....13

13.

44. Les Titres au porteur à 5.5%, mentionnés au paragraphe 36 ci-dessus et dont la valeur s'élève à £20,000 (¢48,000.00) sont émis par la Trésorerie du Ghana et arrivent à échéance en 1970/74 et sont amortissables au porteur. A la date du 23 février 1966, ces Titres se trouvaient légitimement enregistrés au nom de Kwame Nkrumah en tant que l'usufruitier.

45. Des propriétés foncières de Kwame Nkrumah dont nous faisons référence au paragraphe 39 ci-dessus, quatre ont des Titres de droit: les biens à Laterbiorkorshie, à Queen Annes Point, Cape Coast, à Sekondi et à Mamobi, Accra. Ces titres de propriété sont au nom de Kwame Nkrumah. Les biens-fonds à Kubeasi Larteh, à Wenchi, Ashanti, étaient accordés à Kwame Nkrumah conformément à la coutume indigène et aucun titre de propriété n'a été exécuté en bonne et due forme pour témoigner les dons mais Nkrumah ne demeure pas moins le propriétaire incontestable de ces biens. Il n'y a aucun document qui indique comment Nkrumah vint à posséder le terrain sur lequel il a construit sa maison à Nkroful. Mais Nkroful étant sa ville natale, il est à supposer qu'il a construit l'édifice sur un terrain appartenant à sa famille. Nous avons établi qu'il est le propriétaire de l'édifice mais nous n'avons pas pu faire de même en ce qui concerne le détenteur véritable du titre de propriété.

46. Nous n'avons pas pu relever aucun acte notarié au sujet de la maison de Nkrumah au Caire mais Monsieur Appah Sampong, actuellement l'Ambassadeur du Ghana près la République Arabe Unie qui a témoigné devant nous a dit qu'en janvier 1966, une facture relative au bâtiment, sa redevance foncière et sa consommation de l'eau, lui était parvenue: cette facture a été établie au nom de Kwame Nkrumah. D'où nous concluons que le titre de propriété est au nom de Kwame Nkrumah.

47. Nous n'avons pas pu relever non plus le contrat sur la maison de Nkrumah sise à Rabat, Maroc, mais M. Tay qui était l'Ambassadeur du Ghana au Royaume du Maroc en 1963, a témoigné que la maison porte l'inscription "Kwame Nkrumah Villa". Nous le croyons peu probable que cette maison aurait porté une telle inscription si le contrat à son sujet était passé au nom d'un dépositaire de Nkrumah. Nous concluons donc que la maison à Mohammedia que nous avons constaté appartenir à Kwame Nkrumah est tenue effectivement en son propre nom.

.....14

14.

48. Nous constatons que les propriétés foncières sises à Accra et décrites au paragraphe 41 comme Republic House et immeubles de Laterbiorkorshie, sont placés en la NADECO & Cie., la Société Anonyme sur laquelle Nkrumah usait de ses droits d'un actionnaire avec intérêt de contrôle.

L'EPOQUE D'ACQUISITION DES BIENS
INDIQUES CI-DESSUS.

49. Nous avons déjà signalé au paragraphe 14 de ce rapport qu'au moment de son entrée en fonction (comme Leader des Affaires du Gouvernement) en février 1951, Nkrumah ne possédait aucuns biens de valeur. Nous notons en général que tous les bien que nous constatons actuellement lui appartenir, ou de jure ou de facto, ont été acquis quand il était au service de l'Etat.

50. En ce qui concerne les propriétés foncières énumérées dans ce rapport, nous constatons qu'elles ont été acquises aux dates indiquées ci-contre.

DESCRIPTION DU TERRAIN	DATE D'ACQUISITION
a) Terrain avec bâtiments à Nkroful	1956
b) Terrain avec bâtiments à Queen } Anne's Point, Cape Coast.	Octobre 1956
c) Terrain à Mamobi, Accra	Novembre 1960
d) Terrain à Kubease-Larteh	Décembre 1961
e) Terrain à Wenchi/Ashanti	Décembre 1965
f) Terrain à Sekondi	Décembre 1960
g) Terrain à Laterbiorkorshie	Décembre 1955

50. (a) Nous constatons également que Nkrumah a un coupe-papier en or qui a été évalué à £14.16s.5d (\$35.57).

51. Les propriétés foncières acquises par Nkrumah hors du Ghana et décrites au paragraphe 40 ci-dessus, étaient acquises aux dates indiquées ci-contre:

DESCRIPTION DU TERRAIN	DATE D'ACQUISITION
Terrain avec bâtiment à 15 Kornish Street, Meadi Caire	1959-60
Terrain avec bâtiment à Mohammedia, Rabat	1962

.....15

15.

52. Les Titres au Porteur dont nous nous référons au paragraphe 36 de ce Rapport furent achetés le 3 Mai 1965, avec des fonds fournis par Kwame Nkrumah. Les sommes d'argent actuellement à son crédit et tenues en son nom aussi bien qu'aux noms de ses dépositaires étaient des sommes qu'il vint à posséder quand il était au pouvoir et acquises à de diverses dates entre février 1951 et février 1966.

MODE D'ACQUISITION DES BIENS SIGNALES
CI-DESSUS.

BIENS-FONDS AU GHANA.

53. Les propriétés foncières de Nkrumah au Ghana étaient acquises de la manière suivante:-

- (1) Le terrain à Queen Annet Point, à Cape Coast lui a été vendu par le famille Afadu Abadzi pour la somme de £420 (£1,008.00). La transaction a été validée par un acte de transfert exécuté en faveur de Kwame Nkrumah par le Chef Afadu II qui y est décrit comme Chef de la Famille. L'acte de transfert a été enregistré sous le numéro 1028/1957. Les bâtiments de la Ghana National Secondary School ont été construits sur une portion du terrain mais une autre portion substantielle est restée jusqu'ici en friche.
- (ii) Le terrain à Mamobi, Accra, a été accordé à Nkrumah à titre de don moyennant paiement de la somme nominale d'un shilling ou 12 pesewa par Madame Efua Theodora Sutherland. La transaction a été validée par un acte de transfert exécuté le 1er novembre 1960, et enregistrée sous le numéro 2142/1960. Il reste jusqu'ici inexploité.
- (III) Le terrain à Sekondi qui a été décrit comme parcelle Numéro 15A, Central Prison Road, Sekondi, a été affermée à Nkrumah par le Président du Ghana pour une période de 50 ans à un loyer annuel de £19 (£45.60). Le bail est entré en vigueur à compter du 1er février 1959 et expire le 31 janvier de 2009. Cette parcelle, enregistrée sous le Numéro 3001/1961, reste jusqu'ici en friche.

.....16

- (iv) Le terrain à Laterbiorkorhsie à Accra fut accordé à Nkrumah à titre de don, par la famille royale de James Town, Accra, représentée par Nii Kofi Akrashi II., moyennant paiement d'un pourboire de £5 (£12.00). La transaction a été validée par un acte de transfert exécuté le 24 décembre 1955, et enregistré sous le numéro 466/1956. Il reste inculte.
- (v) Le terrain à Larteh a été offert à Nkrumah par le Chef porte-parole de la féticheuse Akonode et il l'accepta. Le don a été accordé selon les usages coutumiers et sans l'exécution d'aucun acte de transfert. Nkrumah évidemment avait l'intention d'exploiter le terrain en y construisant un bâtiment et à ce propos envoya l'architecte en Chef, Monsieur Adegbite pour l'inspecter à fond. Cependant aucune exploitation n'a été commencée avant sa destitution.
- (vi) Le terrain à Wenchi fut accordé Nkrumah par le Chef de Wenchi et ses conseillers selon les usages coutumiers et sans l'exécution d'aucun acte de transfert. Evidemment Nkrumah se proposait d'y construire une maison mais cette intention n'a pas été traduite en fait avant son renversement. Le terrain est resté jusqu'ici inexploité.
- (vii) Nous supposons que le terrain à Nkroful appartient à la famille Nkrumah. Nous n'avons aucun document qui indique qu'une allocation formelle lui a été faite mais nous supposons toujours qu'autant que membre de la famille, il aurait été autorisé à construire une maison sur une portion de ce terrain en friche. Un bâtiment à deux étages a été construit en 1957 par un entrepreneur nommé E.K. Osei avec des fonds fournis par Nkrumah.

17.

LES PROPRIETES FONCIERES HORS DU
GHANA: LA MAISON AU CAIRE.

54. Entre 1959 et 1960, Nkrumah fit construire une villa à un endroit appelé Meadi près du Caire. Selon les témoignages recueillis, la villa a été construite par un entrepreneur Egyptien dont le nom reste jusqu'ici inconnu à la Commission. La villa a été qualifié de "fabuleuse" par Monsieur Appah Sampong; on dit qu'elle est sise à une localité élégante donnant sur Le Nile.

Les fonds pour la construction de la maison ont été fournis par Nkrumah. Selon les témoignages recueillis l'argent a été payé à l'entrepreneur par Monsieur Baidoe-Ansah, l'ancien Ambassadeur du Ghana au Japon. Monsieur Badoe-Ansah a déclaré devant nous dans son témoignage qu'il a obtenu la somme de £200,000 (¢480,000.00) d'un entrepreneur allemand à Franlefort le 20 Décembre 1958. De Franlefort il est allé au Caire où il a dépensé £60,000 (¢144,000.00), comme suit, selon les instructions de Nkrumah:

- a) Il a déposé la somme de £10,000 (¢24,000.00) à la Banque Nationale d'Egypte au Caire au nom de de Mme. Fathia Nkrumah.
- b) Il versa une somme de £25,000 (¢60,000.00) à la famille de Madame Fathia.
- c) Il versa une somme de £25,000 (¢60,000.00) à l'entrepreneur de la Villa.

De retour à Accra il remit le restant, £140,000 (¢336,000.00) à Nkrumah. Monsieur Baidoe-Ansah a indiqué dans son témoignage qu'il n'a rencontré l'Allemand qui lui a donné l'argent qu'aux instructions de Monsieur Krobo Edusei.

Selon Monsieur Krobo Edusei qui paraît avoir conclu la négociation, la somme de £200,000 (¢480,000.00) aurait été un pot de vin de dix pour cent que l'ex-Président aurait exigé d'une Compagnie Ouest Allemande qui avait fourni des Locomotifs Diesels et des pièces de rechange aux autorités des Chemins De Fer et des Ports. Il dit que le montant du contrat était de £2,4 millions (¢5,760,000.00) et que l'Agent de la Compagnie par l'intermédiaire duquel le contrat a été passé et la Commission versée, est un nommé Monsieur Leitchel.

55. Nous acceptons l'évidence de Monsieur Baidoe-Ansah et nous sommes satisfaits qu'il a dépensé la somme de £60,000 (¢144,000.00) comme indiqué dans son témoignage.

.....18

18.

Puisque Monsieur Appah Sampong évalue la Villa à la somme de £50,000 (¢120,000.00) nous en tirons la conclusion que la somme de £25,000 (¢60,000.00), que Monsieur Baidoe-Ansah versa à la famille de Madame Fathia a été également utilisée par eux pour construire la Villa.

56. En conséquence, nous concluons que toutes les sommes d'argent dépensées pour la construction de la maison au Caire ont été obtenues du pot de vin qui a été payé à Nkrumah sur le contrat des Locomotifs Diesels. Il ne fait aucun doute que Nkrumah ait abusé de sa position de Premier Ministre pour tirer à son profit un bénéfice pécuniaire substantiel.

57. Nous constatons également qu'à la demande de Nkrumah, l'ambassadeur du Ghana en République Arabe Unie a dépensé la somme de £8,000 (¢19,200.00) des fonds publics pour l'ameublement de la Villa. Des meubles ordinaires ont été fournis par la Présidence de la République Arabe Unie, mais selon Monsieur Appah Sampong, la somme de £8,000 (¢19,200.00) a été dépensée pour l'achat des tapis, des batteries de cuisine et pour l'aménagement d'un assez grand jardin.

58. Nous constatons davantage que la somme de £637 (¢1,528.00) a été déboursée des fonds publics par l'ambassadeur du Ghana en République Arabe Unie, en règlement des factures relatives aux redevances foncières et à la consommation de l'eau pour le compte de la Villa indiquée ci-dessus.

59. Nous concluons que Nkrumah n'a rien dépensé - pas même un sou - de son revenu légitime pour la construction de la villa au Caire.

LA MAISON A RABAT, MAROC.

60. Vers 1962, le Roi du Maroc, Mohamet V., fit don d'une Villa à NKwame Nkrumah. Le témoignage dont nous disposons indique que c'était un don personnel à l'ex-Président qui découle de l'attachement personnel que le feu roi du Maroc nourrissait à l'égard de l'ex-Président.

61. Nous ne voyons rien d'anormal à propos de ce don et nous sommes tentés à croire qu'il n'a été fait qu'en témoignage de sa bonne volonté et que Kwame Nkrumah ne l'accepta que sur cette base.

.....19

19.

62. Nous tenons cependant à faire constater que des fonds publics s'élevant à £4,000 (¢9,600.00) ont été dépensés pour son ameublement et qu'actuellement les frais de son entretien sont à la charge de la Mission du Ghana au Maroc. Nous constatons que cette Villa est sise à un endroit appelé Mohammedia à environ soixante kilomètres de Rabat.

FONDS AU CREDIT DE KWAME NKRUMAH - MODE
D'ACQUISITION.

63. Nous avons indiqués aux paragraphes 15 - 19 de ce Rapport, ce que nous constatons être les sources légitimes du revenu de l'ex-Président. Selon notre calcul, s'il avait épargné un tiers de son revenu total il devrait avoir à son crédit une somme de £45,000 (¢108,000.00). Les sommes d'argent à son crédit aux Banques au Ghana et disposées en tableaux au paragraphe 36 de ce Rapport s'élèvent à £454,000 (¢1,089,600.00). En d'autres termes, Nkrumah a dix fois plus d'argent qu'il ne doit légitimement avoir. Nous nous trouvons donc devant la grande tâche d'établir comment Nkrumah est parvenu à cette large somme excédentaire.

64. Si Nkrumah lui-même était présent nous l'aurions, sans doute, demandé des explications. Heureusement pour cette Commission, son absence n'a pas eu d'effet sur ses travaux, car nous avons recueilli les témoignages d'un grand nombre de témoins. Quelques uns de ces témoins ont effectivement fait des versements aux comptes de Nkrumah, et nous sommes arrivés à la conclusion que nous devons soutenir que leur témoignage en ce qui concerne les sources de ces sommes, est digne de foi.

65. Nous concluons de leur témoignage que de loin, la majeure partie des sommes restées au crédit de Nkrumah aux Banques ou tenues en son nom, a été obtenue par des moyens autre que légitimes et pourraient être mises en trois chapitres principaux comme suivant:

- a) Des sommes versées vénalelement, et reçues comme telles des individus ayant passé des contrats avec le gouvernement, ou avec des organismes quasi-gouvernementaux.
- b) Des sommes extorquées des entrepreneurs.
- c) Des contributions faites en réponse aux appels lancés par la proscrire C.P.P. et versées Secrètement aux comptes personnels de Nkrumah, ou aux comptes de ses dépositaires.

.....20.

20.

66. Au paragraphe 28 de ce Rapport nous avons exprimé notre avis sur ce que nous constatons être, d'après les déclarations publiques de Nkrumah, son attitude envers l'acquisition de richesse par des personnes occupant des positions de confiance, et nous avons cité in extenso du discours qu'il a prononcé à la Nation le 8 avril 1961 et qui est généralement connu comme le "Discours Matinal".

67. Dans un discours prononcé le 24 mars 1962 aux conseillers municipaux de Kumasi, Nkrumah a parlé dans le même sens. Il a dit entre autres:

"J'ai déclaré à plusieurs reprises que les fonctions publiques ne doivent pas être utilisées pour des fins personnelles. Les fonctions publiques exigent l'honnêteté, le dévouement, et l'intégrité, et je somme une fois de plus, tous les conseillers d'éviter toutes formes de corruption et de promouvoir les intérêts et le bonheur de nos populations d'où notre parti puise sa force".

68. Cela étant l'attitude avérée de Nkrumah, nous considérons qu'il nous incombe de raconter les témoignages qui, d'après nous, nous autorisent d'arriver à la conclusion formulée au paragraphe 65 de ce rapport.

69. Krobo Edusei qui, on le sait bien, fut membre fondateur du Parti de Nkrumah et qui occupa des diverses portefeuilles, a dit dans son témoignage qu'au cours d'une réunion du conseil des ministres tenue en 1956 et à laquelle les membres du Comité Central du Parti ont été invités, Nkrumah confia à l'assistance un avis qu'il se disait avoir reçu d'un individu qu'il qualifia comme un éminent Américain; pour financer leur parti il fallait négocier et prélever des pots de vin allant de 5 à 10 pour cent sur la valeur brute des contrats passés par eux au nom du Gouvernement.

70. Selon Krobo Edusei, l'ex-Président a alors donné des instructions qu'à l'avenir de tels pots de vin devront être prélevés sur tous contrats passés par les Ministres ou par les autorités locales. Aucun Ministre n'a soulevé des objections et ces instructions devinrent alors une pratique établie. Monsieur Krobo Edusei a mentionné et Monsieur Botsio et Monsieur Gbedemah parmi ceux qui ont assisté à cette réunion.

.....21

21.

71. Monsieur Botsio et Monsieur Gbedemah ont rendu témoignage et des questions leur ont été posées sur cette Affaire. Après beaucoup de tergiversation Monsieur Botsio vint à admettre qu'un tel sujet avait été discuté au cours d'une réunion du Comité Central du Parti, mais qu'aucune décision n'a été arrêtée. Pour sa part Monsieur Gbedemah rappela à ce sujet qu'après les travaux formels d'une réunion du Conseil des Ministres, une proposition semblable à celle contenue dans le témoignage de Krobo Edusei a été soulevée par Nkrumah. Monsieur Gbedemah dit qu'il s'opposa à la proposition et l'affaire fut abandonnée. Il nia avoir jamais assisté à une réunion ultérieure à laquelle une décision aurait été prise sur cette question bien qu'il ait lieu de croire que des sommes d'argent étaient extorquées des entrepreneurs, une pratique qui aurait reçu la sanction tacite de Kwame Nkrumah.

72. Nous regrettons de ne pouvoir accepter ni le témoignage de Monsieur Botsio ni celui de Monsieur Gbedemah sur cette question. Sur ce point nous pensons qu'ils ont été moins francs qu'ils ne le devaient. Nous ne considérons pas Monsieur Krobo Edusei comme un témoin dont le témoignage est inattaquable mais nous pensons qu'ici son récit est la vérité, qui est d'ailleurs appuyée par des preuves établies.

73. Nous avons déjà rapporté au paragraphe 54 de ce Rapport, le témoignage de Monsieur Baidoe-Ansah qui a reçu d'une Firme Allemande la somme de £200,000 (¢480,000.00) destinée à Kwame Nkrumah. Nous avons constaté que cette somme était un pot de vin de 10% prélevé sur un contrat de £2.4 millions (¢5,760,000.00) passé entre le Gouvernement et cette Firme.

74. M. Kwarteng qui fut une fois un Comptable de la Ghana Educational Trust a rendu témoignage, lui aussi, sur le "pot de vin" de 5% reçu des Entrepreneurs de cette Corporation. Selon M. Osei, l'un des Entrepreneurs qui ont fait le versement, ils auraient été obligés à payer cette somme en considération de contrats qu'ils obtenaient.

75. Nana Ayirebi Acquah qui a été le Président de la Ghana Educational Trust depuis son établissement nous a déclaré en témoignage qu'au courant de 1958, il assista à une réunion à Flagstaff House sur l'invitation du Président Nkrumah. Au cours de cette réunion à laquelle assistaient Messieurs Botsio et Gbedemah, Nkrumah lui ordonna de demander aux entrepreneurs de cet organisme à verser 5% de leurs bénéfices au Parti. Il s'inclina et exécuta avec soumission cette politique.

22.

76. Monsieur Joseph Kodjo, autrefois Ministre de la Santé Publique, nous a dit en témoignage qu'à la suite d'une décision prise par le Conseil des Ministres, un Comité pour surveiller la construction des bâtiments pour le Service de la Santé Publique a été désigné évidemment pour accélérer l'exécution des contrats du Ministère de la Santé Publique. L'un des devoirs remplis par ce Comité était de prélever 5% au profit de la C.P.P. sur tous les contrats et le Comité a réalisé, par ce moyen, la somme de £192,000 (¢460,000.00).

77. Monsieur Ayeh-Kumi qui, selon les grands livres des Banques, versa le gros des sommes au crédit des comptes personnels de Nkrumah, a déclaré en témoignage que les sommes qu'il a versé aux comptes de Nkrumah provenaient tantôt des pots de vins exigés ou extorqués vénalelement des Entrepreneurs, tantôt des fonds réunis à la suite des appels lancés au public. Il a indiqué que dans chaque cas Nkrumah lui donna des instructions explicites quant au compte particulier auquel il devait verser le "Pillage".

78. Nous relevons par exemple, que la somme de £90,000 (¢192,000.00) que Messieurs Ayeh-Kumi et Halm ont crédité au compte de dépôts de Nkrumah, le 9 août 1965, faisait partie d'une somme, de £750,000 (¢1,800,000.00) que Nkrumah a reçu de ce que nous appellerions "La Tractation Leventis", tractation non moins vénale que celle dont nous nous sommes référés au paragraphe 54 de ce Rapport.

79. Nous constatons également qu'au courant de 1963, Nkrumah invita Monsieur Henry E. Djaba, alors Directeur-Gérant de la "Farm Machinery Supplies", à sa résidence officielle et lui demanda de lui verser la somme de £25,000 (¢60,000) sur les bénéfices de cette Compagnie au profit de la C.P.P. Nous le tenons pour établi que cette somme était versée à Nkrumah par Djaba par l'entremise de D.E. Asafu Adjaye qui, à l'époque, était le Ministre du Service de la Pêche dans le Gouvernement Nkrumah.

Monsieur Asafu-Adjaye qui a rendu témoignage le 21 avril 1966, a admis qu'il a reçu cette somme en question et qu'il l'a transmise à Nkrumah. Nous tenons ceci pour vrai, il n'y a en fait aucun témoignage que cette somme a été versée au crédit de la C.P.P. d'où nous concluons qu'elle aurait été détournée aux comptes personnels de Nkrumah.

.....23

80. Les Services de Police ont découvert au cours de leur enquête, un dossier confidentiel appartenant à la C.P.P. proscrite. Il contient, entre autres, le moyen de réunir des fonds pour la C.P.P. L'une des méthodes suggérées était le lancement direct des appels aux hommes d'affaires indigènes, et aux Firmes Etrangères pour des contributions qui doivent être faites en argent comptant, jamais par chèque.

81. Il était spécifiquement établi que tous les Bureaux constitués avec l'objet de passer des contrats, devaient exiger ces contributions "volontaires", et que l'approbation finale ne devait être donnée que s'il y a des preuves de versements de contributions dans les registres du Parti.

82. Nous ne pouvons pas imaginer une plus évidente preuve du bien-fondé du témoignage de Krobo Edusei sur cet aspect de la question que ce document officiel de la C.P.P.

83. Nous croyons que Nkrumah lui-même recevait, dans certains cas, les soi-disant pots de vin et donations. Monsieur Ayeh-Kumi a témoigné qu'il recevait souvent de Nkrumah des sommes d'argent accompagnées des instructions quant au compte nommé de Nkrumah auquel il devait les faire verser. Il était disposé à croire que celles-ci ne puissent être que de pots de vin ou de donations.

84. Mais il nous paraît que dans le plus grand nombre de cas, Nkrumah avait des agents dignes de confiance par l'intermédiaire desquels ces versements étaient effectués. Nous constatons que de loin, M. Ayeh-Kumi que Nkrumah a nommé son Conseiller Economique, est le plus important de ces agents. Monsieur Ayeh-Kumi a qualifié son propre rôle comme un tuyau par lequel les sommes d'argent parvenaient en sûreté jusqu'à Nkrumah.

85. Nous constatons que Nkrumah a fait Ayeh-Kumi ouvrir un compte en sa vaveur à la succursale de la Midland Bank à South Kensington, Londres, et nous sommes convaincus que les pots de vin versés à l'intention de Nkrumah par les Entrepreneurs d'outre-mer étaient payés dans ce compte et étaient transférés ensuite au Ghana et déposés au crédit des comptes nombreux de Nkrumah.

86. Nous avons reçu comme pièces à conviction 41 feuilles du grand livre de la Midland Bank, au sujet des transactions d'Ayeh-Kumi entre le 1er mars 1957 et le 28 novembre 1963, et nous constatons, par exemple, qu'entre le 16 août 1960 et le 118 mars 1961, Monsieur J. Sagall ou sa Compagnie, World Air, a versé au compte d'Ayeh-Kumi la somme de £152,000 (£354,800.00).

24.

Selon Ayeh-Kumi cette compagnie faisait des affaires avec le Gouvernement du Ghana à l'égard de l'achat d'avions. 87. Nous relevons également qu'au 9 mai 1963, Swan et Hunter ont versé à ce compte la somme de £43,290 (£103,896.00). Ayeh-Kumi nous a dit que dans l'achat par le Gouvernement des bateaux pour la Black Star Line cette Compagnie y aurait été pour quelque chose.

88. Messieurs Parkinson Howard ont aussi payé, d'Octobre au Décembre 1959, la somme de £33,000 (£79,200.00) à ce même compte. On sait que cette compagnie est entrée dans des contrats substantiels avec le Gouvernement du Ghana.

89. Nous croyons qu'à cet égard si même Ayeh-Kumi reste de beaucoup l'agent le plus digne de la confiance de Nkrumah, Messieurs Amihere, Obed Andoh, Baidoo-Ansah et Armah ont cependant joué, par moments, des rôles semblables. Ils ont tous, à différentes reprises, versé des montants au compte personnel de Nkrumah. Selon nous ce n'est pas sans importance qu'ils auraient été, tout comme Ayeh-Kumi, ressortissants de la même tribu que Nkrumah.

90. Nous pensons que point n'est plus besoin de nous étendre plus longuement là-dessus et que nous avons fait le résumé des témoignages qui, selon notre jugement, justifient la plutôt grave conclusion que nous avons formulé au paragraphe 65 de ce rapport.

91. Malgré tout, Nkrumah simulait la vertu et faisant semblant d'ignorer une pratique couvée d'une main de maître par lui-même, il se sentait en état de condamner les conseillers municipaux de Kumasi en leur disant, le 24 mars 1962, ce qui suit:

"Quelques Conseillers pensent qu'il est à la mode d'être malhonnêtes et font de bizarres tours de passe-passe de toute sorte avec les contrats du Conseil Municipal. C'est profondément écoeurant et à l'avenir des mesures vraiment énergiques seront prises contre tout Conseiller prouvé coupable de tel comportement. Il faut que les pots de vin de 10% extorqués des Entrepreneurs au nom du parti cessent et cessent pour de bon". (Voir Discours du Président à l'occasion de déjeuner civil à Kumasi, le 24 mars 1962)".

.....25

25.

92. A la lumière de la constatation que nous avons faite quant au moyen par lequel Nkrumah vint à posséder la somme d'argent en surplus de ses gains légitimes et le témoignage en soutenance que nous avons raconté avec assez de détail, nous ne pouvons guère conclure que les épanchements de Nkrumah du 24 mars 1962, ne constituent rien d'autre qu'une hypocrisie, gratuite et mensongère.

L'EMPLOI AUQUEL NKROMAH A MIS SES BIENS.

BIEN-FONDS AU GHANA.

93. Bien que le témoignage sur ce soit mince, nous croyons que Nkrumah a mis son bâtiment à Nkroful à la disposition des proches membres de sa famille pour leur usage. C'est une structure en briques à deux étages assez bien meublés. On nous laisse entendre que c'est là que Nkrumah descendait quand il se rendait chez lui.

L'autre maison est également assez grande et à la date que notre Commission s'est rendue à Nkroful, c'est-à-dire le 11 juillet 1966, la mère de l'ex-Président y demeurait.

Des biens-fonds que possède en propre Nkrumah au Ghana, seul, le lot à Queen Anne's Point, Cape Coast a été exploité. Il paraîtrait que Nkrumah n'aurait acquis ce lot que pour promouvoir l'éducation. Comme nous avons déjà constaté au paragraphe 53 (1) de ce rapport, un petit morceau de ce terrain a été utilisé pour la construction. Evidemment la construction a été faite par la Ghana Educational Trust et en ce moment elle est occupée par la Ghana National Secondary School, une institution qui, d'après nos renseignements, a été fondée par Nkrumah.

94. Les 5 autres lots décrits au paragraphe 53 de ce rapport sont tous inexploités. Les témoignages nous convainquent que, du moins sur deux de ces lots Nkrumah manifestait l'intention d'y faire des constructions. Il s'agit des lots à Wenchi et à Larteh. Nous sommes arrivés à cette conclusion parce que Nkrumah a envoyé des architectes pour inspecter ces terrains et pour dresser des avant - projets en vue de construction. Bien que les trois autres terrains, savoir, à Laterbiorkorshie, à Sekondi et à Mamobi, soient de bons terrains pour la construction, rien ne suggère que Nkrumah comptait les exploiter dans la future prévisible.

.....26

LES PROPRIETES FONCIERES HORS GHANALE BATIMENT AU CAIRE.

95. Nous avons exprimé notre opinion au paragraphe 54 de ce Rapport quant au moyen par lequel Nkrumah vint à posséder le bâtiment au Caire. La maison qui a quatre étages, selon Monsieur Appah Sampong, est splendidement meublée et se situe dans un jardin bien disposé. Mais elle ne semblait jamais avoir été occupée. Avant le renvoi de Nkrumah les clefs de cette maison se trouvaient Chez l'Ambassadeur du Ghana près de la République Arabe Unie. Ces clés étaient livrées au Président de la République Arabe Unie après la chute de Nkrumah.

Bien que Madame Fathia Nkrumah fût rentrée au Caire après le 24 février 1966, elle était jusqu'au 4 avril, logée dans l'un des palais appartenant au Gouvernement de la République Arabe Unie. Il est possible qu'elle soit actuellement en occupation de cette maison, mais ceci n'est qu'une pure spéculation, rien de plus.

LA MAISON A RABAT.

96. Tout comme le bâtiment au Caire, cette Villa aussi n'a évidemment jamais été occupée depuis qu'elle fut donnée en cadeau à l'ex-Président. On s'attendait à ce que Nkrumah y descende lors du trajet qu'il projetait faire au Maroc en juin de l'année dernière et à cause de cela elle était assez richement meublée en prévision de son arrivée mais le voyage projeté était abandonné.

Son maintien est à la charge du Gouvernement et la mission du Ghana à Rabat paye depuis toujours les gages d'un gardien employé pour assurer son entretien ainsi que les redevances pour la consommation de l'eau et de l'électricité.

EMPLOIS AUXQUEL NKRUMAH A MIS SON ARGENT

97. Il serait exact, dans un sens, de dire que Nkrumah n'a dépensé même un sou de ses propres gages, puisque comme nous l'avons indiqué au paragraphe 63 de ce rapport, il a beaucoup trop d'argent à son crédit, en surplus de ce qu'il ne devait légitimement posséder. Mais en fait, les grands livres de Banque montrent que des sommes assez substantielles ont souvent été retirées de ses comptes divers. En effet, à prendre la partie double de son compte courant à la Barclays Bank, il y a de beaucoup, plus d'activités à la partie débiteur qu'à la partie créditeur. Nous croyons que ceci est un signe du fait que si ces retirements n'ont pas été effectués, ses comptes créditeurs à la date du 23 février 1966, auraient été plus larges qu'ils n'étaient en fait.

27.

98. Après une lecture rapide des grands livres de banque, ce n'est guère aisé, selon nous, de préciser avec certitude, l'emploi auquel Nkrumah a généralement mis son immense revenu en espèce. Le témoignage ne suggère aucune tendance suivie de dépense sur laquelle on peut se faire une idée assez générale.

99. A la Barclays Bank Nkrumah fit transférer de son compte courant à son compte de dépôts autant que £213,000 (\$511,200.00). Ceci nous amène à soutenir qu'il était donné à thésauriser beaucoup d'argent liquide. Bien qu'il soit donné à faire des dépenses imprudentes des fonds publics, ainsi qu'ont démontré ses dépenses du Vote pour parer aux imprévus, il semble être avare avec son propre argent. Il fait à peine de cadeaux en espèce et on ne peut pas dire, après une étude de ses comptes en banque, qu'il était en quelque sorte généreux. Il n'a certainement rien dépensé de son immense fortune sur son Parti.

Nous constatons au contraire que des sommes d'argent ostensiblement réunies pour le parti sont parfois détournées à son compte personnel. En fait quand il encoure des dépenses sur le Parti il s'assure qu'il est remboursé.

Monsieur G.Y. Odoi qui, une fois remplissait les fonctions de Trésorier du Parti, a versé au compte personnel de Nkrumah, une somme de £2,023 (\$4855.20) le 13 Octobre 1961. Interrogé à-propos de ce versement, Monsieur Odoi répondit que c'était en remboursement à Nkrumah pour une dépense politique voilée que l'ex-Président s'est dit avoir faite sur le Parti. Un chèque a été tiré sur le compte du Parti en remboursement de cette dépense non-confirmée.

100. Afin de fournir un tableau plus complet des usages auxquels Nkrumah a mis son argent, nous attachons ci-après un borderereau qui porte une liste des versements et des transferts importants effectués de ses comptes courants et qui montre les bénéficiaires dans la mesure où il a été possible de les tracer. C'est l'Appendice VI.

.....28

28.

101. Nous constatons également que Nkrumah a fait ouvrir un compte courant à la Barclays Bank en faveur de sa femme Madame Fathia. Aux dates diverses entre Novembre 1960 et février 1962, Nkrumah a fait transférer £3,000 (£7,200.00) de son compte courant à ce compte. Le 26 août 1963 la somme de £5,000 (£12,000.00) était versée au crédit de ce compte sur

l'ordre d'Ayeh-Kumi. Ce dernier a expliqué qu'il n'a agit ainsi que sur les ordres de l'ex-Président mais qu'il n'avait aucune idée du moyen par lequel Nkrumah était parvenu à avoir cette somme.

102. Madame Fathia a elle-même fait dix versements s'additionnant à £2,700 (£6,480.00) à ce compte. Le versement moyen d'environ £270 (£648.00) n'est pas assez gros de susciter la suspicion et nous sommes tentés à croire qu'ils sont des économies légitimes de ce que nous estimons être de son argent de poche.

103. Il paraîtrait que Fathia Nkrumah a un autre compte au Caire. Nous avons déjà constaté et rapporté au paragraphe 54 de ce Rapport que M. Baidoe-Ansah, agissant sur les ordres de l'ex-Président, au courant de 1958 ou au début 1959, a ouvert un compte en sa faveur chez une Banque de Caire, avec la somme de £10,000 (£24,000.00). Nous avons constaté que ceci faisait partie du pot de vin de £200,000 (£480,000.00) que Nkrumah a obtenu du contrat sur le Locomotif Diesel.

104. Le compte courant de Fathia actuellement à la Barclays Bank à Accra se tient à £6,126.-.9d (£14,702.49) en crédit. Nkrumah a également fait ouvrir des comptes d'épargne à la Barclays Bank avec la somme de £100 (£240.00) en faveur de chacun de ses enfants, Gorkeh et Yarba. Les sommes au crédit de ces comptes au moment de son renvoi, le 24 février 1966, sont respectivement £222,4s.4d (£533.32) et £179.3s.4d (£430.00).

105. Nous constatons également qu'au cours de 1958 Nkrumah fit M. Baidoe-Ansah ouvrir un compte pour sa mère Elizabeth Nyaniba à la succursale du Circle de la Barclays Bank. Ce compte fut ouvert avec la somme de £3,000 (£7,200.00) que Nkrumah fit disponible à Baidoe-Ansah. Le solde créditeur de ce compte au moment du renvoi de Nkrumah était de £3,423.7s.3d (£8,216.07).

.....29.

29.

106. Nkrumah a dépensé, le 2 juin 1961, une somme de £2,500 (¢6,000.00) pour l'achat de 5 pour cent des Effets Publics du Gouvernement du Ghana arrivant à échéance en 1965/66 en son propre nom, au nom de sa famille et à celui de Mademoiselle Powel comme suivant:

a)	Tenus au nom de Kwame Nkrumah	£1,000	,
"	" Fathia Nkrumah	500	
"	" Gamel Gorkeh Nkrumah	500	
"	" Kasma Nkrumah	300	
"	" d'Erica Powell	200	
		£2,500 (¢6,000.00)	

107. Nous constatons que les certificats de ces Effets Publics ne sont pas en la possession de la Banque du Ghana et doivent, croyons-nous, se trouver en possession de Kwame Nkrumah. Evidemment ces certificats n'ont pas été trouvés à la suite d'une perquisition faite par la Police à Flagstaff House, le 6 mai 1966, à la demande de cette Commission.

108. Tandis que les diverses questions traitées aux paragraphes 94 - 99 de ce Rapport montrent davantage l'usage auquel Nkrumah a mis son argent, elles servent aussi comme des témoignages supplémentaires en soutenance du fait que les soldes au crédit de Nkrumah à la date du 23 février 1966, et disposés en tableaux au paragraphe 36 auraient été beaucoup plus considérables s'il n'avait pas dépensé son argent sur les buts mentionnés ci-dessus.

109. Nous constatons aussi qu'entre le 30 mai 1961 et le 11 octobre 1965, quatre Bons de Banque livrés par la Banque Nationale Commerciale d'Ecosse ont été reçus et crédités au compte courant de Nkrumah à la Barclays Bank. Ces Bons de Banque font un total de £958.19s.4d(¢2,301.52). Nous n'avons pas pu déterminer les raisons pour ces versements. Monsieur Adiyaa, un expert comptable de la Banque qui a vérifié les comptes de Nkrumah à la demande de cette Commission, nous a exprimé l'opinion que ces sommes pouvaient bien être des dividendes ou des intérêts.

110. Cela suggérerait que Nkrumah a quelque sorte d'investissement à l'étranger mais puisque nous n'avons pas d'autre témoignage sur cette question nous ne faisons aucune constatation sur ce chef.

.....30

30.

LA GENEROSITE APPARENTE DE
NKRUMAH.

111. Au paragraphe 99 de ce Rapport, nous nous sommes exprimés comme n'étant pas en état de soutenir, lors d'un examen de ses comptes en banque, que Nkrumah était magnanime par nature. Mais nous avons recueilli des témoignages assez abondants qui indiquent que beaucoup d'individus ont été les bénéficiaires de ses largesses. Nous croyons qu'il n'est que juste de reconcilier ce trait de son caractère avec le point de vue que nous avons exprimé au paragraphe 99 ci-dessus.

112. Mais avant de prendre en considération les dons distribués par Nkrumah, nous croyons que nous devons affirmer certains théorèmes qui nous semblent être évidents en soi. Nous ne croyons pas qu'ordinairement parlant, on peut tenir un homme pour vraiment généreux s'il s'habitue à la distribution de ce qui ne lui appartient pas ou de ce qu'il est parvenu à posséder par des moyens autre qu'honnêtes. Cela, croyons-nous, ne serait qu'une simple prétention de la magnanimité.

113. Pourtant c'est ce même point de vue qu'à regret, les témoignages recueillis nous amènent à épouser quant aux oeuvres de bienfaisance de Nkrumah.

114. Nous le tenons pour prouvé que Nkrumah a fait un Entrepreneur appelé J.A. Eshun, construire à Nkroful, pour chacun des suivants, un bloc de maison en briques: son neveu Nyamekye, sa nièce Mary Quansah et son oncle Nwia Jukwa. En tout, ces constructions coûtent £21.000 (¥50,400.00) et étaient des cadeaux faits par Nkrumah.

115. Nous constatons que les coûts de ces constructions étaient déboursés par Nadeco & Cie, une société anonyme dont la source principale de revenu est, selon la constatation d'une Commission d'enquête indépendante (la Commission Azzu Crabbe) des pots de vin reçus avec le consentement tacite de Nkrumah.

116. Nkrumah a également fait construire à Nkroful et à Nsuaem deux palais destinés à ces deux trônes de chefferie, évidemment à titre de dons. Nkroful est la ville natale de Nkrumah tandis que des témoignages démontrent qu'il est aussi de souche Nsuaem où il fut installé chef de tribu.

.....31

31.

117. En somme, ces deux palais coûtent £20,000 (£48,000.00) et leur construction a été financée d'une façon qui ne peut pas se faire respecter par nous. Nkrumah a ordonné que des immeubles soient construits à ces deux endroits contre l'opposition acharnée de la Corporation de Construction. Encore, à ses ordres, un contrat pour la construction de ces immeubles était adjugé au même Entrepreneur qui a construit les maisons décrites au paragraphe 114. La Corporation de construction affectait de ne pas s'occuper de ces palais, mais elle versa, en pleine connaissance de cause, le coût non seulement de ces immeubles mais aussi des deux palais.

118. M. Techie-Menson, Président de la Corporation de Construction, dit qu'il était amené par Nkrumah à consentir à cet accord. Selon lui, les plans des palais démontrent qu'ils étaient de dons faits par Nkrumah. Ainsi trompés, les peuples de ces villages se sentaient reconnaissants envers Nkrumah pour sa munificence.

119. En juin 1964, Nkrumah assista à la conférence au sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine au Caire. Juste avant son retour au Ghana, Nkrumah fit donner à sa belle-mère une voiture officielle de l'Ambassade, Buick 8. Celle-ci a coûté le gouvernement environ £2,000 (£4,800.00).

120. En 1964 Nkrumah présenta à son ami, le Professeur Abraham, une voiture Jaguar No. S.G. 5798 appartenant au gouvernement et qui à l'époque était immatriculée au nom du Directeur du Service de Transport.

121. Au cours de janvier de cette année M. Impraim, Secrétaire Adjoint du Cabinet, acheta une voiture Peugeot à £1,545.10s. (£3,709.20) à la demande de Nkrumah. Ce dernier fit faire un cadeau de cette voiture à Dzenkle Dzewu. Dzenkle Dzewu écrivit une lettre de reconnaissance à l'ex-Président et ce dernier répondit en disant "c'est un don qui vous parvient de mon coeur". Le coût de la voiture était en vérité déboursé des fonds publics qu'on appelle le vote pour parer aux imprévus. Le vrai de l'affaire, comme a appris à son embarras Dzenkle Dzewu, c'est que le don provenait du "coeur" du vote pour parer aux imprévus et non pas de celui de Nkrumah.

....32

32.

122. En 1965, Nkrumah éprouvait le sentiment que la Conférence de l'O.U.A. qui devait avoir lieu prochainement à Accra encourait des difficultés. Pour en assurer le succès, il chercha l'aide d'un marabout Sénégalais, Alhadji Nouri Tali, et l'implora d'user à cette fin de tels pouvoirs qu'il possédait. Nkrumah qui paraît reposer beaucoup de foi au surnaturel, crut que la Conférence était un succès et l'attribua aux pouvoirs du marabout. Nkrumah voulait le récompenser pour ses grands services et après beaucoup de consultations il lui a été conseillé de lui présenter une voiture Mercedes Benz 600. Au lieu de lui acheter une voiture, il l'envoya l'équivalent pécunier de £6,620 (¢15,888.00). Nous le constatons prouvé que cette somme était déboursée des fonds publics, du Vote pour parer aux imprévus.

123. Au cours de l'année dernière le Gouvernement acheta quelques appareils de Télévision ostensiblement pour l'usage des institutions publiques. Essayant d'une manière caractéristique de s'insinuer dans les bonnes grâces de quelques membres du public, Nkrumah se décida de faire cadeaux personnels de quelque-uns de ces appareils. L'un des bénéficiaires était Mademoiselle Docia Kissieh, infirmière en chef qui écrivit une lettre de reconnaissance hautement élogieuse de ce cadeau; cette lettre disait entre autres: "quelles soirées agréables il m'a rendu". Naturellement cet appareil a depuis été récupéré par l'Etat.

124. Mademoiselle Genoviva Marais qui témoigna avoir entretenu des rapports personnels avec l'ex-Président au courant de 1965, exprima un désir de posséder une voiture plutôt hors série - Ford Thunderbird. Une commande pour cette voiture fut placée, ostensiblement pour augmenter le vaste train des voitures automobiles présidentielles et son coût de £2,285 (¢5,848.00) était versé en sterling à John Holt et Cie de Liverpool par le Gouvernement. La voiture arriva au Ghana au commencement de cette année et à la demande de l'ex-Président, devait être mise à l'entière disposition de Genoviva pourvu qu'elle verse les droits de douanes et les faux frais. Elle fit ces dépenses.

.....33

33.

125. Mme. Georgina Codjoe qui, en 1965 était étudiante Ghanéenne en médecine en Angleterre et dont la mère, Mme. Lucy Seidel, a dit qu'elle connaissait très bien l'ex-Président, est l'un des bénéficiaires de la largesse de Nkrumah. Selon le témoignage à notre disposition, elle demanda une voiture de l'ex-Président et une, coûtant £548.11s.1d(¢1,316.53) fut achetée et mise à sa disposition, bien que cette voiture-là reste toujours immatriculée au nom du Haut Commissaire du Ghana au Royaume Uni. Elle était achetée naturellement du Vote pour parer aux imprévus.

126. Mademoiselle Lily Appiah, autrefois membre de Parlement, nous a témoigné qu'en tant que veuve avec des enfants à élever, elle éprouvait des difficultés à s'acquitter de ses acomptes à la Corporation de Construction pour un immeuble qu'elle s'est procuré en location-vente. Elle lança alors un appel à l'ex-Président de la venir en aide. L'appel était vite répondu et le 7 janvier de cette année Nkrumah fit acquitter en entier le reste du prix de la location-vente s'élevant à £1,931.18s.11d(¢4,636.67). Cette somme provint d'une source particulièrement tarée. C'était du compte spécial de NADECO à la Banque Commerciale du Ghana. Ce compte était ouvert avec des pots de vin reçus de ce que nous avons visé au paragraphe 78 de ce Rapport comme la "Tractation Leventis".

127. Madame Elizabeth Assem, récemment rentrée de l'Angleterre où elle était boursière, y avait laissé quelques-uns de ses effets personnels. Avant de les lui expédier elle fut exigée d'envoyer le fret en avance à Londres. Puisqu'elle éprouvait des difficultés auprès de la Banque à se procurer des devises étrangères, dit-elle, elle remit £40 (¢96.00) à Nkrumah, dont elle semble assez bien connaître, en lui priant de faire transférer cette somme en Angleterre de sa part. Selon le témoignage dont nous disposons, Nkrumah accepta cette somme et promit de l'aider. Le fret était apparemment £60 (¢144.00).

Nous constatons que cette somme, à la demande de Nkrumah, était dûment versée à son acquit. Conforme à sa pratique, l'ensemble de sommes envoyées provinrent des fonds publics savoir, du vote pour parer aux imprévus.

.....34

34,

128. Ces sortes de générosités contrefaites peuvent être racontées à non plus finir, mais le dernier cas dont nous tenons à faire mention sur ce chef est celui qui concerne Mademoiselle Lucy Hayford. Elle paraît bien connaître l'ex-Président, une connaissance qui remonte au milieu des années 20. Celle-ci semble avoir été renouvelée peu après 1949 quand Nkrumah fonda son Parti. Lucy Hayford, à l'en croire, devint une membre dévouée et fit son chemin jusqu'à devenir Secrétaire de la propagande. Selon elle, son mari est mort récemment et elle se trouvait dans des difficultés financières. L'ex-Président autorisa le Secrétaire adjoint du Conseil des Ministres de lui verser la somme de £400 (£960.00). Elle a cru que cette somme d'argent était un cadeau personnel provenant de la poche de Nkrumah et fit, elle aussi, des cadeaux coutumiers en échange. Cette somme est prouvée avoir été déboursée des fonds publics, c'est-à-dire du vote pour parer aux imprévus.

129. D'après nous, il ressort des faits racontés tout le long des 18 paragraphes précédents de ce Rapport, que la conclusion logique qu'il nous faut d'en tirer est que Nkrumah ne se ressemble nullement à un homme généreux et que ses essais de se présenter comme tel ne constituent qu'une de ses nombreuses simulations qui ne peuvent pas se faire admirer par nous.

AUTRES ASPECTS DE SOI-DISANT GENEROSITE
DE NKUMAH

130. Nous croyons que le mot devait être passé, circulé sans doute par les "bourriques" reconnaissantes de Nkrumah comme on doit s'attendre d'eux, que l'ex-Président était l'incarnation même de la magnanimité. Ce n'est donc pas étonnant que quelques-uns de ses partisans dévoués (de l'autre sexe) mettent en avant leurs "revendications".

131. Nous constatons qu'en substance, les mêmes demandes étaient adressées à l'ex-Président par Amah Nkrumah, Susana Buadi, Agnes Ayitey et Araba Aprekua. Une pareille, mais quelque peu différente, demande était faite par Esi Elluah. D'une manière ou d'autre, toutes ces dames ont eu leurs demandes accordées par Nkrumah à la façon "libérale", particulière à lui. Aucun de ces déboursements n'a produit la plus infime différence sur les soldes créditeurs appréciables du compte de Nkrumah à la Barclays Bank.

.....35

35.

132. Amah Nkrumah était le Leader de la Section de femmes de la C.P.P. à Sekondi-Takoradi. Elle occupait comme locataire de la Corporation de Construction, l'immeuble No 21 Ketan Road, Sekondi. Elle se décida de l'acheter mais manquait de fonds. Elle se présenta donc à l'ex-Président et avança sa demande. Cette demande fut accordée et M. Mettle Nunoo, alors Président de la Corporation de Construction, obtint les directives présidentielles de se présenter à M. Ayeh-Kumi. Il fit cela et reçut la somme de £1,200 (¢2,880) avec laquelle la maison fut achetée. Selon Ayeh-Kumi, cette somme provint de NADECO. Au paragraphe 115 de ce Rapport nous avons indiqué la provenance de la majeure partie des fonds de NADECO.

133. Au courant de 1964 Madame Susana Buadi qui se qualifia comme une activiste du Parti, s'est entretenu avec l'ex-Président et lui demanda de faire en sorte qu'une maison lui soit construite. L'ex-Président consentit et transmit la demande à Boni, alors Commissaire Régional pour la Volta. M. Boni s'y conforma avec soumission et dressa un contrat à être passé entre Madame Buadi et un nommé M. Tawia, entrepreneur de bâtiments. M. Boni était assuré par l'ex-Président qu'il financera la construction. Après la conclusion de ce contrat M. Boni se rendit à Accra afin de demander à l'ex-Président de lui fournir des fonds pour faire face au premier versement. Nkrumah renonça à son intention en disant qu'il ne ferait plus face au coût de la construction. Selon Boni l'ex-Président lui demanda alors de rentrer faire de son mieux pour mener à bien la construction.

134. M. Boni aurait entendu par là qu'il fasse essai des manipulations de fonds publics car nous constatons que c'est justement ce qu'il a fait. Lui et son Secrétaire, Monsieur G.L.K.N. Markwei, se conférèrent ensemble et firent verser à l'entrepreneur £2,300 (¢5,520.00) des fonds de prêt de l'I.D.C. contrôlés par le bureau régional. Son successeur, Joseph Kodzo, autorisa le versement de £200 (¢480.00) de plus et actuellement la somme de £2,500 (¢6,000.00) a été versée à l'entrepreneur. Selon Madame Buadi, elle n'est pas entrée dans aucun accord de prêt avec le Gouvernement et en ce qui la concerne, elle est bénéficiaire de la charité illimitée de Nkrumah. Pour autant qu'elle soutienne ne pas être débitrice du Gouvernement sur le contrat, elle a raison. Mais elle tomba dans l'erreur quand elle fit passer l'ex-Président pour son bienfaiteur, car c'est assurément ce qu'il ne fut point.

135. Le cas de Madame Agnes Ayitey ne se diffère guère de celui de Madame Buadi, mais la méthode du financement de la construction de sa maison, se prête moins à l'objection. Madame Ayitey était le leader de la Section de femmes du Parti de Nkrumah à Manya Krobo. Au cours de 1964, elle s'entretint avec l'ex-Président au sujet d'un prêt pour l'aider à construire une maison. L'ex-Président se serait demandé si l'argent allait vraiment être mis à l'usage projeté. Ainsi se décida-t-il de s'en charger lui-même.

136. A ses instructions, le Commissaire Régional, alors Mr. Korboe, fit dresser un plan et Nkrumah lui demanda de faire face aux dépenses préliminaires en son nom en faisant déblayer le terrain. M. Korboe fit cela et envoya Madame Ayitey par la suite, aller voir Nkrumah à Accra au sujet des fonds pour faire démarrer la construction. Madame Ayitey vint à Accra mais Nkrumah l'a dit qu'il manquait de fonds pour le moment et qu'il faut que M. Korboe procure le versement initial et fasse démarrer la construction.

M. Korboe se conforma à cela. A une certaine étape de la construction M. Korboe lui-même se trouvait à court d'argent et demanda à Madame Ayitey d'aller voir Nkrumah en vue d'obtenir des fonds. Elle se rendit à Accra mais revint "bredouille".

137. Selon M. Korboe, puisqu'il avait déjà fait des investissements dans la construction, il serait dans son intérêt de l'achever et puis de se faire rembourser le coût total par Nkrumah. La construction fut achevée peu avant décembre de l'an dernier et nous avons relevé que M. Korboe en a dépensé de sa propre poche une somme de £1,780 (¢3,888.00). Il remit les clés de la maison à Nkrumah au début de cette année mais n'a pas recouvré son argent avant le renversement de ce dernier. Evidemment l'ex-Président aurait fait ce remboursement, eut-il l'intention, faisant recours à l'une de ses sources peu honorables, car il a dit qu'il donnerait des instructions à Ayeh-Kumi alors à l'étranger, d'effectuer le versement dès son retour. C'aurait été fait en toute probabilité des fonds de NADECO.

138. Araba Aprekua qui était la présidente de la Section des femmes de la C.P.P. à Winneba, a dit qu'en 1963 la maison qu'habitaient les membres de sa famille s'écroula. Elle demanda donc à Dowuona-Hammond de porter ce fait à la connaissance de l'ex-Président et de lui solliciter son aide. Nous constatons qu'Aprekua elle-même rencontra l'ex-Président lors d'une de ses visites à Winneba où elle renouvela sa demande.

37.

En conséquence Nkrumah fit dresser le plan d'une maison qui devait lui être construite.

139. Il paraîtrait que Nkrumah n'attendait qu'une heureuse occasion afin de transférer à un individu malchanceux le fardeau du financement de la construction de cette maison. Cette occasion se présenta lorsqu'au cours d'une visite ultérieure à Winneba, il faisait le tour de l'Institut Idéologique, alors en cours de construction. Aprekua s'y trouvait partout et prête à faire le nécessaire. Elle étala son "pagne" par terre et chanta les louanges de l'ex-Président et se fit ainsi dûment remarquée. Séance tenante Nkrumah demanda un représentant des Entrepreneurs-la Arrow Construction Company - s'ils ne "construiraient pas une petite maison pour cette femme". Les Entrepreneurs entendirent cela comme un ordre présidentiel et voulaient rendre service. Ils construisirent une maison à un coût de £740 (£1,776.00) mais ne reçurent rien en retour outre l'espoir de se voir adjuger un autre contrat: ils furent déçus. Naturellement Aprekua était reconnaissante envers l'ex-Président pour "sa grande générosité".

140. La demande d'Esi Elluah se diffère quelque peu de celles de ses amies dans le sens qu'à la différence d'eux, elle avait fait des efforts personnels pour s'aider. Selon elle, au cours de 1962 elle acheva la construction d'une maison à Takoradi mais n'était pas en état d'en couvrir le toit, faute d'argent. Elle demanda donc à l'ex-Président qui était une fois son ami et à qui elle a d'ailleurs donné une aide financière par le passé, de lui rendre un service.

L'ex-Président ordonna au commissaire d'alors de la région de l'ouest de s'assurer que le toit soit couvert. M. Arthur fit cela et reçut un chèque pour £3,000 (£7,200.00) destiné à faire face au coût des travaux. Le chèque provint du siège du Parti et était évidemment tiré sur son compte.

141. Nous sommes satisfaits que les faits supplémentaires aux paragraphes 130-140 de ce rapport vont à l'appui de la conclusion que nous sommes arrivés sur cette question au paragraphe 129. Cette conclusion n'a plus besoin d'être reprise ici.

.....38

DONS DES AUTRES A NKRUMAH.

142. Bien qu'il ne soit pas dans sa nature de faire de cadeaux véritables, les témoignages dont nous disposons démontrent que Nkrumah lui-même recevait régulièrement de dons. Des 5 terrains inexploités décrits au paragraphe 53 de ce rapport, non moins que 4 d'entre eux étaient de donations. Ce sont les terrains à Laterbiorkoshie, à Mamobi, à Wenchi et à Larteh. Sa villa au Maroc est également, comme nous l'avons dit, un don du feu roi de Maroc. D'après nos renseignements il reçut un Piper Plane et un certain nombre de Bestiaux établis à Nungua et nourris aux frais du Gouvernement.

143. Le témoignage que nous avons recueilli quant à la manière et le motif pour lesquels ces dons furent faits est plutôt mince et ne justifie pas des conclusions qui calomnient l'ex-Président. Nous tenons que quelques-uns de ces cadeaux ont été faits par des individus désireux de s'insinuer dans les bonnes grâces de l'ex-Président ou, comme c'est le cas du don de la villa marocaine, par des individus qui éprouvaient une admiration sincère pour lui.

144. Pourtant les témoignages de Henry K. Djaba, autrefois Directeur des Farms Machinery Supplies, suggéreraient que quelques-uns des cadeaux reçus par l'ex-Président étaient sollicités d'une manière qui, si elle est vraie, nous frappe comme répugnante. Djaba était lui-même, on le sait bien, prouvé coupable d'une fraude gigantesque et quand il témoigna devant nous, le 20 avril 1966, il n'y vint directement que de la prison. A en juger de l'attitude qu'il se revêtit, ce n'est pas difficile d'en appercevoir qu'il attendait de l'ex-Président son intervention dans le procès qui avait pour conséquence sa condamnation. Il a fait un certain nombre d'allégations que nous ne pouvons pas tenir pour établies. Nous éprouvons donc le sentiment qu'il serait dangereux d'avoir confiance en son témoignage à moins que nous n'ayons d'autres témoignages corroboratifs d'une nature à emporter la conviction.

.....39

145. Les cadeaux que Djaba s'est dit avoir fait contre son gré à l'ex-Président sont:

- i) Une voiture de sports, Mercedes Benz No. AG.7732, avec équipements coûtant, en tout, £2,500 (¢6,000.00).
- ii) Un Planneur coûtant £1,500 (¢3,600.00), ultérieurement présenté à l'Ecole de Vol Plané.
- iii) Une voiture à l'épreuve des balles, Mercedes Benz 600 avec équipement coûtant, en tout, £12,000 (¢28,000.00).
- iv) Argent en espèce de £25,000 (¢60,000.00) destiné à la C.P.P.
- v) Argent en espèce de £100,000 (¢240,000.00) donné par l'intermédiaire d'Ambrose Yankey.

146. En nous soumettant à la règle que nous avons établie au paragraphe 144, nous constatons que Djaba a, en effet, fait les cadeaux numéros (i), (ii) et (iv) au paragraphe précédent mais non pas le cadeau marqué (v). Le témoignage au sujet du cadeau Mercedes Benz No. AG.7732, était appuyé non seulement par le témoignage d'Ayeh-Kumi mais aussi par une photographie qui nous a été soumise comme pièce à conviction, une photographie dans laquelle Djaba faisait la présentation à l'ex-Président. Le témoignage du cadeau du planneur et de la voiture Mercedes Benz 600 était appuyé d'une façon convainquante par Ayeh-Kumi. En ce qui concerne le dernier cadeau, Ayeh-Kumi s'est, en effet, rendu à l'usine Daimler à Stuttgart à la demande de l'ex-Président, pour inspecter la voiture. Là, il fut rencontré par Djaba qui fit avec lui un tour de l'usine. Comme nous avons déjà constaté au paragraphe 79, Asafu Adjaye a admis avoir reçu de Djaba et versé à l'ex-Président, la somme de £25,000 (¢60,000.00). Le don de £100,000 (¢240,000.00) ne se fondant que sur la seule allégation de Djaba nous ne sommes pas convaincus qu'il a été fait en réalité.

147. Bien que nous constatons qu'en effet, 4 des 5 cadeaux ont été faits par Djaba à l'ex-Président (la voiture à l'épreuve des balles n'a pas été présentée), nous ne pouvons pas nous assurer qu'ils ont été faits à contre-cœur ou sollicités presque sous des menaces, comme voudrait nous faire croire Djaba. Nous le croyons plus vraisemblable que Djaba a fait les cadeaux volontairement, comptant par là impressionner l'ex-Président et s'insinuer, pour ainsi dire, dans ses bonnes grâces.

Le spectacle joyeux de la photographie de la présentation de la voiture de sports que nous avons reçu en pièce à conviction ne suggère point un homme contraint, pour ainsi dire, à faire un cadeau.

L'ACQUISITION D'IMMEUBLES PAR NKURUMAH.

148. Il ne fait aucune partie du devoir de cette commission, d'enquêter si, d'une façon ou d'autre, l'allocation d'immeubles, qui est généralement connu comme une escroquerie, concernait Nkrumah. Nous tenons qu'il n'est nécessaire pour nous de dire que nous avons témoignage dont nous faisons foi, que Nkrumah a acheté et a payé en 1963 à la Corporation de Construction, une somme totale de £11,044.1s.6d (£26,409.78) pour les immeubles suivants:-

- a) Immeuble No. 23 d'Osu, acheté au nom d'Elizabeth Nyaniba
- b) Immeuble No. 25 d'Osu, acheté au nom d'Elizabeth Nyaniba.
- c) Immeuble No. 144 d'Osu.
- d) Immeuble No. 47 de Ketan à Sekondi, acheté au nom d'Ambrose Yankey.

149. Nkrumah a aussi payé la somme de £1,850 (£4,440.00) à Nana Kobina Nketsia pour la maison No 1643 d'immeuble de Kaneshie, laquelle maison, Nana Nketsia à la demande de Nkrumah, alloua à son neveu Nyamimah. Un acte notarié de contrat à cet effet et daté le 31 octobre 1962, était effectué en témoignage de l'allocation.

150. Nous constatons que le versement réel pour ces achats a été effectué par Ayeh-Kumi des fonds autre que les gains légitimes de Nkrumah.

151. Nous constatons aussi que la maison No. 163 d'immeuble d'Osu était acheté par la Présidence et que le paiement était fait par les Lands Secrétariat. Nous pensons que cette maison était destinée à l'usage des hôtes non-officiels de l'ex-Président et probablement à celui de ses parents.

TRAITEMENT SPECIAL DES THEORICIENS DU PARTI
ALIAS "GARÇONS SOCIALISTES" - "SOCIALIST BOYS".

152. L'ex-Président aurait dû éprouver le sentiment que "socialisme" ou non, une poignée d'individus, qui comme les autres citoyens s'étaient procurés d'immeubles, méritaient un traitement préférentiel du point de vue financier. Ces messieurs qui étaient visés d'une façon humoristique et peut-être non pas offensivement, par le terme "Garçons Socialistes", se voyaient une partie substantielle du coût de leurs immeubles payé de fonds publics - du vote pour parer aux imprévus.

41.

153. Si ces individus obtenaient leurs immeubles selon les formes établies ou non, nous n'y enquêtons pas, vu que cette matière ressort de la compétence d'une autre commission d'enquête. Notre devoir n'est que de constater les individus qui ont ainsi bénéficié des revenus publics aussi bien que l'étendue de leur bénéfice. Ces individus sont:-

- a) T.D.Baffoe en faveur de qui la somme de £3,695.18.3d (¢8,870.19) était déboursée du vote pour parer aux imprévus.
- b) Eric Heyman en faveur de qui la somme de £3,695.18.3d (¢8,870.19) était déboursée du vote pour parer aux imprévus.
- c) Kweku Akwei en faveur de qui la somme de £3,713.6.5d (¢8,911.97) était déboursée du vote pour parer aux imprévus.
- d) Kodwo Adisson en faveur de qui la somme de £3,827.16.10d (¢9,186.82) était déboursée du vote pour parer aux imprévus.
- e) Kofi Badu en faveur de qui la somme de £2,680 (¢6,430.10) était déboursée du vote pour parer aux imprévus.
- f) A.K.Barden en faveur de qui la somme de £4,980.9.4d (¢11,953.12) était déboursée du vote pour parer aux imprévus.

154. Nous croyons qu'il est juste d'affirmer qu'aucun de ces messieurs n'a établi une revendication de droit à ces sommes d'argent ou même n'a essayé de mettre en avant des raisons pour lesquelles ils devaient recevoir ce don aux dépens de contribuables. En conséquence nous n'avons aucune difficulté quant à la recommandation que nous devons faire sur chacun et sur eux tous.

155. Le vote pour parer aux imprévus était alloué de fonds publics et mis à la disposition de l'ex-Président pour qu'il l'emploie aux buts publics. Ainsi informé, pourquoi faire figurer, se demandera-t-on, des questions dans une enquête judiciaire destinée à déterminer les biens de l'ex-Président? Pourtant l'évidence qui nous a été apportée nous satisfait, à bien d'égards, que Nkrumah a utilisé ce vote comme s'il faisait partie de son propre salaire et que ce vote a été soumis à des abus incroyables.

..... 42

42.

156. Néanmoins, avant d'affirmer quelques-uns de ces abus auxquels Nkrumah a mis ces fonds publics, nous considérons nécessaire de dresser un rapide tableau de son histoire brève et de relever comment Nkrumah est arrivé à mettre ce vote sous son seul et unique contrôle.

157. Selon le témoignage de Monsieur S.E.Arthur, Secrétaire Général à la Section Budgétaire du Ministère des Finances, le vote pour parer aux imprévus n'a fait sa première apparition que dans le Budget de 1959-1960, sous le chef du ministère des Affaires Etrangères. La raison officielle donnée pour le justifier est la suivante:-

"La transformation rapide de la scène internationale et l'expansion du service diplomatique demandent qu'on fasse sans préavis, de dépenses non budgétées. Ces exigences ne peuvent être affrontées qu'en pourvoyant une somme fixe de fonds non assigné."

Ainsi le montant voté sous ce chef pendant la première année était-il la somme relativement modeste de £100,000 (¢240,000.00).

158. Il était considéré et, peut-être avec raison, qu'en vue de l'usage auquel le vote serait mis, on ferait tort à l'intérêt public si l'on faisait subir ce vote à la vérification des comptes. Mais pour écarter des abus, cette disposition était prise tout de même: bien que destiné à l'usage du Ministère des Affaires Etrangères, ce vote doit subir le contrôle tant de ce même Ministère que celui du Ministère des Finances. En conséquence la règle était formulée que tout bon de caisse qui encourait de dépens de ce vote, devait être contresigné et par le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères et par le Secrétaire Général du Ministère des Finances. C'était-là, nous semble-t-il, une sorte de contrôle.

159. Dans le Budget pour l'année 1961/62, ce vote était transféré du Ministère des Affaires Etrangères à la Présidence et d'une manière prophétique, ce degré modeste de contrôle, repartit entre les Ministères des Affaires Etrangères et des Finances, a subi le même sort. Il paraît même qu'on aurait perdu dans l'opération l'objet véritable pour lequel le vote a été établi.

.....43

43.

Monsieur Adjei qui est un fonctionnaire et qui, en effet contrôlait ce vote à la Présidence, avoue en témoignage que "le Président est autorisé à employer ce vote comme et quand il lui plaît et sur les sortes de projets ou aux fins par lui spécifiées". Mais le Ministre des Finances, du moins, comment vint-il à perdre son contrôle sur ce vote? L'histoire de cette perte a été racontée et même racontée d'une manière convainquante par Monsieur Gbedemah, Ministre des Finances d'alors.

LE VOTE POUR PARER AUX IMPREVUS TOMBA
SOUS LE CONTRÔLE DE NKURUMAH.

160. Monsieur Gbedemah a témoigné qu'en tant que Ministre des Finances il avait présenté au commencement de 1961 au Comité Permanent de Développement pour son approbation, ses propositions budgétaires pour l'exercice 1961/62. Au cours d'une discussion de ce Comité sur ces propositions, dit Monsieur Gbedemah, l'ex-Président l'avait demandé d'inclure un vote s'élevant à £2 millions (£4,800.000.00) à être mis à sa disposition pour de cas imprévus. Sur ce, il dit avoir fait remarquer qu'il serait difficile même de réaliser la somme de £210 millions (£504.000.000.00) prévue comme dépenses et qu'il ne se trouvait pas alors dans une position qui lui permettrait d'adhérer à la proposition de l'ex-Président.

161. Selon Monsieur Gbedemah, c'était-là la fin de ses propositions budgétaires. Ce qui est advenu ensuite c'est que Nkrumah exerçait son droit incontestable à distribuer des Portefeuilles et des fonctions aux Ministres en se réservant tous les sujets qui lui convenaient. Nkrumah alors se fit faire transférer le Bureau Budgétaire. Il fit faire une circulaire à cet effet. Elle était datée le 18 avril, 1961. Cette circulaire nous a été soumise en pièce à conviction. Dans ce document Nkrumah dit entre autres: "le Bureau Budgétaire reviendrait sous mon contrôle personnel.

L'effet de ceci serait que la formulation de la politique de revenu et de dépense deviendrait ma responsabilité etc."

162. Naturellement Monsieur Gbedemah ne considéra et avec raison, croyons-nous, cette mesure qu'une insinuation fâcheuse contre sa compétence en tant que Ministre des Finances, et il envoya une lettre alors, en date de 3 mai 1961, à l'ex-Président refusant à retenir le Portefeuille de Ministre de Finances si le "statu quo ante" n'était pas restitué. Il a dit inter alia:

44.

"Lorsque vous m'avez dit hier dans votre bureau que j'étais désigné de nouveau au Ministère des Finances, je vous ai respectueusement informé que sous les conditions du proposé nouveau régime de ce Ministère où le Ministre n'aurait pas, ni la responsabilité de diriger la préparation du Budget ni celui d'initier la politique d'impôts et le contrôle sur les dépenses, il ne m'intéressait plus à être désigné à ce poste etc."

Nkrumah n'attacha aucune importance à cela et Monsieur Gbedemah quitta le Ministère des Finances. Et ce fonds public appelé "Vote pour parer aux imprévus" était livré, comme ainsi dire, aux quatre vents.

163. Nous croyons que le compte que fait Gbedemah de cette matière est véridique. Monsieur Gbedemah a parlé de ce sujet avec émotion et avec une sincérité très marquée. Nous ne pensons pas qu'il soit contre nature pour Monsieur Gbedemah de s'inquiéter sur le sort du contribuable à ce sujet, car, comme les autres membres de la population, Gbedemah était lui-même un contribuable. Or, Nkrumah, lui, ne l'était pas. Il était dispensé d'impôt en vertu de la Section 9 I(a) de l'ordonnance de 1943, en fait de l'impôt sur le Revenu, réformé par la loi 68 de 1961, mais son prétendu souci pour le Socialisme et pour l'égalité ne l'avait pas amené à renoncer à cette dispense. Il n'a certainement pas fait les sacrifices financiers personnels qu'il décréta que tout citoyen doit faire pour le bien public. A part son salaire, les fonds publics pourvoyaient à tous ses besoins. C'est alors compréhensible qu'il restât fermé à la sensibilité d'un contribuable.

164. Nous croyons qu'à ce sujet Monsieur Gbedemah a essayé avec fermeté, mais sans y parvenir, à protéger l'intérêt public et il ne serait pas généreux de ne pas le féliciter. Eut-il réussi au lieu d'échouer, un triste chapitre de ce rapport n'aurait pas été écrit.

.....45

46.

167. Nous n'avons essayé dans ce paragraphe que de fournir une idée générale de l'abus manifeste auquel ce fonds public a été mis, plutôt que de surcharger ce rapport de cas spécifiques d'abus innombrables.

168. Néanmoins nous nous tenons obligés de mentionner deux usages au moins du Vote, lesquels usages à nos yeux ont quelque chose de malhonnête. Nous constatons par exemple, que l'ex-Président a autorisé l'usage de ce Vote, non seulement à payer le coût de lancement à Accra de son livre à lui, le "Néo-Colonialisme", mais aussi les frais de voyages et de séjour des "individus" en qui il mettait sa confiance et qui l'ont lancé à l'étranger. Malgré tout cela, quand les droits d'auteur sur ces livres lui étaient payés par Heineman Educational Trust, ils furent déposés en sûreté dans son compte personnel à la Barclays Bank.

169. Nous constatons aussi que dans certains cas, les gens en place encouraient des frais non autorisés et ne pouvaient donc pas répondre aux questions soulevées par le vérificateur des comptes, et qui, à cause de cela, étaient justement demandés de rembourser des sommes dépensées à tort. Or, souvent Nkrumah autorisait ces sommes à être payées du Vote pour parer aux imprévus - c'est quelque peu comme on faisait un trou pour en boucher un autre.

Si le vote pour parer aux imprévus avait été lui-même soumis au "projecteur" de vérification, il est évident que cette méthode insidieuse de se soustraire à la vérification n'aurait pas été conçue.

170. Enfin, Monsieur Impraim, le Secrétaire adjoint au Conseil des Ministres et le fonctionnaire le plus supérieur en grade à prendre en charge directement ce Vote, a témoigné avec un grand sens de responsabilité et une émotion manifeste de regret, croyons-nous, que l'ex-Président faisait même des frais sur ce vote pour de "l'eau" qu'il importait régulièrement d'outre-mer pour sa consommation personnelle.

171. Nous croyons qu'il est juste d'enregistrer qu'en gros, le témoignage concernant le Vote pour parer aux imprévus et l'emploi auquel il a été mis, lequel témoignage nous a été soumis, ne reposait nullement sur ce qu'on peut bien estimer comme la mémoire glissante des témoins, bien au contraire, il est basé sur des faits bien documentés.

.....47

- b) Mme. Winifred Dua a reçu un avancement de \$500 (\$1,200.00) en juin 1963 pour s'établir dans les affaires. Cette négociation était tenue comme un emprunt mais toute cette somme est due et impayée.

48.

176. A notre avis, toutes les personnes examinées l'une après l'autre et mentionnées aux paragraphes précédents de ce rapport, comme bénéficiaires du Vote pour parer aux imprévus, n'ont pas démontré qu'elles avaient droit à ce bénéfice. Elles sont, par conséquent, redevables au Gouvernement, chacune dans la somme dispensée sur elle ou en son nom ou prêtée à elle. Nous recommandons qu'on fasse des démarches pour recouvrer ces sommes. A l'Appendice VII de ce rapport, nous fournissons une liste de ces personnes et les sommes que chacune d'elle doit au Gouvernement.

L'ACHAT PAR LE GOUVERNEMENT DES BIENS D'A.G.
LEVENTIS, SOCIÉTÉ ANONYME.

177. Le Gouvernement acheta les affaires et les biens immeubles d'A.G. Leventis le 10 avril 1962, une transaction qu'on ne peut pas tenir pour autre qu'officielle et en due forme. Cependant les témoignages que nous avons recueilli nous convainquent que par cette tractation Nkrumah s'est personnellement tiré d'affaires pour la jolie somme de £750,000 (£1,800,000.00) Par conséquent, ce sujet doit rentrer à bon droit dans la rubrique consacrée aux moyens par lesquels Nkrumah a acquis ses biens. Mais les faits soulèvent des questions complexes dont la responsabilité collective des Ministres de Nkrumah qui ont participé à prendre cette décision n'est pas la moindre. Nous avons donc considéré que cette matière se place dans une catégorie propre à elle et doit être traitée en tant que telle.

LA PERSONALITÉ D'A.G. LEVENTIS.

178. Autant que nous sachions, M. Leventis est Grec, ressortissant de Chypre, qui a séjourné dans ce pays pendant quelques temps. Il paraît qu'il débuta dans les affaires en s'associant avec la G.B. Ollivant. Quand il rompit ses liens avec cette Compagnie, il devint, semble-t-il, l'esprit directeur de la Société Anonyme qui porte son nom. En tant que ressortissant de Chypre qui comme le Ghana, était pendant de nombreuses années, sous la tutelle coloniale britannique, Leventis semble avoir de bonne heure manifesté une sympathie considérable pour l'aspiration des Ghanéens vers l'autonomie politique et par là, il a dû se faire aimer non seulement des dirigeants des mouvements politiques de première heure, mais aussi de la population Ghanéenne toute entière. Comme on le sait bien, pendant les émeutes de 1948 quand tous les magasins étaient pillés, le Groupe de magasins Leventis a été épargné.

.....49

Cela peut bien s'expliquer par le fait bien connu qu'au cours des années quarante il n'était point membre de l'association de commerçants de l'Afrique Ouest, populairement connu sous le nom d'A.W.A.M. Les citoyens de ce pays, à tort ou à raison, avaient cru que les objectifs de cette Association étaient nuisibles à leurs intérêts.

179. Si M. Leventis avait éprouvé de la sympathie pour l'aspiration du peuple du Ghana vers l'autonomie politique, alors ce n'est pas irraisonnable d'y déduire qu'il lui aurait fourni des fonds pour la réalisation de cet objectif. M. Gbedemah et M. Krobo Edusei étaient d'accord, l'un avec l'autre, que Leventis a rendu au Parti proscrit un grand service financier. Or, un bienfaiteur de la C.P.P. ne peut être tenu qu'en haut respect par le chef de ce parti et il paraît que de bonne heure, Nkrumah et Leventis s'entendaient très bien, l'un avec l'autre. On dit que Leventis a joué un grand rôle dans le mariage de Nkrumah et qu'il est le parrain de son fils Gorkeh.

180. Nous ne croyons pas qu'il serait juste de dire que l'association entre Leventis et Nkrumah avait quelque chose d'intrinsèquement malsain. Néanmoins M. Ayeh-Kumi témoigne que cette amitié a eu pour résultat le malheur que Nkrumah était devenu un homme corrompu. Nous ne croyons pas que cette accusation puisse proprement être tenue comme prouvée quoique nous pensions qu'il serait inexact de dire que le registre des affaires de Leventis dans ce pays ait toujours été sans tâche. Il était impliqué, par exemple, lors de la Commission d'enquête connue sous le nom de la Commission Martindale, qui a examiné la conduite et la gérance du Service des offres et des douanes en 1947 et en 1948. Des conclusions étaient formulées et par cette Commission-là et par celle d'Eric Sach qui a fait le compte rendu du rapport Martindale, lesquelles conclusions ne sauraient aucunement lui faire honneur.

LA DECISION D'ACHETER LES BIENS DE LEVENTIS
ET LA PROCEDURE SUIVIE.

181. Nous avons essayé sans succès de découvrir une décision de principe du Conseil des Ministres d'acheter les biens d'A.G. Leventis & Cie. A ce sujet, le tout premier document que nous avons pu relever n'est que le procès-verbal d'une réunion tenue au Ministère d'Industries Légères et Lourdes en date du 15 décembre 1961, au cours de laquelle la valeur de ces biens était discutée. Cette réunion était présidée par M. Krobo Edusei, alors Ministre d'Industries Légères et

Lourdes.

182. Nous déduisons de cela et d'autres témoignages recueillis que la décision d'acheter les biens de M. Leventis et Cie. était prise uniquement par Nkrumah et nous croyons que M. Leventis lui aurait dû persuader que ce serait dans l'intérêt du Ghana d'acheter une entreprise progressive qui offrirait la concurrence aux grosses affaires des Compagnies capitalistes.

183. Que la société anonyme d'A.G. Leventis fût achetée en cette connaissance de cause, cela est un fait incontestable. Tandis qu'il ne serait pas juste de dire que cette Compagnie était en faillite, nous tenons qu'il est vrai de dire qu'elle n'était pas particulièrement riche.

184. Nous trouvons cela démontré par le fait qu'en août 1962 le Gouvernement du Ghana lui avait prêté la somme de £2 millions (£4,800.000.00) et d'autres témoignages laissent à croire que ce prêt a dû être fait parce que la Compagnie se trouvait en difficultés financières. Au moment même où elle était reprise par le gouvernement, elle était endettée envers la Barclays Bank jusqu'à la somme de £1,8 millions (£4,320.000.00). Il vaut la peine d'enregistrer aussi qu'avant l'achat, la somme de £2 millions (£4,800.000.00) prêtée à la Compagnie par le Gouvernement n'avait pas toujours été remboursée.

185. Nous faisons mention de ces cas car, à nos yeux, ils limitent la mesure jusqu'où la Compagnie ou son esprit directeur, Monsieur A.G. Leventis, peut se permettre d'être généreux.

186. A la réunion tenue le 15 décembre 1961, M. Leventis avait offert au Gouvernement pour £6.3 millions (£15.120.000.00) tous ses biens, y compris meubles, matériels, marchandises emmagasinées et de débiteurs divers. M. Krobo Edusei s'était engagé à transmettre au Gouvernement cette offre après son étude par les diverses agences gouvernementales.

187. En attendant le Gouvernement avait retenu, lui aussi, un certain M. Tremayne Field de "Phoenix Engineering Consultants" d'entreprendre l'évaluation des biens d'A.G. Leventis & Cie. Ces derniers furent évalués à £6,166.850 (£14.800.440.00).

188. Il semble qu'une série de réunions furent tenues entre les représentants d'A.G. Leventis & Cie. et les fonctionnaires du Gouvernement sur des sujets divers mais connexes à l'achat. Entre temps le bordereau consacré à l'acquisition de la Compagnie Leventis était transféré au Ministère des Finances et du Commerce.

51.

189. Les documents révèlent que le Ministre des Finances et du Commerce a soumis au Conseil des Ministres un mémorandum en demandant l'autorisation pour reprendre tous les biens d'A.G. Leventis & Cie. pour la somme de £6 millions (¢14.400.000.00). Examinée le 11 janvier 1962, l'autorisation demandée était refusée mais plutôt un Comité du Conseil des Ministres présidé par K. A. Ofori Atta, était désigné pour étudier le bordereau soumis par le Ministre des Finances et du Commerce.

190. Ce Comité, après avoir tenu séances, soumis un rapport au Conseil des Ministres, lequel rapport critiquait vivement l'évaluation des biens de la Compagnie Leventis faite par M. Field et soutenait des raisons diverses pour lesquelles on ne pouvait pas faire confiance à cette évaluation.

Il recommanda que les biens de l'ensemble des Compagnies Leventis devaient être acquis à un prix qui ne devrait pas la somme de £5.25 millions (¢12.600.000.00). Nous attachons une copie de ce rapport comme Appendice VIII.

191. Nous croyons que nous le devons à ce Comité de dire que son rapport était objectif et ses conclusions bien raisonnées. Après avoir examiné le rapport de ce Comité, le Conseil des Ministres arrêta la décision d'acquérir les biens de l'ensemble des Compagnies Leventis pour la somme de £4.5 millions (¢10.800.000.00) et le Ministre des Finances et du Commerce était autorisé le 9 février 1962 à proposer une offre de cette somme à A. G. Leventis.

192. En conséquence, le Ministre par son secrétaire général a écrit à M. Leventis lui proposant de reprendre toute l'entreprise pour £4.5 millions (¢10.800.000.00). Cette lettre était en date de 10 février 1962. M. Leventis répondit le 12 février en refusant l'offre et en faisant remarquer que s'il acceptait l'offre au prix proposé il serait obligé d'emprunter £550.000 (¢1,320.000.00) afin de liquider ses affaires.

193. Au reçu de la lettre de Leventis datée le 12 février, le Ministre des Finances récrivit le 15 février 1962, faisant observer à Leventis que la négociation devait être tenue comme close puisqu'il ne se trouvait pas dans une position financière d'accepter la somme de £4.5 millions (¢10.800.000.00) offerte par le Gouvernement. Cette lettre lui était adressée sur l'autorité du Conseil des Ministres.

.....52

52.

LA TRANSACTION LEVENTIS RACONTÉE
PAR KROBO EDUSEI.

194. Le récit que fait M. Krobo Edusei de l'opération nous paraît se différer de ce que disent les documents officiels. Selon Krobo Edusei, la réunion présidée par lui-même a abouti à un accord sur l'achat de toute l'entreprise d'A.G. Leventis pour la somme de £4.5 millions (£10.800.000.00). Il dit avoir préparé un bordereau de Conseil des Ministres pour demander l'autorisation de ce même Conseil des Ministres d'effectuer l'achat mais que Nkrumah n'a pas permis qu'on discute la question, disant que le Gouvernement ne pouvait pas se permettre le luxe de toute cette somme.

195. Il dit qu'après cela Nkrumah s'était entendu secrètement avec Leventis pour enfler le prix jusqu'à la somme de £6 millions (£14.400.000.00) et qu'ils tombèrent alors d'accord que, de cette somme-ci, £1.5 million (£1.200.000.00) serait payé à la C.P.P. et £1 million (£2.400.000.00) serait employé à établir une fondation en la mémoire de Leventis. Selon M. Edusei, c'est ainsi que le prix agréé s'est augmenté de £4.5 millions (£10.800.000.00) jusqu'à £6 millions (£14.400.000.00).

196. Nous avons fouillé sans succès pour le bordereau de Conseil des Ministres dont parle Krobo Edusei et, en tant que son compte rendu ne se fonde que sur ses souvenirs, nous le considérons inexact en substance.

197. A notre avis, M. Leventis n'a à aucun moment, accepté de vendre toutes ses entreprises pour £4.5 millions (£10.800.000.00). Au contraire, il avait refusé cette somme offerte par le Gouvernement.

DECISION DEFINITIVE D'ACHETER A
£6 MILLIONS (£14.000.000.00).

198. Nous avons affirmé au paragraphe 193 ci-dessus que le Ministre des Finances et du Commerce, par sa lettre en date de 15 Février 1962, avait mis fin aux négociations sur l'acquisition des biens de Leventis. Or, cette question était reprise mais dans des circonstances qui ne nous paraissent pas claires.

199. Des témoignages démontrent qu'une réunion était tenue le 3 avril 1962 dans la chambre du Conseil des Ministres à Flagstaff House, entre Leventis d'une part et le Ministre des Finances et ses conseillers d'autre part.

.....53

53.

Il paraîtrait que c'était lors de cette réunion que le Ministre a accepté d'acheter tous les biens d'A.G. Leventis au prix de £6 millions (¢14.000.000.00). C'est cette somme là, il faut le noter, qui a été recommandée au conseil des Ministres par le Ministre des Finances mais qui avait été rejetée en janvier.

200. Nous n'avons pas réussi à découvrir le procès-verbal pour cette réunion ou le motif pour la volte-face de la première position prise par le Conseil des Ministres. En fait, les seules preuves de cette réunion elle-même ne sont qu'une lettre en date de 5 avril 1962 écrite par A.G. Leventis au Ministre des Finances et du Commerce dans laquelle il soulignait les conditions provisoirement acceptées, aussi bien que la lettre de ce dernier en date du 17 avril en confirmation de l'accord provisoire.

201. Entre temps, le Conseil des Ministres avait pris la décision, le 10 avril 1962, d'acheter tous les biens du Groupe Leventis à £6 millions (¢14.400.000.00) et que le versement de ce montant devrait être fait selon la méthode établie lors de la réunion du 3 avril, laquelle méthode de versement était reproduite dans un mémorandum sur lequel le Conseil des Ministres avait fait reposer sa décision.

FONDATION D'UN MILLION DE LIVRES STERLING
POUR L'AVANCEMENT DU GHANA.

202. Le mémorandum présenté au Conseil des Ministres et sur lequel celui-ci se basa pour autoriser l'achat, nous a été présenté comme pièce à conviction. Nous y constatons que la réunion tenue à Flagstaff House, le 3 janvier 1962, n'a eu lieu qu'avec l'approbation de l'ex-Président. Nous en déduisons aussi que M. Leventis aurait dû se mettre en rapport avec l'ex-Président et l'aurait dû amener à autoriser la reprise de la question. Le paragraphe 3(2) de ce Mémorandum énumère les conditions selon lesquelles le versement devait s'effectuer et le sous-paragraphe (c) dit que le montant de £1 million (¢2,400.000.00) serait versé en placement ghanéen remboursable en 10 - 30 ans.

203. Ce paragraphe se termina en déclarant formellement que ce montant de £1 million (¢2,400.000.00) de rentes sur l'état, devait être mis à la disposition du Dr. Nkrumah pour qu'il établisse une Fondation pour l'avancement du Ghana. Le Ministre était mécontent, ce qui se comprend, de cet aspect de l'opération, et s'exprima comme suit:

"J'aimerais faire savoir à mes collègues que

je ne suis pas entièrement content de la proposition que fait Leventis au sujet de la Fondation, puisqu'il me semble que c'est de l'argent ghanéen qu'on veut mettre à la disposition du Gouvernement du Ghana pour cette fin et non pas l'argent légitime de Leventis, aussi demanderais-je que mes collègues ne se mettent d'accord pour accepter l'offre de Leventis que sous réserve de la dernière condition à l'égard du versement, à savoir qu'aucune Fondation ne soit établie à moins que les fonds légitimes ne soient pourvus par Leventis".

204. Partant des réserves faites par le Ministre et des termes qu'il a employés, nous ne pouvons qu'exprimer le sentiment que la décision d'établir une Fondation lui a été imposée d'en haut et qu'il ne se sentit obligé à soumettre celle-ci au conseil des Ministres que contre son jugement supérieur. Or, la seule personne en état de lui imposer cette décision n'était que l'ex-Président lui-même parce que celui-ci a évidemment aurotisé la réouverture de cette question à l'insu du Conseil des Ministres, ce qui nous fait croire qu'il ne serait pas injuste d'en tirer la conclusion que Nkrumah regardait d'un oeil jaloux le montant de £1 million (£2.400.000.00). Que cela soit le cas ne reste qu'à être prouvé par des événements ultérieurs

205. Nonobstant les réserves faites par le Ministre, le Conseil des Ministres "arrêta la décision que le Ministre devait faire une offre de £6 millions (£14.400.000.00) pour l'achat des biens de Messieurs A.G. Leventis, installations, compagnie pour la mise en bouteilles, plus les rentes (goodwill) etc., tout compris. Il fut arrêté que le versement devait se faire selon la méthode proposée au paragraphe 2 du Mémoire". Cette décision était confirmée par une autre réunion du Conseil des Ministres tenue le 17 avril 1962. Nous joignons ci-après dans l'Appendice IX, les noms des membres du Conseil des Ministres qui ont participé à la formulation de cette décision.

206. Nous ne croyons pas nécessaire d'exposer ici la méthode convenue pour verser le prix de l'achat. Il suffirait, croyons-nous, de souligner que la décision du Conseil des Ministres a été respectée et a été mise en application. Le montant de £1 million en rentes d'état était émis et a été racheté l'an dernier. Aucune Fondation n'a été établie en réalité et nous

sommes entièrement satisfaits que Nkrumah n'a jamais eu

207. Nous constatons que lorsque le montant de £1 million (£2,400.000.00) en placement était amorti et converti en argent comptant l'an dernier, la somme de £750,000 (£1,800.000.00) était rendue à Nkrumah, dont il s'empara pour son propre usage. Le montant de £250.000 (£600.000.00) était retenu par A.G. Leventis.

208. Un expert comptable de banque qui a vérifié les comptes de Nkrumah à la demande de la présente Commission, nous a fourni un rapport sur quelques-uns des usages auxquels Nkrumah a mis cet argent. Ci-joint à l'Appendice XII se trouve ce rapport-là. Les suivants sont quelques-uns des usages auxquels Nkrumah a mis cet argent originellement destiné à établir une Fondation pour le Ghana.

- a) Le montant de £10.000 (£24.000.00) était retiré par Nkrumah pour Fathia.
- b) Le montant de £90.000 (£216.000.00) était transféré au compte de dépôts de Nkrumah.
- c) La somme de £10.000 (£24.000.00) était offerte à Genoviva Marais.
- d) La somme de £250.000 (£600.000.00) était mise à la disposition de J.Saba & Cie pour construction.
- e) Le montant de £6,354.6s.8d (£15,250.40) était versé aux "African Motors" pour l'achat d'un véhicule.

209. Personne ne peut sérieusement soutenir que si Nkrumah se sentait obligé d'employer cet argent pour établir une dotation consacrée aux buts charitables au Ghana, il l'aurait dépensé de ces façons indiquées ci-dessus.

A. G. LEVENTIS A-T-IL VRAIMENT CRU QUE NKRUMAH
UTILISERAIT LA SOMME DE £1 MILLION (£2,400.000.00)
POUR ETABLIR UNE FONDATION ?.

210. Monsieur A.G. Leventis ne peut pas ignorer que depuis août 1965 quand le montant de £1 million (£2,400.000.00) en placement était amorti, nulle Fondation n'a été établie. Bien qu'on ait fait comprendre au Conseil des Ministres que le montant entier de £1 million (£2,400.000.00) serait pourvu pour la Fondation projetée, l'évidence montre que Leventis a lui-même retenu £250.000 (£600.000.00) quand les rentes étaient converties en argent comptant.

211. A nos yeux c'est étonnant qu'il aurait fait cela s'il se sentait obligé de l'envoyer au Ghana pour l'établissement de la Fondation.

.....56

2I2. Monsieur Leventis lui-même ne semble pas avoir beaucoup fait confiance à l'intégrité personnelle de l'ex-Président. Nous sommes assurés qu'il a souvent dit à Krobo Edusei que Nkrumah était corrompu et qu'il serait démasqué lorsque son régime arriverait à sa fin.

2I3. M. Leventis a exprimé un avis semblable sur l'ex-Président quand il avait rencontré Messieurs Okoh et Dei Anang à l'Hôtel Hilton à Londres peu après le Coup d'état. En fait, il est allé plus loin et leur a dit que quelque temps après l'indépendance du Ghana, il avait proposé de donner au pays pour l'établissement d'une Fondation, un cadeau de £20,000 (£48,000.00) mais qu'à la demande de Nkrumah il a dû consigner ce montant à une banque suisse en fideicommiss pour Gorkeh, le fils de Nkrumah.

2I4. Ce fait a été indépendamment établi devant nous parce que la Police avait découvert pendant la perquisition à Flagstaff House, la photocopie d'une lettre de Zurich, datée le 11 avril 1960, par laquelle la banque suisse de crédit s'annonçait tenir £20,000 (£48,000.00) "à la disposition libre et inconditionnelle de Monsieur George Gamal Gorkeh Kwame Nkrumah etc"., sur les instructions d'A.G. Leventis.

2I5. Etant donné que Leventis lui-même n'ignore pas le fait que Nkrumah a le penchant à la malhonnêteté, nous croyons peu probable qu'il ait pu croire que si le montant de £1 million (£2,400,000.00) était mis à la disposition de Nkrumah, celui-ci l'utiliserait à établir une Fondation. Il avait son expérience d'antérieure pour le guider.

2I6. Il semble d'ailleurs étonnant à nos yeux que Leventis n'ait jamais fait savoir au peuple ghanéen qu'il était leur Fondateur en la somme de £1 million (£2,400,000.00). La tractation semble avoir été étouffée jusqu'à la chute de Nkrumah.

2I7. En tout cas, il ne nous semble guère vraisemblable qu'en vue de la situation financière précaire de sa Compagnie et du lourd poids de dette pesant sur elle - elle doit £2 millions (£4,800,000.00) au Gouvernement et £1.8 millions (£4,320,000.00) à la Barclays Bank - ni sa Compagnie pouvait se permettre le luxe d'être très magnanime.

2I8. D'après les témoignages, nous sommes amenés à croire qu'il est hautement probable que le prix de l'achat soit grossi, au moins, de £5 millions (£12,000,000.00) jusqu'à £6 millions (£14,000,000.00) et que toute la tractation n'a été qu'une ruse pour détourner des fonds publics, la somme de £1 million (£2,400,000.00) dans des poches privées.

219. Nous pensons qu'un accommodement satisfaisant a été fait en ce qui touche les rentes et les dettes en question car, là, l'intérêt du Gouvernement était sauvegardé, mais nous tenons que la valeur des biens immobiliers était rehaussée.

220. Nous sommes jusqu'ici incertains, comme, à vrai dire, c'était le cas du Comité du Conseil des Ministres, de la vraie valeur des biens immobiliers. Comme lui, nous pensons, nous aussi, qu'on ne peut pas faire confiance à l'évaluation de M. Field. Il n'y avait plus d'autre estimation des biens immobiliers et bien qu'une fois le Lands Department fût instruit à faire leur valeur estimée, ces instructions étaient révoquées.

221. Quand, après avoir étudié le rapport du Comité, le Conseil des Ministres décida en février d'offrir £4.5 millions (£10.800.000.00) pour les biens immobiliers, il aurait dû éprouver le sentiment que ces biens ne valaient plus que £2 millions (£4.800.000.00). Or, il nous paraît absurde de croire que ces biens ont pu s'augmenter en valeur par £1.5 millions (£3.600.000.00) en deux mois.

222. Le Gouvernement en tant que tel, n'exprima aucun grand désir de se débarrasser de Leventis en lui versant de l'argent. Bien au contraire, c'est le dernier qui avait le souci d'exécuter ses valeurs et il n'y avait aucun besoin pour que le Gouvernement augmente son offre par autant qu'un montant de £1.5 millions (£3.600.000.00) sans en être vraiment persuadé que l'offre primitive était grossièrement insuffisante.

223. Nous avons déjà établi et couché par écrit au paragraphe 181 ci-dessus que l'accord initial d'acquiescer les biens de Leventis n'a été conclu qu'uniquement entre Nkrumah et Leventis. Quand le Conseil des Ministres décida que la question soit "mise en chambre frigorifique" pour ainsi dire, Nkrumah et Leventis, l'un avec l'autre, s'accordèrent de la recommencer. Or, seuls, les deux, en tant que nous pouvons formuler un jugement là-dessus, ont bénéficié financièrement de la tractation.

224. Monsieur Krobo Edusei a témoigné avoir appris de Leventis lui-même que c'est Nkrumah qui lui avait demandé de faire monter le prix jusqu'à £6 millions (£14.400.000.00) pour qu'il puisse employer £1 million (£2.400.000.00) de ces £6 millions (£14.400.000.00) comme un fonds de dotation pour construire des collèges et des hôpitaux etc." Bien que Krobo Edusei soit parfois donné à l'exagération et bien que ses souvenirs sur certains aspects de cette question aient été démontrés défectueux, nous pensons que son témoignage sur cet

58.

Il est appuyé par toutes les probabilités que nous avons analysées avec assez de détails.

225. Que l'augmentation ait pu être un montant de £1.5 millions (£3,600.000.00), nous le pensons possible, tout en restant insatisfaits de ce que Krobo Edusei a dit, à savoir, que la somme de £1/2 million (£1.200.000.00) était destinée au Parti. Toutefois, si les comptes du Parti sont dignes de confiance, un tel montant n'y a pas été relevé. Nous pensons qu'il est vraisemblable que Nkrumah s'est montré disposé à transiger sur la valeur des biens immobiliers et à rehausser jusqu'à £2.5 millions (£6,000.000.00) l'offre de £2 millions (£4.800.000.00) faite par le Conseil des Ministres. Bien qu'il ne fût pas entièrement content de la valeur, le Comité du Conseil des Ministres semblait être prêt à permettre qu'il monte jusqu'à £2.75 millions (£6,600.000.00) puisqu'il était disposé à offrir autant que £5.5 millions (£12.600.000.00) pour tous les biens dont il y a un fondement satisfaisant pour £2.5 millions (£6.000.000.00) au moins.

226. Nous tirons la conclusion donc, que la valeur des biens immobiliers était haussée par £1 million (£2.400.000.00) et que ce montant était dépensé de la façon indiquée aux paragraphes précédents de ce rapport. Nous constatons aussi que ni l'ex-Président ni Leventis n'a vraiment cru que la somme de £1 million (£2.400.000.00) serait employée à établir une fondation de la charité pour le Ghana.

LA RESPONSABILITE DE NKUMAH ET SON CONSEIL
DES MINISTRES POUR LE MONTANT DE £1 MILLION.
(£2.400.000.00).

227. Vu les constatations faites ci-dessus, il semble clair que l'état a le droit de sommer Nkrumah de rendre au Gouvernement le montant de £1 million (£2.400.000.00) ou à lui faire s'en acquitter en lui enlevant autant de ses biens qu'il y en aurait cette somme.

228. Le seul sujet de dispute considérable a été la responsabilité collective du Conseil des Ministres de Nkrumah, y compris lui-même. Il n'est que juste pour nous de constater qu'il manque de fondement sur lequel on peut soutenir que les Ministres de Nkrumah qui ont approuvé l'achat l'ont fait en connaissance de l'augmentation ou ont tiré profit de la tractation. Pourtant, si l'on peut établir que ces Ministres s'étaient montrés négligents en approuvant l'achat à £6 millions (£14.400.000.00), il ne serait pas nécessaire de faire

229. Si nous avons fait une analyse juste du Mémorandum du Ministre des Finances et du Commerce, (voir au paragraphe 203), il disait, en effet, à ses collègues que le montant de £1 million (£2,400.000.00) que Leventis se proposait de mettre à la disposition de Nkrumah pour l'établissement d'une dotation n'était qu'avec de l'argent de l'Etat du Ghana et non pas avec celui de Leventis. Le Ministre n'aurait pas dit cela s'il avait considéré la somme de £6 millions (£14,400.000.00) comme une valeur équitable pour les biens de Leventis. Il les avait donc invités à rejeter la proposition au sujet de la Fondation jusqu'à ce que Leventis lui-même fournisse des fonds à ce but. Autrement dit, le Ministre les avait invité à offrir le prix proposé par Leventis mais moins la somme de £1 million (£2,400.000.00).

230. Néanmoins le Conseil des Ministres approuva l'achat à £6 millions (£14,400.000.00). En conséquence, le montant de £0.75 million (£1,800.000.00) au moins, de cette somme était éventuellement rendu et Nkrumah s'en est emparé tout seul. Cela, à notre avis, constitue une négligence coupable pour laquelle les Ministres, tout comme Nkrumah, doivent être tenues responsables.

LE CAS DES MINISTRES DU CABINET.

231. Toutefois les Ministres se justifient sur deux points. En premier lieu, ils s'expliquent qu'ils s'étaient tous opposés au prix de £6 millions (£14.400.000.00) et ne s'inclinèrent que devant la grande insistance de Nkrumah, celui-ci manifestait un intérêt personnel dans cette tractation en particulier. En second lieu, ils soutiennent qu'en tout cas il n'étaient que les conseillers de Nkrumah en vertu de l'Art 8(2) de la Constitution et ne sont donc pas responsables collectivement avec lui pour les décisions prises avec leur aide. C'est lui seul, disent-ils, qui était responsable des décisions, parce que le Pouvoir Exécutif de l'Etat était investi en lui. Quelques-uns des Ministres, pas tous, s'expliquent aussi qu'ils étaient amenés à croire que Leventis offrait, en effet, plus de biens que ne contenait son offre primitive qui a été l'objet de la décision du Conseil des Ministres en février.

232. Les autres Ministres tombèrent d'accord avec l'affirmation de Monsieur K.A. Ofori Atta; celui-ci nous a fait des renvois aux Articles 8(2), 15 (1) et 16(2) de la Constitution pour soutenir sa thèse.

233. En présence de ces faits nous nous sentons disposés à croire que plusieurs des Ministres qui ont participé à la formulation de cette décision, en étaient mécontents et nous sommes convaincus que Dowuona-Hammond et, à un moindre degré, Krobo Edusei, s'étaient montrés bruyants dans leur opposition à la proposition. Mais il est à regretter que les autres Ministres, surtout ceux qui avaient participé à élaborer la recommandation du Comité du Conseil des Ministres, n'avaient exprimé leurs inquiétudes qu'avec hésitation. Cependant, n'importe s'ils avaient été éventuellement persuadés ou trompés, car nous constatons d'emblée qu'une majorité d'entre eux ont donné leur accord à la décision autorisant le Ministre des Finances et du Commerce à acheter les biens de Leventis à £6 millions (¢14.400.000.00). Adhérer à leur affirmation actuelle que dans la plupart, ils s'y étaient opposés, ce serait récuser l'exactitude des documents officiels authentiqués du Conseil des Ministres.

234. Nous nous croyons titrés à faire crédit aux Ministres aussi bien qu'au personnel du Conseil des Ministres, d'une connaissance de la loi de 1960 sur le Cabinet et les Ministres, la section 3 (3) de laquelle soutient notamment "qu'au cas où des problèmes sont soumis à la décision du Conseil des Ministres, toute décision prise sera considérée comme celle du Conseil des Ministres si la majorité de votes des membres présents et votant, est exprimée en sa faveur". Il ne peut y avoir aucun argument que la question du prix auquel les biens de Leventis seront achetés, se voulait être, et était en effet, une décision du Conseil des Ministres. Il ne s'agit pas là de pouvoirs spéciaux du Président.

235. Par conséquent, si la doctrine bien connue de la responsabilité collective du Conseil des Ministres s'applique dans ce pays, tous les Ministres qui ont participé à prendre la décision, doivent être tenus passibles à réparer la perte causée à la Trésorerie.

236. L'article 16(2) de la Constitution place en charge du Conseil des Ministres, la direction et le contrôle, en général, du Gouvernement. A nos yeux, ceci veut dire que le Président n'est pas l'unique Exécutif de l'Etat, mais qu'il est tel avec un conseil des Ministres qu'il est obligé par la loi d'établir. Incontestablement, il est le chef mais pas l'unique Exécutif et cela semble être la raison pour laquelle il n'a qu'un vote comme les autres Ministres quand il s'agit des questions exigeant une décision du Conseil des Ministres.

Lui, ou n'importe qui, qui préside à titre provisoire la réunion du Conseil des Ministres, n'a qu'un vote supplémentaire que là où le Conseil des Ministres se divise en égalité de votes.

237. Nous sommes satisfaits de ce fait, si de rien d'autre, que les Ministres ne sont pas de simples conseillers du Président quand ils formulent une décision au Conseil des Ministres, mais de participants efficaces dans la prise de décisions, qui peuvent aboutir à des conclusions contraires à la position prise par le Président, s'il arrive que celui-ci se range avec la minorité. Si les Ministres peuvent exercer de tels pouvoirs c'est impensable qu'ils puissent faire ainsi sans les responsabilités correspondantes.

238. Nous ne pouvons pas découvrir ni de l'Article 8(2) qui investit le Président des Pouvoirs Exécutifs de l'Etat, ni de l'Article 8(4) qui donne au Président le droit d'agir selon sa discrétion, dans l'exercice de son pouvoir exécutif, les obstacles contre notre avis que les Ministres sont conjointement responsables avec le Président pour les décisions prises par le Conseil des Ministres.

239. Outre sa présidence sur les réunions du Conseil des Ministres, le Président a beaucoup d'autres fonctions qu'il doit remplir en tant que Chef de l'Exécutif. Par exemple aux termes de l'Article 15(1) de la Constitution, il est obligé de nommer les Ministres pour constituer un Conseil des Ministres. Ceci étant une fonction uniquement investie en lui, ne saurait être exercée sous l'Article 8(4), sur l'avis d'aucune personne et de ce fait, il prend seul la responsabilité pour ses actions dans ce domaine.

240. Nous ne concevons pas notre devoir comme celui d'un examen académique des diverses sections de la Constitution mise en suspens. Nous croyons que notre tâche n'est que d'établir si oui ou non, les Ministres d'Etat qui, avec Nkrumah, ont sanctionné l'achat, sont, sur les bases de la responsabilité collective du Conseil des Ministres, conjointement avec lui, passibles. Nous soutenons qu'ils le sont.

241. Il vaut peu-être la peine de faire remarquer que l'argument qui est actuellement mis en avant par les Ministres pour s'excuser de la responsabilité est celui même qu'ils avaient, sans équivoque, rejeté quand les mêmes sections, qu'ils invoquent actuellement en leur faveur, étaient sous débat le 15 mars 1960, à l'Assemblée Constituante. (Voir rapport officiel des délibérations de l'Assemblée Constituante, mars-juin, 1960, à la page 102 et seqq).

62.

242. Nous avons exprimé l'avis au paragraphe 233 de ce rapport-ci que quelques-uns des Ministres s'étaient opposés à la décision qui a éventuellement été prise. Toutefois, s'ils voulaient se dérober à la responsabilité collective, ils n'avaient qu'un devoir qui se montrait claire: démissionner. A la page 276 de la 3ème Edition du Livre de Jennings sur le Gouvernement de Cabinet paraît ce qui suit:

"Pour tout ce qui se passe au Conseil des Ministres chacun de ses membres qui ne démissionne pas est absolument et irréparablement responsable et n'a aucun droit de dire plus tard qu'il était d'accord à transiger sur un cas tandis que sur un autre il était persuadé par ses collègues. Il faut donc qu'un Ministre qui n'est pas disposé à défendre une décision du Conseil des Ministres démissionne".

243. Tandis que nous ne pouvons pas nous empêcher d'exprimer quelque sentiment de la sympathie pour quelques individus comme Dowuona-Hammond, Krobo Edusei et d'autres Ministres qui s'étaient opposés à la décision de liquider Leventis à £6 millions (£14.400.000.00), nous nous sentons obligés de soutenir que tous les membres du Conseil des Ministres dont les noms figurent à l'Appendice IX, sont collectivement passibles à faire la réparation de la somme de £1 million (£2,400.000.00) à la Trésorerie.

244. Nous rejetons l'argument que mettent en avant quelques Ministres qu'ils étaient amenés à croire en avril 1962 que Leventis offrait plus de bien qu'il ne le fit plus tôt en février 1962. Il n'y a absolument aucun fondement pour cette conviction.

VERSEMENT PAR LE GROUPE DE COMPAGNIES
PARKINSON HOWARD.

245. Messieurs Parkinson Howard et Cie, eux aussi, nous ont rendu témoignage volontairement et ont dit qu'ils avaient versé des sommes à la demande de certains Ministres. Bien entendu, ils ne sont pas bien placés de dire si les montants divers versés par eux étaient parvenus au coffres de la C.P.P. Mais avant que les Commissions d'enquête ne soient désignées, ils n'avaient de toute façon, aucune raison de douter que la C.P.P. n'a pas reçu ces versements.

246. Ils auraient dû prendre connaissance, aussi, du fait qui a été établi devant nous que, dans certains cas, des fonds réunis ostensiblement pour la C.P.P. subissaient des métamorphoses honteuses, pour devenir l'argent de Nkrumah,

lequel argent retrouve son chemin avec sûreté dans ses comptes privés.

63.

247. De sa propre volonté la Compagnie a témoigné à l'avenant qu'entre 1958 et 1965, elle a versé des fonds s'élevant au montant d'à peu près £123.000 (¢295.200) à la C.P.P. Monsieur Granville qui a témoigné pour la Compagnie a dit qu'elle a effectué ces versements parce que certains ministres du Gouvernement dont les noms seront mentionnés tout à l'heure, l'avaient fait entendre qu'elle devait sur ses bénéfices faire des cotisations à la C.P.P. si elle s'attendait à ce que ses affaires prospèrent dans ce pays. Selon Monsieur Granville, en tant qu'hommes d'Affaires, ils n'avaient aucune intention à gaspiller leur argent, et bien qu'il ne l'ait pas dit, après son témoignage nous avons eu l'impression que la Compagnie n'avait vu en cette demande qu'une menace voilée.

248. Nous constatons qu'entre 1958 et 1959 la Compagnie a versé à certains Ministres pour transmission à la C.P.P. à peu près £38.000 (¢91.200.00). Nous constatons également qu'en 1960, elle a encore versé dans le même but £85.000 (¢204.000.00) à peu près. Nous sommes assurés que ces versements étaient effectués en espèce à la demande des Ministres.

249. Nous constatons qu'Ayeh-Kumi lui avait demandé de nouveau de faire de versements supplémentaires et qu'elle accepta de faire une contribution globale de £120.000 (¢288.000.00) par acomptes mais cette fois-ci, par chèque.

250. Nous constatons qu'un accord spéculatif était conclu entre le Groupe de Compagnies Parkinson Howard et une Compagnie nommée "West African Industrial Consultants" selon lequel celle-là accepta de verser à celle-ci £120.000 (¢288.000.00) pour des services prétendus consultatifs. La dernière Compagnie devait elle-même verser ce montant à NADECO & Cie. pour transmission à la C.P.P.

251. Nous sommes satisfaits que sous ce contrat un montant de £82.500 (¢198.000.00) a été versé à NADECO au bénéfice de la C.P.P. Cet accord qui nous a été présenté en pièce à conviction, est datée le 14 avril 1964.

CONTROVERSE ENTRE LE GROUPE PARKINSON HOWARD
ET LES MINISTRES.

252. Selon M Granville, sa Compagnie était donnée à entendre, au cours des années, que si elle ne fit pas de cotisations au Parti, son avenir dans ce pays risquerait d'être peu prospère. Le premier versement, dit-il, était effectué à de différentes reprises en 1958. Versés à Gbedemah et Botsio en personne, ces paiements s'élevaient à £38.000 (¢91.200.00). Le deuxième, qui s'élevait à £85.000 (¢204.000.00), était versé à Gbedemah, Botsio, Krobo Edusei et Ayeh-Kumi.

Le troisième versement était effectué à NADECO selon la méthode stipulée dans l'accord du 14 Avril, 1964. Granville témoigne que les personnes responsables pour la réception de l'argent en espèce lui avaient donné l'impression décrite ci-dessus.

253. Cependant, tous les Ministres ont disputé la vérité de cela. Bien que Parkinson Howard aurait versé des montants à la C.P.P., disent-ils, de telles sommes ne leur étaient pas versées en personne à aucun moment. Tous nient également de n'avoir rien dit qui aurait pu donné à Parkinson Howard & Cie. l'impression qu'elle s'était formée, comme a dit M. Granville.

254. Ainsi, y a-t-il deux simples questions de fait à établir entre Granville d'un côté et les Ministres du Gouvernement de l'autre. En effet, Ayeh-Kumi n'a aucunement cherché à contredire M. Granville, aussi la question se réduit-elle à un cas de crédibilité entre M. Granville d'une part et Gbedemah, Botsio et Krobo Edusei, de l'autre.

255. Nous avons déjà noté au paragraphe 249 que les versements témoignés par M. Granville ont été effectués en réalité.

Mais le vrai noeud de cette question est ceci: outre Ayeh-Kumi, qui étaient les autres intermédiaires ?

256. Pour sa part, Granville reste absolument certain qu'en 1958-1959, les versements en espèce étaient effectués à Gbedemah et à Botsio et que ceux de 1960 étaient effectués aux mêmes personnes plus Krobo Edusei et Ayeh-Kumi.

257. Les versements, a dit également Granville, n'étaient pas effectués en une grosse somme, mais petit à petit et de temps à autre, pendant cette époque.

258. Selon nous, si les Ministres n'avaient pas reçu les versements et n'avaient pas donné l'impression témoignée par Granville, alors, des deux conclusions, l'une est évidente, à savoir.

- a) ou Granville avait monté une fausse accusation à dessein en vue d'impliquer des Ministres,
- b) ou Granville s'était sincèrement trompé des personnes à qui les versements étaient effectués.

259. On pourrait tout de suite disposer de la première alternative. L'impression que nous fait M. Granville est celui d'un témoin franc et sincère et toute personne qui l'a entendu rendre témoignage n'a pu s'empêcher de croire qu'il est extrêmement honnête. Nous ne croyons pas qu'il a monté une fausse accusation contre les Ministres.

260. Pouvaient-on dire donc, qu'il s'était trompé des personnes

à qui les versements étaient effectués ? A notre avis, ceci n'était pas le cas. Granville a soutenu qu'il connaissait extrêmement bien ces Ministres. Vers la fin des années 50, toute personne qui avait de quoi à traiter avec les Ministres du Gouvernement, ne pouvait se permettre de ne pas connaître Gbedemah, Botsio et Krobo Edusei. Le témoignage démontre, d'ailleurs, que les gérants de cette Compagnie entretenaient des rapports sociaux avec ces Ministres et se rendaient visites.

261. Le témoignage démontre que Gbedemah n'avait éprouvé aucune répugnance particulière en recevant de l'argent des entrepreneurs au nom de la C.P.P. Il a lui-même volontairement rendu témoignage qu'une fois, quand il se trouvait à Londres, un certain Monsieur Scott dont la firme remplissait les fonctions de consultants au Gouvernement Ghanéen, lui avait versé £10,000 (£24.000.00) pour la C.P.P. Il accepta cette somme et la remit ultérieurement à Nkrumah.

262. Toute personne qui connaissait Krobo Edusei ne douterait pas qu'un homme de son étoffe éprouverait des scrupules à accepter de l'argent destiné au Parti.

263. Selon Botsio, les gérants de Parkinson Howard lui ont informé qu'ils faisaient des contributions au Parti. Or, Botsio ne voyait rien de malsain à ce que des firmes étrangères fassent de dons à un Parti avec les idéologies duquel elles n'étaient guère familières.

264. Nous avons déjà noté au paragraphe 80 de ce présent rapport que d'après le dossier de la C.P.P., l'une des façons par lesquelles le Parti pouvait légitimement réunir des fonds était celle de la demande directe adressée aux firmes auxquelles des contrats étaient adjugés.

265. A notre avis, aucun des trois Ministres n'a dit la vérité sur cette question. Sur ce sujet nous croyons que Gbedemah était un témoin mal à l'aise, et que la mine de confiance en soi qu'il avait manifestée quand il témoignait sur le vote pour parer aux imprévus, semblait lui avoir quitté. Botsio n'était qu'un piètre témoin peu convaincant; quant à Krobo Edusei, il ne chercha qu'à tourner une question sérieuse, en faissant de farces dénuées de tout esprit.

266. Nous sommes entièrement satisfaits que ces trois Ministres, savoir, Gbedemah, Botsio et Krobo Edusei, ont fait la menace cachée à la Compagnie, laquelle menace nous avons décrite ci-dessus. Ils sont parvenus à faire la Compagnie verser de fonds. Nous constatons que ces fonds étaient versés en espèce en 1959 et en 1960 à ces Ministres aussi bien qu'à

66.

267. Notre avis sur cette question est appuyé, croyons-nous, par ce fait: puisque les versements étaient exigés et obtenus en espèce, Parkinson Howard s'aurait assurée qu'ils fussent effectués à de personnages importants du Parti aptes à les transmettre en sûreté au Parti. Que Gbedemah, Botsio et Krobo Edusei, membres fondateurs de la C.P.P. et Ministres fussent de tels personnages, c'est là un fait qui ne peut pas être contredit.

268. Les comptes de la C.P.P. examinés par nous révèlent de "dons" appréciables consignés comme reçus de donateurs anonymes. Or, ce n'est pas improbable que les contributions de Parkinson Howard fassent partie de ces dons prétendus.

269. Si cela est exact, alors, nous ne pouvons pas comprendre pourquoi ces Ministres ont choisi à raconter de mensonges au sujet de cette question. Dans les nouvelles circonstances de ce pays, nous ne le croyons pas invraisemblable qu'ils éprouvent de remords en se rappelant qu'ils abusèrent de leurs positions de Ministres à mendier de l'argent pour leur Parti et même des firmes étrangères qui entretenaient des relations étroites avec le Gouvernement. Nous croyons qu'il n'y a là rien dont, en s'y réfléchissant, ils peuvent se faire gloire.

LE GROUPE PARKINSON HOWARD EST-IL DISCULPABLE ?

270. Bien que nous devons féliciter le Groupe Parkinson Howard pour son offre volontaire de témoignages que nous avons trouvé dignes de foi et utiles, nous ne pouvons pas le tenir quitte pour avoir été complice de ce qui, au dire de tout le monde, est une tractation douteuse.

271. Selon Granville, les versements n'étaient pas faits à bon gré mais sous une menace voilée. Nous sommes incapables de comprendre pourquoi une Compagnie d'une telle bonne réputation devait céder à de telles menaces si elle n'était pas elle-même ouverte, en quelque sorte, à la vénalité.

272. Quoi que ce soit la position dans les autres pays à l'égard de dons offerts aux Partis politiques, nous ne pouvons pas nous amener à croire qu'il y eût de quoi à admirer par la Compagnie Parkinson Howard, quand il s'agit de l'idéologie et de la politique de la C.P.P., lesquelles elle aurait voulu encourager en fournissant de fonds. Si cela a été le cas, les contributions auraient été volontaires.

.....67

273. Nous nous tenons titrés à formuler la constatation qu'elle aurait dû effectuer ces contributions dans la conviction sûre qu'à son tour, le Gouvernement C.P.P. continuerait à considérer en sa faveur les demandes qu'elle aurait faite pour continuer à travailler dans ce pays. C'était, selon nous, une sorte de quid pro quo.

274. A cet effet, elle était disposée à conclure un accord spécieux qui inscrit ses contributions sur une liste en rapport aux contrats.

275. Puisque la Compagnie a dû faire des contributions à la C.P.P., nous avons de la peine à nous tenir satisfaits du fait que cela n'avait pas exercé une influence sur le prix coté par elle pour les projets divers qu'elle a accompli dans ce pays.

276. Tout en ne voulant pas être sévère envers le Groupe Parkinson Howard pour n'avoir pas au moins essayé de tenir secret quoi que ce soit, la tractation dans laquelle elle s'était engagée avec la C.P.P., nous ne saurions guère condamner sa conduite en termes trop sévères.

LA CORPORATION DE LA GHANA AIRWAYS
ET L'ACCEPTATION DES POTS DE VIN.

277. A un moment donné entre 1958 et 1959, trois avions: 2 Hérons et 1 Dakota, étaient achetés pour la Ghana Airways par le Gouvernement. L'achat était effectué par l'entremise d'une Compagnie nommée les Ethelburga Agencies Ltd., Londres. Les honoraires de service de cette Compagnie étaient versés par les manufacturiers des appareils. Une partie de ces honoraires reçus était rapatriés au Ghana et versés à Nkrumah dans les circonstances racontées ci-dessous.

278. Les Ethelburga Agencies de Londres ont, paraît-il, une filiale au Ghana, nommée Ethelburga (West Africa) Ltd. Entre 1958-59, le Dr. W. Lutterodt était l'un des gérants non seulement de la Ghana Airways mais aussi d'Ethelburga (West Africa) Ltd. En tant que l'un des gérants de la Ghana Airways, il semble avoir eu un devoir à remplir quant à l'achat de ces avions.

279. Le Dr. Lutterodt a témoigné qu'après l'accomplissement de l'achat il avait fait la proposition à sa mère Compagnie, c'est-à-dire les Ethelburga Agencies de Londres que, s'ils versaient à la C.P.P. une partie des honoraires gagnés, ils réussiraient à établir de rapports cordiaux entre eux-mêmes et le Gouvernement du Ghana." Selon le Dr. Lutterodt, la Compagnie se rangea à cette proposition et lui envoya

68.

280. Au dire du Dr. Lutterodt, il remit à son tour ce montant en espèce à M. Botsio dans son rôle de Secrétaire du Comité Central de la C.P.P. mais il dit qu'il préférerait que la somme soit versée à Nkrumah. Par conséquent Botsio et le Dr. Lutterodt s'en allèrent ensemble et versèrent cette somme en espèce à l'ex-Président. Ce dernier à son tour remit £1,000 (¢2,400.00) au Dr. Lutterodt en lui disant que ce montant devait être réparti entre les autres Directeurs de la Ghana Airways comme "boisson de donation".

281. Botsio a témoigné, le 9 mai 1966, et a corroboré le fait du versement de ce montant à l'ex-Président et le retour par ce dernier de £1,000 (¢2,400.00) à être réparti entre les Directeurs de la Ghana Airways. Il a ajouté que l'ex-Président avait lui-même indépendamment entendu parler de cet argent et l'avait demandé d'aller se renseigner là-dessus auprès de la Ghana Airways.

282. Nous constatons que la somme de £14,400 (¢34.560.00) a été versée à Nkrumah et qu'il a retourné £1,000 (¢2,400.00) au Dr. Lutterodt. Nous avons cherché sans succès à relever ce versement dans les comptes de la C.P.P., lesquels comptes nous ont été soumis comme pièces à conviction. Selon Botsio, il ne s'était pas gêné à s'assurer si la somme de £13,400 (¢32.160.00) était, en effet, versée à la C.P.P. Etant donné que Nkrumah a pu offrir en cadeau autant que £1,000 (¢2,400.00) destiné au Parti, on peut dire au moins qu'il ne se sentait pas obligé de lui rendre compte sur le montant exact qu'il a reçu en son nom.

283. Nous croyons que l'ex-Président aurait dû s'apercevoir également qu'il n'était pas apte à être interrogé ou sommé par personne de rendre compte des sommes reçues au nom de la C.P.P. ce qui, croyons nous, fournit une raison de plus pour la constatation faite par nous au paragraphe 65(c) de ce rapport-ci, savoir, que, de temps à autre, des fonds réunis ou destinés à la C.P.P. étaient, sur ses ordres, versés à son compte privé.

QUERELLE AU SUJET DE CE QU'IL FAUT FAIRE
AVEC LA SOMME DE £1,000 (¢2,400.000.00).

284. Les autres Directeurs de la Ghana Airways avec qui le Dr. Lutterodt a dit avoir partagé le montant de £1,000 (¢2,400.00) étaient Messieurs Mercer et Fiawoo; pourtant tous les deux ont nié avoir reçu une portion de cet argent et ont soutenu qu'ils ne savaient rien de ladite somme de £1,000 (¢2,400.00).

.....69

285. L'histoire du cadeau de £1,000 (£2,400.00) fait par l'ex-Président aux Directeurs de la Ghana Airways en reconnaissance de service rendu par eux à la C.P.P., savoir, l'obtention d'un grand avantage financier et l'acceptation de ce cadeau par ces Messieurs, nous paraît être une histoire ordinaire et vraisemblable. Mais cette histoire se fonde uniquement sur l'affirmation positive du Dr. Lutterodt et qui plus est, son démenti était également affirmé avec non moins d'ardeur par Mercer et Fiawoo.

286. Trois lettres écrites à un représentant d'Ethelburga Agencies de Londres environ l'époque où ces pots de vin ont été reçus, nous ont été soumises en pièces à conviction. Dans ces lettres Lutterodt a recommandé la discrétion à l'égard de l'histoire de ce pot de vin et a imploré les Ethelburga Agencies de ne pas mettre à jour à ses co-Directeurs le fait du versement.

287. Nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi le Dr. Lutterodt était soucieux de garder sous silence le fait de ces versements vis-à-vis ses co-Directeurs. S'il l'a considéré raisonnable de les tenir à l'écart du versement du pot de vin, nous ne pouvons pas être sûrs qu'il n'aurait pas voulu les écarter de la somme même de £1,000 (£2,400.00) en espèce que l'ex-Président leur a donné.

288. Selon notre compréhension de la question, l'ex-Président a rendu le montant de £1,000 (£2,400.00) aux Directeurs Ghanéens pour service rendu. Si le Dr. Lutterodt se considérait comme la seule personne qui a rendu service et qui méritait donc un pot de vin en retour, alors il ne nous semble pas invraisemblable qu'il aurait voulu garder également et, tout à lui seul, ce montant de £1,000 (£2,400.00).

289. Quant à ce qui est la vérité de cette question nous en restons toujours complètement incertains et nous ne pouvons faire autrement que de constater que nous ne le tenons pas pour établi que Mercer et Fiawoo ont, en effet, reçu les montants de £400 (£960.00) et £300 (£720.00) respectivement, comme a prétendu le Dr. Lutterodt.

LE POT DE VIN DE £7,750 (£18.600.00) ET
LES DIRECTEURS DE LA GHANA AIRWAYS.

290. Nous constatons qu'au courant de l'année 1959, M. Mercer qui était alors Président de la Ghana Airways, reçut de B.E.A. et de Fields Aircraft Services, les sommes de £1,750 (£44.200.00) et de £6,000 (£14,400.00) respectivement. Ces versements étaient reçus à Londres par M. Mercer qui les considérait comme des

291. Nous constatons que ces sommes étaient éventuellement versées aux caisses de la Ghana Airways et notées dans les procès-verbaux de la neuvième réunion du Conseil de Directeurs comme rabais "reçus sur avions et transmis à la Corporation à une date postérieure au 30 juin 1959 par les Directeurs en question".

292. En ce qui concerne la demande et l'acceptation des pots de vin sur les avions achetés par les Directeurs de la Ghana Airways, M. Mercer s'est justifié en disant que lui et les autres Directeurs Ghanéens avaient cru que l'Article 69 du memorandum et le contrat d'Association leur conféraient ce droit.

293. Il a avoué que deux Directeurs de souche anglaise de la Ghana Airways étaient d'avis contraire et la question était éventuellement portée à la connaissance de l'ex-Président.

294. La solution qu'à donnée Nkrumah à cette question était ce qu'on pouvait bien s'attendre de lui: il proposa que la somme de £7,750 (¢18,600.00) soit versée au Parti. Or, dans ces affaires, Nkrumah et le Parti n'étaient que de termes synonymes, et un versement à lui-même l'aurait convenu.

Cependant il n'avait pas réussi à faire accepter ce manœuvre et comme nous l'avons constaté au paragraphe 291, la somme de £7,750 (¢18,600.00) était à la fin versée au compte de la Ghana Airways.

295. Nkrumah s'était soumis au fait accompli de ce versement à la Ghana Airways, non parce qu'il éprouvait de scrupules particulières à ce sujet, mais parce qu'il se rendit compte du fait que les Directeurs anglais s'étaient campés solidement sur leurs jambes quant à cette question, ce qui lui avait rendu peu disposé à se faire voir sous ses vraies couleurs, savoir, que lui et son Parti se tiraient profit des contrats qu'ils passaient au nom du Gouvernement.

296. Le Dr. Lutterodt a accusé Mercer d'un comportement déshonorant pour avoir reçu ces pots de vin. Selon lui, Mercer a fait monter le prix de ces appareils et n'aurait reçu ces pots de vin qu'à l'insu de ses co-Directeurs, dans l'intention de s'en emparer tout seul.

297. Mercer conteste cela: il a soutenu que non seulement lui seul, mais aussi ses co-Directeurs Ghanéens, partageaient avec lui à l'époque, l'avis que l'Article 69 et le contrat d'Association de la Ghana Airways leur conféraient le droit de demander et de retenir pour eux-mêmes des pots de vin.

298. Nous avons lu nous-mêmes, l'Article 69 en y faisant le mot à mot mais nous sommes étonnés qu'une telle interprétation peut y être tirée et soutenue par Mercer.

299. Cependant si Mercer s'était trompé dans son interprétation de l'Article 69, nous pensons que la faute en elle-même ne doit refléter aucun discrédit sur lui, si elle était sincèrement commise. Après une étude du livre des procès-verbaux de la Ghana Airways, nous tenons que cette fausse interprétation de l'Article 69 a été tenue de bonne foi par Mercer aussi bien que partagée par M. Lutterodt et M. Fiawoo.

300. Nous admettons le témoignage de Mercer que le montant de £7,750 (Ø18,600.00) était déposé avec le comptable de la Ghana Airways et que, quand les Directeurs Ghanéens s'aperçurent de la construction fausse qu'ils avaient mise sur l'Article 69, ce montant était versé à la Ghana Airways et traité comme une remise sur le prix des appareils.

301. D'après nous les allégations du Dr. Lutterodt que Mercer a fait monter le prix de ces appareils sont dénuées de tout fondement et nous les tenons pour fausses.

VERSEMENT DE 100.000 D.M. PAR
H. STULCHKEN ET FILS DE HAMBOURG.

302. Nous constatons qu'au courant de l'année 1962, le Gouvernement Ghanéen était disposé à faire des prolongements au port de Tema ou à construire une cale sèche. Comme paraît être la procédure suivie, cette intention du Gouvernement était communiquée aux Ambassades et Consulats Ghanéens à l'étranger.

303. L'un de ceux à recevoir cette information était M. E.E. Asafu-Adjei qui, à cette époque, cumulait les postes de Représentant Maritime de Black Star Line et de Consul Honoraire à Hambourg. Nous croyons que M. Adjei a dû faire savoir cette intention du Gouvernement à une firme de constructeurs navales d'Allemagne Ouest, appelée H. Stulchken et Fils de Hambourg et l'avait amenée à s'intéresser au projet.

304. Nous croyons que M. Asafu-Adjei l'a dû demander également de se conformer à la coutume chez le Gouvernement du Ghana de ces jours, c'est-à-dire de faire de "dons" au Parti au pouvoir.

305. La firme d'Allemagne Ouest était disposée à s'y conformer mais comme hommes d'affaires très entendus, semble-t-il, elle voulait s'assurer que les "dons" seront recouvrables dans le cas où elle ne réussira pas à remporter le contrat.

306. Nous constatons que cette firme a versé, le 11 septembre 1963, à Asafu Adjei, la somme de Cent milles Deutsche Marks - l'équivalent de Dix Milles Livres Sterling. Il a été convenu que cet argent soit déposé chez l'ambassadeur du Ghana accrédité auprès du Gouvernement Ouest Allemand jusqu'à ce que le contrat soit adjugé à la firme.

72.

Cette somme devait être remboursée si la firme ne réussissait pas à remporter le contrat. L'accord ainsi intervenu dans cette tractation était découvert par la Police et nous a été soumis comme pièce à conviction.

307. Nous constatons que les conditions contenues dans cet accord ont été observées et que cette somme était dûment déposée chez M. Doe qui a lui-même témoigné sur le bien-fondé de ce fait.

308. Cette firme n'a pas eu le contrat, lequel était, en effet adjugé au Groupe Parkinson Howard dont le comportement passé démontre qu'il peut très bien co-opérer avec le Parti du Gouvernement quant au versement de contributions "volontaires".

309. La firme d'Allemagne Ouest, selon les conditions de l'accord du 11 septembre 1963, chercha donc à recouvrer sa "donation" mais faillit de ne pas y réussir. La raison en a été fournie par M. Doe, l'Ambassadeur du Ghana en Allemagne Ouest.

310. M. Doe a témoigné qu'au courant de 1963, il est rentré à Accra en consultation officielle et qu'il s'était présenté à l'ex-Président à la demande de celui-ci. Pendant l'entrevue qui a eu lieu, la question du versement effectué par la firme allemande était soulevée. Nkrumah donna des instructions alors qu'on verse cet argent à NADECO & Cie.

311. Selon la Commission d'enquête Azzu Crabbe, cette Compagnie a été fondée pour servir d'entrepôt afin de recueillir des pots de vin. D'après nous, ni Nkrumah ni Doe aurait pu croire que l'objet de ce versement était autre que celui de persuader le Gouvernement à adjuger le contrat à cette firme-là.

312. Selon M. Doe, il a remontré devant son Ministre - M. Botsio que l'argent devait être remboursé à la firme allemande quand il avait appris que ce contrat là avait déjà été adjugé à Parkinson Howard. Il réussit à convaincre son Ministre sur ce point, ce qui fait que Nkrumah contremanda ses ordres quant au versement de cette somme à NADECO.

313. Bien qu'il soit intervenu un désaccord entre M. Doe et Asafu Adjaye quant à la manière du remboursement, nous sommes convaincus que cette somme a été depuis lors remboursée à la firme d'Allemagne Ouest.

314. Nous le considérons une atteinte déplorable portée à la dignité de ce pays que nos représentants à l'étranger eussent co-opéré et reçu au nom du Parti du Gouvernement d'alors de l'argent qu'ils auraient dû savoir destiné à persuader d'une façon malsaine le Gouvernement à passer de contrats dans ce pays.

..... 73

73.

LES CONTRATS DREVICI.

315. Un nommé Monsieur Noe Drevici, la nationalité de qui sa femme nous semblait vouloir cacher, arriva dans ce pays au courant de 1962 de la République Fédérale d'Allemagne.

316. Entre cette période et juin 1965, cinq Compagnies avec lesquelles il semble s'être étroitement lié, étaient entrées dans plusieurs contrats avec le Gouvernement Ghanéen. Ces Compagnies nous ont été décrites sous le nom de "Groupe Drevici" par les témoins.

317. Un fonctionnaire du Ministère des Finances a témoigné que les registres de ce Ministère indiquent que les contrats passés entre le Gouvernement Ghanéen et le Groupe de Compagnies Drevici se portent au nombre de dix-sept, à un coût, en gros, de £62,555.00 (¥150.133.200.00).

318. Nous n'avons pas été mandatés à examiner les circonstances qui entourent l'exécution de ces contrats, aussi n'avons-nous pas essayé d'en étudier. Il ne nous appartient pas non plus de prononcer si oui ou non quelques-uns de ces accords ne sont pas dans le meilleur intérêt de ce pays.

319. Nous avons déjà fait la constatation qu'une des pratiques courantes par laquelle la C.P.P. se mettait en fonds était d'exiger de pots de vin sur des contrats ou de solliciter des contributions "volontaires". C'est-là le moyen par lequel l'ex-Président lui-même se procurait également son revenu supplémentaire.

320. Il va sans dire donc, nous paraîtrait-il, qu'un groupe de Compagnies qui a pu engendrer tant de "bonne volonté" de la part du Gouvernement ou de l'ex-Président à tel point qu'il pourrait être favorisé de contrats dont le coût s'élève à plusieurs millions de livres (sterling) devait être, pour ainsi dire, une Affaire d'Or pour la C.P.P. ou l'ex-Président.

321. Se basant sur des renseignements dont il disposait, M. Djaba a témoigné que sur les seuls contrats pour la construction des silos à grains et à cacao, £63 millions (¥7,200.000.00) était versé à l'ex-Président par M. Drevici.

322. M. Drevici lui-même n'a pas comparu devant nous mais il était représenté par sa femme. Madame Drevici renseigna la Commission que "l'arrivée de son mari dans le pays n'était que l'affaire de quelques jours" mais il n'était pas encore rentré quand les séances de la Commission touchèrent à leur fin cinq semaines après ce témoignage-là.

.....74

74.

323. Néanmoins Madame Drevici a témoigné quant au procédé de négociation et de signature des divers contrats passés entre le Gouvernement du Ghana et le Groupe Drevici. Elle a nié, avec indignation, que son mari a fait des versements à la C.P.P. ou l'ex-Président ni qu'il a été demandé de faire de tels versements.

324. En raison de la règle que nous avons formulé au paragraphe 144 de ce rapport-ci, nous ne sommes pas en état d'accepter le témoignage de Djaba comme preuve du fait que M. Drevici aurait versé £63 millions (Ø7,200.000.00) à l'ex-Président.

325. Ni M. Ayeh-Kumi ni aucun des individus mentionnés au paragraphe 89, qui peuvent être proprement décrits comme les "tuyaux conducteurs" par où des sommes s'écoulèrent à l'ex-Président, ont admis avoir reçu aucun argent de M. Drevici destiné au compte de l'ex-Président.

Néanmoins nous ne pensons pas que cela tranche la question d'une façon concluante, car nous avons déjà constaté et rapporté au paragraphe 83 que quelques-uns de ces prétendus pots de vin se versaient à Nkrumah en personne.

326. Des témoignages dignes de foi démontrent que Drevici était personnellement connu par l'ex-Président et que, de temps à autre il faisait visite chez Nkrumah à Flagstaff House - sa résidence officielle.

327. Pour montrer que Nkrumah manifestait un intérêt extraordinaire au sujet de Drevici et que de temps à autre il mettait l'intérêt du Groupe Drevici au-dessus de l'intérêt public, des fonctionnaires ont témoigné sur les suivants:-

- a) Contrairement à la pratique quant au travail courant du bureau, quelques-uns des propositions contractuelles de Drevici étaient soumises directement au Bureau du Président et non pas aux Ministères intéressés.
- b) De temps à autre les Ministères étaient commandés par l'ex-Président d'entrer en contrats avant même qu'ils n'eurent le temps d'étudier leur situation économique ou d'examiner leur viabilité.
- c) De temps en temps des ordres étaient donnés par l'ex-Président pour qu'on entre dans des contrats quand les sujets mentionnés dans la section (b) ci-dessus étaient en cours d'étude par les experts.

.....75

- d) L'ex-Président ordonna qu'on termine le contrat de Doxiades, une firme d'ingénieurs et d'architectes qui surveillait quelques-uns des contrats Drevici, bien que le Ministre de l'Industrie éprouva une entière satisfaction que leur travail se progressait d'une façon à non plus désirer.
- e) Bien que le Groupe Drevici ne se conformait pas aux temps stipulés, Nkrumah ordonnait qu'on lui adjuge plus de contrats.
- f) L'ex-Président autorisa quelques membres du Comité de crédits étrangers dont la seule fonction était de considérer les crédits offerts au Ghana par les Compagnies étrangères, à entrer dans de contrats avec le Groupe Drevici. M. Amoako Atta, Ancien Ministre des Finances et membre de ce Comité-là, tient que Nkrumah exerçait une pression sur eux pour qu'ils signent quelques-uns de ces accords.
- g) Le contrat de Messieurs Doxiades étant terminé, les intérêts du Gouvernement n'étaient plus sauve-gardés tandis que le Ministère de l'Industrie n'était pas en état de se satisfaire si oui ou non quelques-unes des machines installées par Drevici à l'usine de Tema pour processor le Cacao, étaient neuves.
- h) Dans un cas particulier une disposition d'un contrat qui, selon l'avis des magistrats, était dans l'intérêt du Gouvernement et à laquelle le Groupe Drevici lui-même donna son assentiment, était, à la demande de l'ex-Président, abrogée après que le contrat fût signé. Cette stipulation obligeait le Groupe Drevici à déposer à la Banque du Ghana de billets à ordre, émis par le Gouvernement à ce Groupe au fur et à mesure qu'il accomplissait de travaux à des intervalles spécifiées. Le but de cette disposition se voulait incapaciter le Groupe Drevici d'escompter ces billets à ordre, avant la date de leur échéance.

76.

328. Il nous a été recommandé avec insistance donc de soutenir que, vu les penchants de l'ex-Président vers la malhonnêteté, il est irraisonnable de croire qu'il mettrait l'intérêt du Groupe de Compagnies Drevici au-dessus de ceux de l'Etat sinon qu'afin de s'en tirer un avantage financier personnel.

329. En ce qui concerne Drevici lui-même, on dit qu'il ne répugne pas à être magnanime surtout envers ceux qui importe, c'est-à-dire, des gens aptes à faire avancer ses intérêts d'homme d'affaires. A cet égard des témoignages étaient déposés devant nous s'agissant des voitures qu'il a vendu à de prix ridiculement bas aux divers gens en place. Dans d'autres cas, dit-on, les voitures se voulaient être, et étaient, en effet, des cadeaux.

330. Sur cet aspect de la question nous constatons:-

- a) qu'au courant de 1965, le Groupe Drevici effectua livraison d'une voiture Mercedes Benz 230S à M. Harry Dodoo. A la date du 29 juin 1966 où nous avons eu son témoignage, il n'en avait rien versé. Harry Dodoo est l'administrateur délégué du Conseil de vente de Cacao (Cocoa Marketing Board). Il dit que la voiture lui a été offerte à un prix de £G489 (£1,173.60) mais ce prix a été ultérieurement porté à £G849 (£2,037.60).
- b) Vers la troisième semaine de janvier 1966, le Groupe Drevici effectua livraison d'une voiture Mercedes Benz 200 à Monsieur A.E.T. Adjei qui est l'Administrateur gérant de la Corporation de Mines de diamant (Diamond Mining Corporation). Le Groupe Drevici est connu pour son grand contrat de diamants dans ce pays. La valeur de ce contrat s'élève à de millions de livres (sterling). M. Adjei dit qu'il possède la facture d'achat marquée £G480 (£1,152.00) mais qu'il n'avait rien versé à la date de son témoignage devant la Commission c'est-à-dire, le 4 juillet 1966.
- c) Au courant de l'année dernière le Groupe Drevici effectua livraison d'une voiture Mercedes Benz 220S à Monsieur A.Y.K.Djin qui était, à cette époque, le Ministre du Commerce.

Les droits de douane et d'entrée sur cette voiture s'élevaient à £G483 (¢1,159.20). Ces frais étaient versés par Drevici. Selon Djin, il devait verser £G700 (¢1,680.00) mais à la date de son témoignage il n'en avait rien versé.

- d) Au courant de janvier de l'année courante, le Groupe Drevici fit livraison d'une voiture Mercedes Benz 230S à Monsieur W.K. Aduhene. Ce dernier était le président de la Corporation de Mines de Diamants. Selon Aduhene, la voiture était destinée à sa belle-mère et il a versé £G782 (¢1,876.80) à Drevici mais n'a rien versé quant aux droits de douane et d'entrée.
- e) Au début de cette année, le Groupe Drevici livra une voiture Baby Chevrolet qui marquait 800 miles sur son compteur, à Monsieur J.L.M. Mensah. M. Mensah était le Directeur Général des services de ports et de havres. Il n'avait rien versé avant le Coup d'état car, selon lui, on n'était pas encore tombé d'accord quant aux prix.
- f) Au courant de janvier ou de février de cette année le Groupe Drevici fit livraison d'une voiture Opel Record à H.K. Boni. Boni était le Ministre d'Alimentation et de Nutrition. Le Groupe Drevici avait une Usine à Chocolat à Tema. Selon Boni, la voiture lui était prêtée mais elle n'a pas été rendue avant le renversement du régime Nkrumah.
- g) Vers la fin de l'année dernière, le Groupe Drevici livra une voiture Baby Chevrolet à Monsieur W.H.Q. Halm. Ce dernier était jusqu'à ces jours derniers, le Gouverneur de la Banque du Ghana. M. Halm ignorait le prix de la voiture qui, selon lui, a été vendue à crédit, payable en mars 1966, mais quand il témoignait le prix n'était pas encore versé.
- h) Au courant de l'année dernière, Julian Drevici, fils de M. Noe Drevici, acheta

78.

Avant le Coup d'état ce dernier
 était le Ministre de l'élevage
 mais il était déjà parvenu à
 connaître les Drevici quand il
 était sous-Secrétaire au Ministère
 de l'Industrie. Quant à Drevici
 lui-même, il était un visiteur
 constant au Ministère de l'Industrie.

331. A notre avis, Nkrumah se révèle avoir mis l'intérêt de Drevici au-dessus du bien public; il est démontré que, solliciter de "contributions" des entrepreneurs était son habitude avérée; quant à Drevici lui-même, il pourrait être généreux quand cela lui convenait: or, tout cela nous dispose à conclure que, tout comme les autres entrepreneurs, étrangers aussi bien qu'indigènes, le Groupe Drevici aurait versé également de "donations" à Nkrumah ou à son Parti.

332. Comme nous l'avons déjà dit, Madame Drevici s'indigna en disputant que le Groupe Drevici a jamais effectué des versements à Nkrumah. Mais il a été admis quant au Groupe Drevici que les témoignages, à tout prendre, se prêtent à la conclusion que Drevici a été l'objet d'un traitement spécial de la part du Président. Cependant il a été soutenu également que cela était une question qui concernait uniquement le Gouvernement et sur laquelle le Groupe Drevici n'exerçait aucune influence ni contrôle.

ALLEGATION DE MALSEANCE CONTRE LES ASSOCIES
 DOXIADES.

333. Madame Drevici a admis qu'il existait un désaccord sérieux entre le Groupe Drevici et les Consultants du Gouvernement, savoir, les Associés de Messieurs Doxiades mais que cela tenait à deux questions, à savoir: qu'en premier lieu, les Doxiades ont été grossièrement incompetents dans leur travail et qu'ils **faisaient** souvent ébruiter les secrets confidentiels des affaires, et qu'en second lieu, ils leur **faisaient** de démarches malséantes au sujet du partage de leurs bénéfices.

334. Nous nous tenons satisfaits qu'il n'y a rien de vrai dans l'une comme dans l'autre de ces accusations. Tout comme le Ministre de l'Industrie, M. Egala, et son Secrétaire Général, M. Beecham, nous tenons que Messieurs Doxiades travaillaient d'une manière satisfaisante et que, les démêlés entre eux et le Groupe Drevici tenaient aux manquements de la part des derniers.

79

79.

335. A notre avis, l'ex-Président n'a ordonné la rupture du contrat entre le Gouvernement et Doxiades que pour apaiser le Groupe Drevici, ce qui est contraire à l'intérêt public. L'accusation qu'ils avaient fait de démarches malséantes au Groupe Drevici est, selon nous, fausse et inventée.

336. On ne peut pas se dérober, croyons-nous, à la conclusion que, tout comme les autres Compagnies étrangères, le Groupe Drevici a versé de "pots de vin" à Nkrumah ou à la C.P.P. et que le témoignage à l'encontre, de Madame Drevici est inadmissible. Madame Drevici a admis d'ailleurs que M. Drevici possède une Banque de famille à Hambourg, or, nous ne le croyons pas impossible que de fonds y soient déposés pour Nkrumah. Cependant nous ne sommes pas en mesure de déterminer jusqu'à quel point, soit Nkrumah soit la C.P.P. a bénéficié des fonds mis à leur disposition par le Groupe Drevici.

337. En ce qui concerne la tractation sur les voitures dont nous avons fait état au paragraphe 330 de ce rapport-ci, il nous a été recommandé avec insistance de constater que contrairement aux récits faits par les témoins, les voitures étaient des cadeaux à ces Messieurs, de la part du Groupe Drevici et que ces cadeaux, faits et acceptés de part et d'autre, avaient pour motif, la corruption.

338. M. Aduhene témoigna qu'il a versé £G782 (ø1,876.80) pour sa voiture et nous n'avons aucune raison de ne pas lui en donner créance. Toutefois nous croyons que le Groupe Drevici n'a jamais eu l'intention de recouvrer les paiements de ces voitures d'aucun des autres individus dont les noms figurent au paragraphe 330.

339. La seule raison, croyons-nous, pour laquelle le Groupe Drevici aurait voulu faire des cadeaux à ces individus aurait été de leur récompenser pour de service passé ou dans l'attente de faveurs à l'avenir. M. Djin dit que Drevici est venu le voir au sujet de Permis d'Importation peu après que ce dernier n'ait fait au premier cadeau d'une voiture et qu'il n'avait pas suivi la voie hiérarchique avant de se procurer ce permis.

340. Nous tenons que les individus visés au paragraphe 330 auraient dû raisonnablement avoir présent à l'esprit qu'en recevant gratis des voitures de Drevici, il se mettaient sous son obligation et que, par là, ils se sont comportés moins bien que n'exige la discrétion.

.....80

NKRUMAH ET LE CONSEIL DES CULTIVATEURS
UNIFIES DU GHANA.

341. M. Jantuah, qui était le Ministre de l'Agriculture dans le Gouvernement Nkrumah, se fondant sur des renseignements qu'il possédait, témoigna que le Conseil des Cultivateurs Unifiés qu'on prenait pour une aile intégrante du Parti, versait annuellement à Nkrumah ou à la C.P.P. un montant de £G1 million (£2,400.000.00) sur ses bénéfices s'élevant à £G5 millions (£12,000.000.00). M. Jantuah a dit que la véracité de cette information lui a été tacitement rafferme par Nkrumah car, dit-il, une fois il a fait visite à celui-ci afin de lui faire des représentations contre le comportement à son égard du Secrétaire Général, M. Appiah Danquah. Tandis qu'il racontait ses doléances, il fit mention de ce versement et selon Jantuah, Nkrumah répliqua: "est-il mauvais si je commande que la somme de £G1 million (£2,400.000.00) soit versée au Parti?". Jantuah répondit qu'il n'avait pas de reproches à faire sur cela mais qu'il s'intéressait à l'usage auquel était mis le reliquat de £G4 millions (£9,600.000.00).

342. Selon Jantuah, le Secrétaire Général du Conseil des Cultivateurs Unifiés lui avait admis également, encore d'une façon implicite, le bien-fondé de ce versement, quand ils étaient en délégation en Tchécoslovaquie.

343. M. Martin Appiah-Danquah lui-même a fait une déposition dans laquelle il a catégoriquement démenti ce versement. Il a souligné que les bénéfices du Conseil des Cultivateurs Unifiés ataignaient une moyenne de £G1 million (£2,400.000.00) et qu'il était impossible, par conséquent, de verser cette somme soit à Nkrumah ou à la C.P.P. Il a nié avoir dit à M. Jantuah quoi que ce soit qui puisse l'amener à croire qu'il admettait le fait que la somme de £1 million (£2,400.000.00) était versée annuellement à Nkrumah. Selon M. Martin Appiah Danquah, le Conseil des Cultivateurs Unifiés ne versa, à aucun moment, un sou ni à Nkrumah ni à la C.P.P. La seule façon dont on peut dire que la C.P.P. ait bénéficié de son intégration avec le Conseil des Cultivateurs Unifiés c'est que cette première s'est toujours servi du programme de celui-là pour des fins politiques.

.....81.

81.

344. Nous constatons que le département du Vérificateur Général des Comptes a exercé un certain contrôle sur les fonds du Conseil des Cultivateurs Unifiés. Nous ne sommes pas à même de faire une précision quant à l'efficacité de ce contrôle, mais nous avons pour preuve, le rapport du Vérificateur-Général des Comptes sur les fonds du Conseil des Cultivateurs Unifiés pour les exercices 1961/62 et 1962/63 et nous sommes satisfaits que le bénéfice brut annuel du Conseil des Cultivateurs Unifiés atteignent une moyenne de £1 million (£2,400.000.00).

345. Ceci étant le cas, nous concluons que, non seulement la somme de £1 million (£2,400.000.00) ne fut versée à Nkrumah ou à la C.P.P. mais qu'en raison des ressources mêmes du Conseil des Cultivateurs Unifiés, il était impossible de faire de tels versements.

346. A notre avis donc, les renseignements de M. Jantuah sur cette affaire sont inexacts.

LE CAS SPECIAL DE Mme. BEATRICE KWADAY.

347. Mme. Béatrice Kwadey est une femme d'un certain âge qui nous a rendu témoignage le 10 avril, 1966. Elle a déclaré qu'elle fut l'amie de Nkrumah bien avant que celui-ci ne se maria à sa femme égyptienne, Fathia. M. Ayeh-Kumi a dit qu'elle était une visiteuse habituelle à Flagstaff House, la résidence officielle de l'ex-Président.

348. Nous constatons qu'entre le courant de Décembre 1960 et février 1961, Madame Kwadey obtint de la Corporation pour le Développement Industriel (I.D.C.) un prêt de £11,000 (£26,400.00) et un autre s'élevant à £5,000 (£12,000.00) de la Corporation du Développement Agricole (A.D.C.). Ces emprunts lui ont été faits sans garantie et nous pensons que c'était en raison des rapports spéciaux qu'elle entretenait avec Nkrumah.

349. Dans le courant de 1961, elle se rendit en visite en Italie pour le compte de ses propres affaires. Durant son séjour à Rome, l'Ambassadeur du Ghana accrédité en Italie reçut des instructions de lui payer certaines sommes d'argent. Nous constatons qu'elle reçut, au total, une somme de £G3,900 (£9,360.00). Cette somme fut remboursée plus tard à l'Ambassadeur du Ghana mais portée au débit du Vote pour parer aux Imprévus.

.....82.

350. Puisque Madame Kwadey avait manqué de rembourser aucun des ces prêts obtenus de la Corporation pour le Développement Industriel et de la Corporation pour le Développement Agricole, les magistrats furent saisi d'une demande d'entamer une poursuite contre elle.

351. Nous avons lieu de croire qu'elle aurait dû saisir l'ex-Président de cette affaire, car nous relevons qu'au courant de mars, 1965, Nkrumah donna des instructions à M. Ayeh-Kumi de demander au liquidateur des ces Corporations de défalquer les prêts en question.

352. Nous sommes satisfaits que M. Ayeh-Kumi exécuta les ordres de l'ex-Président et qu'à cet effet, il fit écrire une lettre au liquidateur l'autorisant à défalquer ces prêts. Ces ordres présidentiels furent exécutés et nous constatons que la somme de £G18.222.9s.4d (¢43,735.12) qu'elle devait aux Corporations fut défalquée.

353. Nous constatons que Madame Kwadey ne fut pas demandée de rembourser la somme de £G3,900.00 (¢9,360.00) qu'elle obtint en Italie et qui fut portée au débit du Vote pour parer aux imprévus. En conséquence, elle a bénéficié des fonds publics jusqu'à concurrence de £G22,122.9s.4d (¢53,094.52).

354. Nous pensons qu'elle était en mesure de rembourser ces sommes d'argent au gouvernement sans l'avoir fait. Depuis 1959, elle travaille au Bureau de Vente de Diamants et l'on évalue à £150 (¢360.00) le revenu mensuel qu'elle a reçu à titre de commissions.

355. Nous considérons cette évaluation comme le minimum et qu'en fait de revenu elle touche plus que cette somme. A en juger par sa mine, elle nous paraissait prospère et le jour même où elle s'était présentée pour rendre témoignage, elle roulait dans une Mercedes Benz 220 toute neuve conduite, selon nos renseignements, par son propre chauffeur. Elle nous a avoué également qu'elle était la propriétaire d'une maison à deux étages sise à Accra.

356. Dans ces conditions, les instructions de l'ex-Président concernant la défalcation des prêts et sa répugnance de lui faire rembourser la somme de £G3,900 (¢9.360.00) qu'elle avoue avoir reçu à titre de prêt sur le vote pour parer aux imprévus, ne pourrait s'expliquer autrement que par le fait que l'ex-Président voulait par là lui faire don de ces sommes puisées des fonds publics, évidemment en recompense de bontés qu'elle lui aurait fait par le passé.

.....83

83.

357. A notre avis, Madame Kwadey a manqué d'établir qu'elle a droit à ces sommes d'argent, aussi est-elle redevable au gouvernement jusqu'à la somme de £G22,122.9s.4d. (¢53,094.52).

NKRUMAH ET L'AUTOMOBILE BLINDEE
LINCOLN CONTINENTAL.

358. Nous avons constaté au paragraphe 147 de ce rapport que, sur la demande de Nkrumah, Djaba a passé une commande pour une Mercedes Benz 600 à l'épreuve des balles pour l'usage de celui-là. Le coût de cette voiture, selon le témoignage dont nous disposons, est de £G12,000 (¢28,800.00).

359. Nous pensons que l'ex-Président aurait dû éprouver le sentiment que cette voiture unique ne satisfaisait pas à ses besoins: il lui fallait encore une autre. Nous constatons que sur ses instructions, M. Peter Nuamah, à l'époque Consul-Général du Ghana à New York, fut commandé de se présenter à Kwesi Armah à Londres en Juillet 1965.

360. Nous sommes satisfaits que ce dernier s'était dûment présenté et qu'avec l'assentiment de l'ex-Président, il reçut des instructions de la part de Kwesi Armah de négocier et d'acheter, aux Etats-Unis, une limousine blindée Lincoln Continental à huit places pour l'usage de l'ex-Président.

361. Nous constatons, que cette voiture devait être munie d'un pistolet, de vitres à l'épreuve des balles et d'autres accessoires d'automobile tels que télévision, bureau, bar etc.

362. Nous sommes satisfaits qu'une compagnie se nommant Hess et Eisenherdt de Cincinnati, à Ohio, avait accepté de manufacturer, à l'intention de l'ex-Président, une voiture blindée répondant à ses indications.

363. Nous constatons que le coût contractuel de cette voiture s'élève à 47,275 dollars, soit £16,883.18s.0d (¢40.521.36) et que sur ce montant, la somme de £16.870 (¢40,488.00) a été jusqu'ici versée.

364. Nous le tenons pour établi que cette somme a été versée de la portion du vote pour parer aux imprévus détenue à Londres.

365. Nous relevons également qu'après la conclusion de ce contrat, Kwesi Armah demanda à ce que le radiateur et les roues soient blindés. Le coût de ces accessoires supplémentaires s'est élevé à £G2,030 (¢4,872.00).

.....84

84.

366. Selon le témoignage de M. Nuamah, que nous acceptons, l'achat de la voiture devait être effectué en son nom, mais après l'avoir pris livraison aux Etats-Unis, elle devait être expédiée à Tema, Ghana, au nom de Kwesi Armah.

367. Le 10 mai, 1966, c'est-à-dire la date à laquelle M. Nuamah témoigna, il nous a laissé entendre que la voiture était presque en état d'être livrée. Nous supposons qu'elle est prête maintenant à être livrée et que la compagnie n'attend évidemment que des instructions de la part de M. Nuamah quant à ce qu'il faut en faire.

368. Cette voiture appartient maintenant de plain droit au gouvernement du Ghana et ni Kwesi Armah ni Kwame Nkrumah ne peut en faire une revendication de droit. A notre avis, elle doit être maintenant disposée selon les instructions du Gouvernement.

MADAME GRACE AYENSU ET LE
CLUB AFRICANA.

369. Avant le coup d'état du 24 février, 1966, Madame Grace Ayensu fut membre de l'Assemblée Nationale et paraissait être bien connue par l'ex-Président.

370. Au courant de la deuxième moitié de l'année écoulée, elle se décida de mettre sur pied une boîte de nuit mais paraissait ne pas être en possession de fonds de roulement nécessaires à cet effet. Ses démarches auprès de la Banque Commerciale et de la Banque d'Investissement n'ayant pas abouti, nous constatons qu'elle s'était alors adressée à l'ex-Président.

371. Nous pensons que l'ex-Président n'était pas favorablement disposé à lui donner de l'argent pour mettre sur pied une boîte de nuit à elle. Aussi se décida-t-il que ses services soient mis à la disposition du Club Africana que le Gouvernement se proposait, à l'époque, de mettre sur pied principalement à cause de la conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine qui devait se tenir à Accra.

372. La lettre qui lui fut adressée par la Présidence et qui la désignait comme membre du Comité Spécial chargé de gérer les affaires du Club Africana nous fut présentée comme pièces à conviction. Il ressort de cette lettre que le gouvernement se proposait alors de mettre à la disposition du comité la somme de £30,000 (¢72,000.00) destinée à l'usage du club.

.....85

373. Or, nous constatons qu'en réalité le comité ne reçut que la somme de £10,000 (£24,000.00) du Gouvernement. Cette somme d'argent fut déposée dans une banque au nom du Club Africana et la Présidence désigna des fonctionnaires pour le gérer et pour tirer des chèques sur ce compte.

374. Nous constatons qu'après la conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine le comité a soumis un compte dûment vérifié montrant comment la somme de £10,000 (£24,000.00) fut dépensée et que, par la suite, la Présidence ordonna à ce que cette somme soit portée au débit du chapitre "Frais de représentation OUA."

375. Madame Ayensu devint éventuellement la Présidente du comité désigné pour la gérance du Club Africana.

376. A la lumière de ces faits, il nous paraît évident que Madame Ayensu ne peut aucunement être considérée comme redevable au gouvernement en la somme de £10,000 (£24,000.00) mis à la disposition du comité, et dépensée par celui-ci.

377. Mais elle a elle-même fait une déposition, le 19 avril 1966, qui voulait dire que la somme de £10,000 (£24,000.00) ne lui fut accordée qu'à titre de prêt et qu'elle se tenait disposée à le rembourser dès sa remise en liberté de la détention préventive.

378. Le 29 juillet 1966, après sa mise en liberté de la détention préventive, nous avons donné notre accord à la demande formulée en son nom par son avocat de se présenter de nouveau et de porter des rectifications à certaines parties de son évidence.

379. Ce jour là, elle produisit la lettre qui lui fut adressée par la Présidence ainsi que les comptes vérifiés du Club Africana et s'expliqua en disant qu'elle était confuse au moment de son témoignage précédent au cours duquel elle avait accepté la responsabilité personnelle pour la somme de £10,000 (£24,000.00).

380. Sa déposition postérieure se fondait-elle uniquement sur une preuve testimoniale, nous aurions eu de la peine à l'accepter, mais elle a produit pas moins de huit documents pour appuyer son évidence corrigée et nous nous apercevons que sous toutes les conditions elle dit cette fois la vérité.

381. En conséquence, nous ne pouvons pas accepter la recommandation de notre avocat que nous devons la prononcer redevable au gouvernement en la somme de £10,000 (£24,000.00). Nous ne la trouvons pas redevable et, en conséquence, nous l'exonérons de toute responsabilité personnelle quant à la somme de £10,000 (£24,000.00).

382. Nous relevons, cependant, qu'au terme de la Conférence de l'Unité Africaine, l'ex-Président renonça à tout autre intérêt dans le Club Africana et que, sur sa proposition, Madame Ayensu l'a pris à sa charge et l'a enregistré en son nom. Cette évidence prouve qu'elle a pris possession de quelques-uns de biens du Club e.g., meubles. Ces biens appartiennent au gouvernement et nous pensons qu'ils doivent être évalués et Madame Ayensu sommée de payer leur coût au gouvernement.

L'ACQUISITION AUX ENVIRONS DE RINGWAY ET
LE PAYEMENT EN SURPLUS DE £G1,800 (£4,320.00)
LUCY SEIDEL.

383. Dans le courant de 1959, quand le gouvernement construisait le troisième tronçon de la Ring Road à Accra, on se rendit compte que la route traverserait une majeure partie du terrain et bâtiment appartenant à Madame Lucy Seidel. En conséquence, il fallait au gouvernement d'acquérir son terrain afin de permettre aux travaux de construction de se poursuivre.

384. Nous constatons que le premier avis officiel qui lui fut donné concernant l'intention du gouvernement d'acquérir son terrain et son bâtiment était une lettre qui lui fut adressée par le Commissaire des terres datée le 10 Novembre, 1959. Dans cette lettre, on l'avertissait de quitter sa maison et de la céder pour être démolie à partir du 28 Novembre. On attira aussi son attention sur les dispositions contenues dans la section 12(3) de l'Ordonnance Foncière Publique, titre 134.

385. Nous constatons qu'à cette date, des pièces de ce bâtiment étaient louées à des locataires desquels elle prenait des loyers par avance. En d'autres termes, elle utilisait une partie des loyers pour purger l'hypothèque qu'elle accorda à la banque pour l'obtention d'un prêt.

386. Nous sommes satisfaits qu'au reçu de la lettre dont nous faisons mention au paragraphe 384 ci-dessus, elle expulsa ses locataires et quitta la maison elle-même. Ensuite, elle adressa une lettre au Commissaire des Terres, datée le 21 Novembre, 1959, dans laquelle, elle requérait du gouvernement un dédommagement s'élevant à £G15,000 (£36,000.00).

387. Dans l'intervalle, le terrain et le bâtiment furent évalués par les Commissaires-priseurs du Secrétariat des Terres à £G6,400 (£15,360.00) et l'offre du gouvernement de lui payer la totalité de cette somme d'argent en règlement définitif de sa réclamation lui fut communiqué par lettre.

Elle refusa cette offre mais se montra disposée à transiger pour la somme de £G10.000 (£24,000.00).

388. Le Secrétariat des Terres a estimé que la somme de £G6,400 (£15,360.00) était équitable et raisonnable et qu'elle n'était titrée qu'à cette somme.

389. Madame Lucy Seidel, tout comme le Secrétariat des Terres, ne démorda pas de sa position. Nous estimons que dans ces circonstances, le Commissaire des Terres devait se prévaloir des dispositions de la section 8 de l'Ordonnance Foncière Publique et référer l'affaire à la Haute Cour pour déterminer ce qui pouvait être considéré comme un dédommagement équitable et raisonnable.

L'INTERVENTION DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DE LA CONSTRUCTION ET L'AUGMENTATION
DU DÉDOMMAGEMENT.

390. Il nous semble que Madame Lucy Seidel aurait dû saisir le Ministre des Travaux Publics et de la Construction, M.E.K. Bensah, du contentieux entre elle et le Secrétariat des Terres.

391. Le 17 mars, 1960, le Ministre envoya une note au Commissaire des Terres dans laquelle il se référait à leur entretien sur cette question et insistait à ce qu'une somme plus élevée soit recommandée.

392. Nous constatons que le Commissaire des Terres lui-même référé de nouveau la question de l'évaluation aux Commissaires - Priseurs. Toutefois, le Chef Commissaire-Priseur était d'avis que l'évaluation à £G6,400 (£15,360.00) était équitable et raisonnable et refusa de l'augmenter. A notre avis, là devait se terminer l'affaire.

393. Dans une note adressée au Secrétaire-Général du Ministère des Travaux Publics et de la Construction, le Commissaire des Terres lui communiqua l'avis du Chef Commissaire-Priseur mais il nous semble que le Commissaire des Terres voulait amadouer le Ministre, car il conseilla qu'en dépit de l'aspect légal, Madame Lucy Seidel "pourrait prétendre à une réparation sous la forme d'un paiement ex-gratia en raison de l'ennui que lui causa le gouvernement en lui demandant avec urgence de céder son terrain et son bâtiment".

394. Ce Conseil paraissait s'accorder aux désirs du Ministre, car nous constatons qu'il s'y est basé pour obtenir l'approbation du Comité-permanent de finances et de développement pour payer Madame Lucy Seidel la somme de £G1,800 (£4,320.00) en surplus de la valeur estimée par le Secrétariat des Terres.

395. Nous trouvons que ledit comité a donné son approbation à ce paiement supplémentaire et que, conformément à la décision prise le 7 avril, 1960, l'ordre fut donné à ce que Madame Lucy Seidel soit payée un dédommagement se chiffrant à £88,200 (£19,680.00) et le Ministère des Travaux Publics fut demandé de donner suite immédiatement à cette décision.

396. Cela fut fait et le 14 mai, 1960, Madame Lucy Seidel fut payée la somme de £88,200 (£19,680.00) "pour acquit de toute réclamation au gouvernement".

MADAME LUCY SEIDEL ET KWAME NKUMAH.

397. L'historique de cette affaire, d'après notre récit, démontre que ceci est, à tous les égards, une transaction purement officielle n'ayant aucun rapport avec l'ex-Président ou ses biens. Or, on nous a fait remarquer que Madame Lucy Seidel et Nkrumah "entretenaient, entre eux, des rapports spéciaux" et qu'en réalité ce fut Nkrumah qui, par l'intermédiaire de son Ministre et ses fonctionnaires, avança secrètement cette idée du paiement supplémentaire. Ce fut là, dit-on, une des nombreuses façons dont Nkrumah déboursait les fonds publics au profit de ses favoris.

398. Madame Lucy Seidel fut interrogée sur ses rapports avec l'ex-Président, mais ses réponses furent peu utiles. Elle n'était disposée qu'à dire simplement qu'elle connaissait "très bien" l'ex-Président. On insista pour avoir de plus amples éclaircissements sur cette affaire, mais elle se montra décidément peu disposée à le faire et nous décidâmes, en conséquence, de ne plus poursuivre l'affaire qui se révélait plutôt malséante.

399. Nous avons conclu de là qu'il y avait un certain aspect de ces rapports qu'elle ne voulait pas rendre public. Nous constatons que l'ex-Président la fit transférer du Service de l'Imprimerie, où elle travaillait comme machiniste, à Flagstaff House d'abord et ensuite au Secrétariat du Protocole. Nous pensons que ses fonctions dans ce dernier poste la mettaient le plus souvent en rapport avec l'ex-Président et nous sommes d'avis que, selon toute probabilité, ce dernier aurait nourri une affection pour elle; par exemple, elle faisait partie de la délégation présidentielle qui se rendit en U.R.S.S.

400. Nous avons déjà signalé au paragraphe 126 qu'une voiture a été achetée pour sa fille, Madame Georgina Codjoe, sur les instructions de l'ex-Président, avec de l'argent puisé des fonds public. Si Nkrumah était disposé à accorder une faveur à la fille de Madame Lucy Seidel, serait-il donc improbable qu'il l'aurait fait à Madame Lucy Seidel elle-même?

89.

LE PAIEMENT SUPPLEMENTAIRE DE
LA SOMME DE £G1,800 (¢4,320.00), EST-IL LEGALEMENT
RECOURABLE?

401. Il nous a été recommandé avec insistance de conclure que Madame Lucy Seidel n'était pas titrée à la somme de £1,800 (¢4,320.00) et que nous devons la déclarer redevable au gouvernement en cette somme et de recommander son recouvrement d'elle.

402. En dépit de tout ce qui aurait pu avoir lieu dans la coulisse, et nous n'écarterons aucunement cette probabilité, nous n'avons aucune base légale qui nous autorise à demander à Madame Lucy Seidel de rembourser cette somme d'argent au Gouvernement.

403. Nous ne disposons d'aucun témoignage duquel nous pouvons conclure qu'elle avait agi de complicité soit avec le Ministre soit avec les fonctionnaires qui se sont occupés de l'affaire. Elle avait toujours soutenu qu'elle se considérait titrée à la somme de £G16,000 (¢24,000.00).

404. Cette affaire a suivi la voie hiérarchique et a été examinée par des fonctionnaires qui, évidemment, étaient compétents en la matière. Elle avait fourni tous les renseignements nécessaires au gouvernement et on ne peut pas dire donc que ce paiement supplémentaire de £G1,800 (¢4,320.00) lui aurait été fait à tort. En effet, les fonctionnaires étaient pleinement en possession de tous les faits relatifs à cette affaire.

405. Or, le conseil donné au Ministre par le Comm'ssaire de Terres a prêté un appui efficace à la demande de Madame Seidel a être payée en sus de £G6,400 (¢15,360.00) et c'est une question de spéculation quant à la somme qui lui aurait été payée si le Commissaire des Terres, conformément à la Section 8 de l'Ordonnance Foncière Publique avait saisi la Haute Cour de l'affaire.

406. Nous ne pouvons pas nous-même concevoir comment le Gouvernement pourrait réussir à recouvrer cette somme s'il entamait des poursuites contre elle dans une cour de justice.

407. Aussi, nous nous trouvons dans l'impossibilité d'accueillir la recommandation que Madame Lucy Seidel est redevable au gouvernement en la somme de £G1,800, (¢4,320.00); en conséquence, nous nous proposons de ne faire aucune recommandation sur ce chef.

.....90

LA DETTE PERSONNELLE DE S.I.IDRISSU REGLEE
DE FONDS PUBLICS.

408. Avant le 15 février, 1966, S.I. Idrissu fut membre de l'Assemblée Nationale. Il fut aussi membre de la C.P.P., actuellement proscrite. Il débuta comme membre de Parlement en 1954 et devint Ministre-Adjoint en 1958. Cette année-ci il fut impliqué dans l'affaire généralement connue comme une transaction louche avec un homme d'affaires cingalais nommé Emile Savundra et fut destitué de ses fonctions par la suite.

409. M.Idrissu redevint alors député sans portefeuille ou "back-bencher" en termes parlementaires anglais et il avait généralement la réputation d'être l'un des parlementaires bruyants. Il était un critique particulièrement acharné de la politique du Gouvernement. Nous tenons qu'il était un croisé militant contre ce qu'il considérait mauvais, mais il se gardait toujours de prélude ses discours cinglants par des observations appropriées à la louange de l'ex-Président. Ce procédé, il nous l'a décrit, "action tactique".

410. Nous ne nous étonnons pas qu'un homme de son étoffe fasse de l'histoire à deux égards importants: premièrement, il fut le seul député C.P.P. à l'Assemblée Nationale à être limogé en vertu de l'exercice par l'ex-Président de pouvoirs statutaires et, deuxièmement, il fut le seul membre de l'Assemblée Nationale (d'après le témoignage) dont la dette personnelle fut réglée des fonds publics. Notre Commission ne s'intéresse qu'au deuxième sujet.

411. Nous constatons qu'au courant de Septembre, 1965, M. Idrissu présenta à l'Assemblée Nationale une motion privée sur la mise en application du "Discours Matinal" fait à la nation par l'ex-Président (voir les paragraphes 29,30,31 de ce rapport). Nous pensons que le discours qu'il prononça pour appuyer cette motion irrita quelques Ministres et autres hautes personnalités du parti et aussi déplut l'ex-Président.

412. Nous constatons que par suite de ce discours, l'ex-Président demanda à Madame Susan Alhassan, alors Ministre des Affaires Sociales, de transmettre son mécontentement à M. Idrissu et probablement aussi de "l'apaiser". Madame Alhassan alla voir M. Idrissu et dûment fit savoir à ce dernier les sentiments de l'ex-Président.

413. Nous pensons qu'au cours de cette entrevue, M.Iddrissu aurait fait mention de ses soucis financiers et de ses dettes envers la Barclays Bank et aurait suggéré, par sous-entendus, qu'il accueillerait avec plaisir leurs règlements par Nkrumah. Nous sommes satisfaits que Madame Alhassan a dûment transmis ce voeu à l'ex-Président.

414. Nous pensons que Nkrumah considérerait cette situation comme une affaire d'or pour imposer silence à un bavard plutôt gênant et sur le champs donna des instructions pour que les dettes de M. Iddrissu envers la banque soient réglées intégralement.

415. Nous constatons que ces instructions ont été suivies et que la somme de £2,000 (¢4,800.00) a été payée à la Barclays Bank pour l'acquit des dettes de M. Iddrissu. Nous sommes satisfaits que cette somme d'argent a été puisée des fonds publics, à savoir le vote pour parer aux imprévus.

416. A notre avis, M. Iddrissu n'est pas titré à se voir ses dettes privées réglées des fonds publics. D'ailleurs il n'a fait lui-même aucune prétention à cela.

417. Nous estimons, en conséquence que tout comme les autres bénéficiaires du vote pour parer aux imprévus, M.Iddrissu doit rembourser cette somme d'argent aux coffres de l'Etat et nous nous proposons de faire une recommandation dans ce sens.

LE CONSEIL DES MUSEES ET DES MONUMENTS AU GHANA-
BATIMENT CONSTRUIT A NKROFUL A L'INTENTION DES
PARENTS DE NKROMAH.

418. Au paragraphe 114 de ce rapport, nous avons signalé trois bâtiments qui furent construits pour l'usage des parents de Nkrumah. Nous constatons que ces bâtiments ont été construits avec de l'argent autre que les gains légitimes de l'ex-Président. En 1964, une autre maison fut construite à Nkroful pour l'usage des parents de Nkrumah avec de l'argent puisé directement des fonds publics dans des conditions relatées ci-dessous.

419. Nous constatons qu'en 1961, le Directeur du Conseil des Musées et des Monuments au Ghana reçut des instructions de faire des réparations sur et d'entretenir le lieu de naissance de l'ex-Président. Il fut demandé de soumettre un devis à cet effet. Ceci fut fait et, puisque le lieu était humide et gris, le Directeur des Monuments a sollicité de conseils techniques auprès d'un institut analogue à Rome et initia une correspondance sur ce sujet.

Il paraîtrait que l'échange d'information sur ce sujet se serait fait dans un délai assez long et en 1963, outre l'étayement, pas d'autres travaux ont été effectués pour conserver le lieu de naissance de Nkrumah.

420. Nous avons lieu de croire que Nkrumah pris ombrage de cette situation et ordonna à la "Ghana Housing Corporation" d'entreprendre les travaux. En conséquence, le 30 Octobre, 1963, le Directeur des Monuments reçut une lettre de la part de la Housing Corporation dans laquelle cette dernière portait à la connaissance de celui-là qu'elle avait assumé la responsabilité quant aux réparations à effectuer sur le lieu de naissance de l'ex-Président et qu'à cet effet, leur service devait prendre fin.

421. Nous constatons que dans cette même lettre, le Directeur reçut l'ordre de faire construire une nouvelle maison pour l'usage des parents de l'ex-Président qui allaient se voir sans foyer en raison des constructions projetées.

422. Nous sommes satisfaits que le Conseil des musées et des Monuments a été saisi de ces instructions et qu'il a autorisé le Directeur de faire construire ladite maison avec de fonds du Conseil.

423. Nous constatons que le Directeur a dépensé la somme de £63,200 (£7,680.00) sur cette construction. Cette somme provenait des fonds mis à la disposition du Conseil pour faire face à ses obligations normales, à savoir, l'entretien des fortifications et d'autres monuments d'intérêt public.

424. Nous croyons que la construction de la maison était achevée au courant de 1964 ou 1965, et se trouve à côté des trois maisons construites pour l'usage des parents de Nkrumah et sur lesquelles nous avons rapporté au paragraphe 114 ci-dessus.

425. Quand la Commission d'enquête se rendit à Nkroful, le 11 juillet 1966, cette maison était occupée par de personnes que l'on dit être des parents éloignés de Nkrumah.

BENEFICIAIRES DE FONDS DE LA C.P.P. - EXPOSEE
RAISONNEE DE RECouvreMENT.

426. La C.P.P. proscrite, était une organisation politique avec un mécanisme pour dépenser énormément de l'argent et qui possédait ses propres fonds. Elle a un trésorier et ses propres fonds qu'elle peut dépenser à son choix dans n'importe quelle façon légitime à ses yeux. C'est une organisation autre que le gouvernement. Elle devait aussi être une entité en soi et différente de la personne de l'ex-Président, mais il paraîtrait que dans le but de gagner de l'argent, le mot

"Nkrumah" et la "C.P.P." étaient interchangeables.

93.

427. Nous sommes satisfaits de l'évidence dont nous sommes saisi que les seules sources légitimes du revenu de la C.P.P. proscrite sont: les cotisations de ses membres, la vente des cartes de sociétaire et les dons qui lui sont faits soit spontanément par des partisans soit en réponse à des appels adressés au public. Selon M. Ayeh-Kumi qui semble être particulièrement bien informé au sujet de fonds de la C.P.P., l'argent légitimement gagné par le Parti ne constitue qu'une partie infime de son revenu: le gros de ce dernier provenait de pots de vin.

428. A notre avis, cette déclaration sur la source du gros de l'argent de la C.P.P. est exacte car nous avons constaté au paragraphe 69 de ce rapport qu'il faisait partie de la politique officielle de la C.P.P. de prélever des pots de vin sur des contrats passés entre le gouvernement et les entrepreneurs. Comme on le sait bien, depuis de nombreuses années, le gouvernement n'a été composé que des membres de la C.P.P. dont le leader est Kwame Nkrumah.

429. En passant ces contrats, le gouvernement C.P.P. exerçait les fonctions d'agent et de dépositaire au nom du peuple de ce pays et n'était pas alors autorisé en raison des principes bien connus de s'en tirer des bénéfices ou d'extorquer en cachette de pots de vin. De tels profits secrets appartiennent, de bon droit, au peuple du Ghana qui peut sommer la C.P.P. de les dégorger. Il suivrait de là donc que les individus qui ont bénéficié de fonds de la C.P.P. sont, en réalité, bénéficiaires des fonds publics et, en conséquence sont également passibles de les dégorger. C'est là, nous semble-t-il, le fondement qui autorise qu'on somme les bénéficiaires des fonds de la C.P.P. d'en rendre compte à la Trésorerie de l'Etat.

430. Nous constatons, par exemple, que sur un revenu global de £2,137.11s.3d (£2,130.750.15) reçu par la C.P.P. pendant la période de 1958/66 seule environ £220.000 (£480.000.00), selon les comptes de la C.P.P., peut être considéré comme légitimement gagné: cela démontre qu'environ 90% des fonds de la C.P.P. ont été mal acquis.

431. Dans un cas particulier, nous constatons qu'un chèque tiré sur le vote pour parer aux imprévus au profit du Bureau des Affaires Africaines et dont le montant s'élevait à £66,000 (£158,400.00) a été endossé en faveur de la C.P.P. et déposé dans son compte. Ceci s'est passé le 5 décembre, 1961.

.....94

94.

A la lumière de cette mise au point sur le gros des fonds de la C.P.P., nous tenons que toute personne prouvée avoir reçu un don des fonds de la C.P.P. devait être requise de faire un remboursement au gouvernement à moins qu'elle ne soyait en état de démontrer que cette somme d'argent lui provint des gains légitimes du Parti.

432. Nous énumérons donc ci-dessous, les individus qui ont été prouvés bénéficiaires des fonds de la C.P.P. et les conditions dans lesquelles ils sont parvenus à tirer ce bénéfice.

MADAME STELLA GYANDOH.

433. Madame Gyandoh est avocat de profession. Vers les années 1961/62, elle fut engagée comme secrétaire par le Conseil National de Femmes du Ghana, organisation qui fut considérée comme faisant une des ailes intégrantes de la C.P.P. Elle avait droit en ce poste à un prêt pour acheter une voiture. Madame Gyandoh tira profit de ce privilège et obtint de la C.P.P. une avance en espèces de £900 (£2,160.00) avec laquelle elle s'acheta une voiture.

434. Peu avant janvier 1963, fin fut mis à ses fonctions. Elle devait alors à la C.P.P. une somme de £6700 (£680.00) qui restait impayée de l'avance. La C.P.P. paraîtrait-il, menaga d'intenter des poursuites contre elle en vue de recouvrer cette somme. De son côté, elle adressa une lettre à l'ex-Président lui demandant de bien vouloir faire défalquer le reste de sa dette et ceci fut fait.

435. Invitée à fournir des raisons pour lesquelles elle ne devait pas être sommée maintenant de rembourser cette somme aux coffres de l'Etat, elle affirma qu'elle était en droit de faire défalquer cette somme d'argent parce que la C.P.P. l'avait renvoyée injustement et qu'elle avait le droit de la poursuivre en dommages-intérêts. Or, elle aurait reçu, dit-elle, des dommages-intérêts substantiels dans une Cour de Justice.

436. La lettre qu'elle adressa à l'ex-Président nous fut présentée en pièce à conviction: Il ressort de cette lettre qu'elle demandait la défalcation comme une faveur de la part de l'Osagyefo, position qui diffère beaucoup de celle qu'elle soutient actuellement. La lettre disait entre autres:-

"J'espère, Monsieur, que vous étendrez votre bonté habituelle vers moi, comme vous l'avez fait par le passé, maintenant que j'en ai le plus grand besoin".

Elle termina ainsi la lettre: Merci et gardez le sourire".
L'ex-Président alors lui sourit avec clémence et autorisa la défalcation en sa faveur, tout comme il a fait dans le cas de Madame Béatrice Kwadey rapporté au paragraphe 347. ci-dessus.

437. Selon nous, l'argument de Madame Gyandoh ne peut pas être soutenu. Elle a pourtant mis en avant un autre argument que voici: puisque la C.P.P. avait des fonds, si infimes furent-ils, on ne peut pas la sommer de faire aucun remboursement, à moins qu'on ne démontre que ce prêt en particulier à elle, ne provienne des fonds auxquels l'Etat peut, à juste titre, faire prévaloir ses droit. Rien de tels arguments ne nous fait aucune impression car, là où il a été établi que le revenu de la C.P.P. provint en grande partie de pots de vin sur lesquels l'Etat peut proprement faire prévaloir ses droit, un individu tel que Madame Gyandoh qui se croit en droit de tirer un bénéfice de ce Parti devrait démontrer que la somme reçue provint de revenu légitime. A notre avis, l'inverse ne s'applique pas. Nous tenons que Madame Gyandoh n'a pas réussi à démontrer que la somme de £G900 (¢2,160.00) qu'elle a reçu, provint du revenu légitime de la C.P.P., ainsi devrait-elle à juste titre être sommée de rembourser aux coffres de l'Etat la somme de £G700 (¢1,680.00). C'est ce que nous nous proposons de soutenir comme notre recommandation.

MADAME EKUA OPAREBEA - FETICHEUSE DE LARTEH.

438. Madame Ekua Oparebea est une féticheuse demeurant à Larteh. Au courant de 1961, dit-elle, alors que l'ex-Président souffrait de ce qu'elle a qualifiée de mal de tête et de rhume de poitrine, de la toux et d'éternuement, il se présenta à elle pour être traité. Elle le soigna avec des plantes médicinales et demanda, pour frais de traitement, la somme de £G150 (¢360.00), mais d'après lui, l'ex-Président lui paya £G200 (¢480.00).

439. Après cela, Madame Oparebea sollicita une voiture de Nkrumah. Il paraîtrait que les rapports médecin-malade ont aussitôt disparu parce que, dans son évidence, Madame Oparebea affirma que Nkrumah lui fit la demande en mariage et qu'il a accompli une partie des rites conjugaux coutumiers.

440. Nous constatons qu'une voiture Vauxhall lui a été achetée et payée des fonds du Parti. Nous sommes satisfaits également que la voiture a été achetée à £G800 (¢1,920.00).

Madame Oparebea l'utilisa pendant un certain temps après

-96-

441. M. Odoi, autrefois trésorier de la C.P.P., a dit dans son évidence que le chèque en règlement du coût de cette voiture fut signé par Nkrumah lui-même, car c'était lui qui contrôlait le compte central de la C.P.P. Ainsi, Nkrumah ne faisait-il pas de distinction entre ses propres fonds et ceux de son Parti, probablement en raison du fait que la majeure partie des fonds de la C.P.P. se réalisait par son influence. Madame Oparabea a fait l'offre de rembourser cette somme au gouvernement et nous pensons qu'elle doit le faire.

MADAME HAWA BANDA DE KUMASI.

442. Madame Hawa Banda fut le leader de la section des femmes de la proscripte C.P.P. à Kumasi. Elle bénéficia directement des fonds publics et des fonds de la C.P.P. dans des conditions qui ne donnent lieu à aucun doute quant à ses obligations de s'acquitter de ses dettes envers l'Etat. Elle obtint la somme de £G1,000 (¢2,400.00), qu'elle-même a qualifié de prêt-du vote pour parer aux imprévus. Elle a obtenu de la même source la somme de £G370 (¢888.00) qu'elle se disait avoir e dans l'intérêt du Parti. Elle reçut donc, au total, la somme de £G1,370 (¢3,288.00) de ce vote. Elle a déjà remboursé la somme de £G480 (¢1,152.00) et elle est actuellement passible de dégorger la somme de £G890 (¢2,136.00).

443. Sur sa demande, Nkrumah autorisa également l'achat en sa faveur d'une voiture Vauxhall avec de l'argent du Parti. Cette voiture a coûté £G800 (¢1,920.00). Nous tenons qu'en présence des raisons fournies aux paragraphes précédents de ce rapport, elle devait être sommée de rembourser cette somme. Nous constatons qu'elle reste redevable envers l'Etat en la somme globale de £G1,690 (¢4,056.00).

MADAME ESSI ELLUAH DE SEKONDI/TAKORADI.

444. Madame Essi Elluah fut la Vice-Présidente de la section des femmes de la C.P.P. à Sekondi/Takoradi. Elle a dit dans son témoignage qu'elle vint à faire la connaissance de Nkrumah en 1949, environ l'époque où la C.P.P. était formée. Ils devinrent des amis de sorte. Elle a dit, elle-même: Nkrumah était mon amant".

445. Nous constatons qu'au courant de 1962, elle se fit construire un assez grand bâtiment à Takoradi. Elle se trouvait à court de fonds au moment où elle allait faire couvrir le toit. En outre, la question du plâtrage et la décoration se posait.

.....97.

Elle sollicite donc l'aide financière de l'ex-Président en vue d'achever ces projets. Ce dernier à son tour remis l'affaire entre les mains du Commissaire Régional d'alors pour l'Ouest, M. Arthur.

446. M. Arthur engagea un M. Newman, entrepreneur de bâtiments à Sekondi pour l'achever. Le coût de ces travaux s'était élevé à £G3,000 (¢7, 200.00) et a été payé avec des fonds fournis par la C.P.P. Madame Essi Elluah a fait l'offre de rembourser cette somme au gouvernement et nous sommes d'avis qu'elle doit le faire.

COMPTE SPECIAL POUR LES POTS DE VIN.

447. Il nous paraîtrait qu'à un moment donné, l'ex-Président éprouva des remords au sujet de l'usage auquel il mettait le fonds public connu sous le nom du "Vote pour parer aux imprévus". (Voir au paragraphe 155). Il se fit donc ouvrir un compte à la Banque Commerciale du Ghana en son propre nom. Nous constatons que son but principal était d'utiliser ces fonds pour accorder des prêts à ses nombreux partisans et de les garder comme une sorte de compte courant. Nous sommes satisfaits que ce compte a été ouvert avec une somme de £G76,400 (¢183,360.00) fournie par Aye-Kumi. Ce dernier a dit que cette somme représente de pots de vin sur certains contrats non-spécifiés. Nous n'avons aucun doute que les prêts restés jusqu'ici impayés sous ce vote sont recouvrables et payables de bon droit, au gouvernement. Nous sommes d'avis également que toute personne prouvée avoir reçu de dons de ce compte devraient les dégorger. D'après nous, les suivants sont les bénéficiaires de ce compte qui ont reçu les sommes indiquées ci-dessous.

MOHAMED ADOTEY AKWEI.

448. Adotey Akwei fut, pendant de nombreuses années, notamment de 1949 à 1958, chauffeur d'une des voitures de propagande de la C.P.P. En 1958, il se fit embauché dans la Brigade des Travailleurs mais il prit sa retraite en 1961 pour raisons de santé. En 1964, l'ex-Président l'invita à redevenir chauffeur à la Présidence mais il refusa cette offre en raison de son grand âge tout en sollicitant de lui un prêt pour s'établir comme transporteur.

449. Nous constatons qu'un prêt jusqu'à concurrence de £G3,152 (¢7,564.80) lui fut accordé, lequel prêt il utilisa pour acheter un camion Bedford immatriculé GE.6813. Nous constatons que ce prêt provint du compte décrit au paragraphe 429 ci-dessus. A l'heure actuelle, il n'a remboursé que la somme de £G100 (¢240.00); il redoit donc la somme de £G3,052 (¢7,324.80).

98.

Il a fait l'offre de rembourser cette somme au gouvernement et le témoignage sur ce prêt a été rendu volontairement par lui-même.

LE PROFESSEUR W.E. ABRAHAM DE L'UNIVERSITE DU GHANA.

450. Avant le renversement du Gouvernement Nkrumah, le Professeur W.E. Abraham fut le Doyen de la Faculté de la Philosophie à l'Université du Ghana. Il semble que lui et l'ex-Président s'entendaient très bien. Nous avons déjà constaté au paragraphe 120 de ce rapport que Nkrumah lui fit don d'une voiture Jaguar appartenant au gouvernement.

451. Nous constatons qu'en sus de cela l'ex-Président, au courant de 1964, lui donna la somme de £2,000 (£4,800.00) dans des conditions qui, d'après nous, ne fait aucun doute qu'il l'avait destinée à l'usage personnel du Professeur Abraham. Nous sommes satisfaits que cette somme provint du compte décrit au paragraphe 429 de ce rapport; en conséquence, nous tenons que le Professeur Abraham doit dégorger cette somme d'argent.

LES DONS VERITABLES MAIS RARES DE NKUMAH.

452. L'ex-Président, nous paraît-il, avait fait, du moins, deux dons véritables qui en dépit de toute objection, ne doivent pas être mis en question: les dons faits à M. Techie-Menson et au Commandant Christine Debrah.

M. TECHIE-MENSON - ANCIEN MINISTRE DE
LA CONSTRUCTION.

453. Avant les événements du 24 février, 1966, M. Techie-Menson fut Ministre de la Construction. En 1961, il était Ministre-Adjoint et d'après son propre témoignage, il fut démis de ses fonctions pour avoir battu un fonctionnaire. Il resta évidemment sans emploi pendant un certain temps.

454. Nous constatons que le 11 janvier 1963, il s'est présenté à l'ex-Président dans son bureau sur la demande de celui-ci. On lui remis alors un chèque dont le montant s'élevait à £1,500 (£3,600.00) en lui faisant entendre que c'était un don de la part de Nkrumah. Nous sommes satisfaits que ce chèque a été tiré sur la Barclays Bank où le salaire de l'ex-Président était payé.

;.....99.

LE COMMANDANT CHRISTINE DEBRAH.

455. Le Commandant Christine Debrah est l'Organisatrice du Corps Auxiliaire des Femmes sous le Ministère de la Défense Nationale. Elle a dit qu'elle fit la connaissance de l'ex-Président en 1960 alors que celui-ci était en visite à Tamale. Bien que l'évidence dont nous disposons démontre que cette visite de Nkrumah ne fut qu'une visite éclair, et qu'en conséquence il n'aurait eu que quelques minutes pour s'entretenir avec elle quand celle-là lui fut présentée officiellement, Mademoiselle Debrah a dit dans son témoignage que la façon dont elle s'acquitta de sa tâche a fait tant d'impression sur l'ex-Président que ce dernier la fit transférer à Accra et affectée à la Flagstaff House. Si l'ex-Président, affirma-t-elle, s'intéressait à elle, ce ne fut qu'à cause de son travail, rien de plus.

456. Pourtant, Mademoiselle Debrah a dit que sur la demande de Nkrumah, elle faisait de dons personnels aux malades au nom de celui-ci sur ses propres fonds. Nous constatons qu'avant d'entreprendre son voyage projeté d'Hanoi, Nkrumah lui donna un chèque dont le montant s'élevait à £G105 (£252.00). D'après Mademoiselle Debrah, ce chèque était destiné au règlement d'une dette que lui devait Nkrumah à propos de dons faits en son nom depuis 1962. Elle ne disposait pas de détails sur ces dons mais d'après elle, leur montant s'élevait à la somme rondelette de £G105 (£252.00). Elle dit qu'elle sollicita d'être payée et c'est ainsi qu'elle reçut le chèque de £G105 (£252.00).

457. A notre avis, sa déclaration est indigne de foi. Nous avons lieu de croire que la somme de £G105 (£252.00) lui a été donnée comme un cadeau en récompense d'une faveur qu'elle veut tenir ~~secrète~~. Toutefois, nous relevons que ce paiement a été effectué du compte personnel de Nkrumah à la Barclays Bank.

CES DEUX SOMMES D'ARGENT, SONT-ELLES.
RECOUVRABLES ?.

458. L'avocat pour notre Commission nous a invité à conclure que les sommes d'argent payées à M. Techie-Menson et à Mademoiselle Debrah étaient des sommes auxquelles l'Etat a droit et qu'en conséquence nous devons recommander leur recouvrement. Il se fonda sur le fait que voici: puisque Nkrumah possède de fonds en excès de ce qu'il a gagné légitimement, nous devons aboutir à la conclusion que ces sommes faisaient partie des pots de vin mal acquis et versés dans son compte.

459. Bien que nous admettions que cet argument soit attrayant, nous pensons qu'il ne doit pas prévaloir, car nous avons nous-même fait remarquer et noter au paragraphe 20 de ce rapport que Nkrumah a légitimement gagné la somme de £G134.005.14s.0d (£321.613.68). Selon notre calcul il aurait dû économiser au moins un tiers de cette somme d'argent qui, d'après nous, revient à £G45.000 (£108.000.00).

460. Nous pensons qu'en tirant les chèques sur ce compte particulier Nkrumah a voulu, au moins pour varier un peu, faire des frais sur son argent légitimement gagné. Il lui reste encore suffisamment d'argent sur lequel les deux chèques pourraient être honorés et nous avons lieu de supposer qu'ils ont été encaissés de ses épargnes légitimes. En conséquence, nous rejetons la soumission de l'avocat pour notre Commission. A notre avis, les dons faits à M. Techie-Menson et à Mademoiselle Christine Debrah ne doivent pas être mis en question.

KWAME NKRUHMAH ET LES MARCHANDISES DE
CONTREBANDE.

461. Au paragraphe 160 de ce rapport, nous avons exprimé notre avis quant à la façon dont l'ex-Président est arrivé à mettre le vote pour parer aux imprévus sous son seul et unique contrôle. Le témoignage de M. Arthur, Directeur de la Douane, nous laisse à croire que Nkrumah a adopté une méthode analogue, mais plus subtile, pour mettre sous son contrôle et l'argent et les marchandises saisis par les autorités douanières.

462. Nous constatons qu'avant 1962, toutes les marchandises saisies en application des règlements douaniers étaient gardées et éventuellement vendues par le Directeur de la Douane en vertu de pouvoirs qui lui sont investis par l'Ordonnance de Douanes. Nous constatons que peu après Août 1962, Nkrumah donna des instructions au Ministre des Finances d'alors de former un comité pour disposer de ces marchandises. La raison donnée pour justifier cette mesure était que le Directeur de la Douane exerçait trop de pouvoirs.

463. Ce comité a été dûment formé et comprenait le Directeur de la Douane, le Commissaire de Police et le Secrétaire-Général du Ministère des Finances. Nous constatons que ce comité a arrêté une politique concernant la façon de disposer de ces marchandises, politique qui ne donna lieu à aucune objection et qui, dans une certaine mesure, rapporta des bénéfices aux coffres de l'Etat. En particulier, les liqueurs alcooliques saisies à la frontière étaient vendues à des établissements spécifiquement désignés et les sommes ainsi réalisées étaient payées aux coffres de l'Etat.

464. Nous constatons que le comité, conformément à sa politique arrêtée, a disposé des marchandises de contrebande jusqu'en juin, 1963. A partir de cette date, l'ex-Président ordonna que les boissons ne devaient plus être vendues et qu'elles devaient être réservées pour l'approvisionnement de la Flagstaff House. Nous sommes satisfaits que ces instructions ont été suivies et nous constatons que des boissons alcooliques qui auraient pu rapporter des bénéfices jusqu'à concurrence de £11,755.15.6d (£28,213.86) aux coffres de l'Etat, ont été fournies à la Flagstaff House où elles ont été consommées.

465. Il paraîtrait que Nkrumah gardait également un oeil jaloux sur les monnaies saisies. Nous constatons qu'à une réunion tenue sous sa présidence à la Flagstaff House et à laquelle assistaient le Ministre des Finances, le Directeur de la Douane et le Commissaire de Police, l'ex-Président ordonna que toutes les monnaies saisies devraient être payées à un compte spécial du Gouvernement au crédit de l'ex-Président. Cette réunion s'était tenue en novembre 1964.

466. Nous relevons que ce compte a été dûment ouvert sur l'autorisation du Ministre des Finances et désigné: COMPTE SPECIAL PRESIDENTIEL et que les dépôts étaient au crédit "du Président du Ghana". Avant que ces sommes d'argent ne furent éventuellement payées à la banque, il paraîtrait qu'une quantité de francs qui se trouvait chez le Directeur de la Douane a été, sur les ordres de l'ex-Président, payée à des fonctionnaires spécifiés.

467. Toutefois, nous sommes satisfaits que toutes ces sommes d'argent ont été dépensées dans l'intérêt public et que la somme versée au crédit du COMPTE SPECIAL PRESIDENTIEL demeure toujours intacte à la banque.

468. A notre avis, le fait que cette somme d'argent n'a pas subi le sort du vote pour parer aux imprévus ou celui des boissons saisies, est dû, purement, au hasard. Nous pensons que l'ex-Président s'est efforcé tout simplement pour avoir sous son contrôle et l'argent et les liqueurs afin qu'il puisse mettre l'un ou l'autre à n'importe quel usage que lui conviendra.

LE CAS COMPATISSANT DE MADemoiselle
VICTORIA NYARKO.

469. Avant le renversement du Gouvernement Nkrumah, Mademoiselle Victoria Nyarko (alias Madame Tagoe) fut membre de l'Assemblée Nationale. D'après le témoignage dont nous disposons, elle fit membre d'une délégation inter-parlementaire qui se rendit en visite à Tokyo en 1960.

470. Il paraîtrait qu'elle est tombée malade au cours de cette visite et qu'elle était admise à l'hôpital. Les frais de traitement aussi bien que d'autres frais personnels qu'elle encourus et qui s'élevaient à plus de £400 (£960.00) ont été entièrement défrayés par le gouvernement. Il paraîtrait que le remboursement des dépenses encourues à son égard se faisait à raison d'un prélèvement mensuel de £10 (£24.00) sur son salaire.

471. Nous constatons qu'au courant de 1963, elle adressa une pétition à l'ex-Président le priant de bien vouloir faire défalquer la somme de £268 (£643.23) qu'elle redevait. Nous pensons qu'elle a fait valoir l'argument qu'elle était tombée malade alors qu'elle était en délégation officielle.

L'ex-Président exauca sa demande et ordonna à ce que la somme de £268 (£643.20) soit payée du vote pour parer aux imprévus; ceci a été dûment fait.

472. Auparavant, elle a fait l'offre de rembourser cette somme au gouvernement, mais dans sa soumission finale à notre Commission, elle nous pria de ne pas faire une recommandation quant au recouvrement de cette somme en raison du fait qu'elle tomba malade.

473. Nous avons été émus, nous-mêmes, par le fait qu'elle était en service commandé en dehors de ce pays quand ces dépenses ont été encourues et que si elle était tombée malade dans ce pays, les frais de traitement auraient été beaucoup moins qu'ils ne le furent à l'étranger. Nous pensons que nous nous trouvons en mesure de différencier ce cas de celui d'autres bénéficiaires du vote pour parer aux imprévus. Quoique nous trouvions mal que l'on règle les dettes personnelles avec des fonds publics, nous estimons quand même que, pour des raisons de sympathie, cette somme ne doit pas être recouvrée de Mademoiselle Victoria Nyarko et nous nous proposons de faire une recommandation dans ce sens.

MADemoiselle GENOVEVA ESTHER MARAIS.

474. Mademoiselle Genoveva Esther Marais qui semble être d'origine sud africaine, est arrivée dans ce pays le 21 février, 1957. Dès son arrivée, elle fut engagée par le Gouvernement comme fonctionnaire de l'enseignement. Elle démissionna de la fonction publique en 1960.

475. Après sa démission de la fonction publique, elle a travaillé chez une compagnie étrangère appelée E. Borio. Elle paraît être engagée comme membre du Conseil d'Administration de cette compagnie. Elle a rompu ses liens avec cette compagnie en 1963.

103.

476. Par la suite, elle se fit engagée par le Service de la Radiodiffusion et de la Télévision comme Organisatrice de Programmes. Elle fit son chemin jusqu'à devenir Directrice de Programmes, Section Télévision. Elle resta au service de cette Corporation et exerça ces dernières fonctions jusqu'au 22 mars, 1966 date à laquelle fin fut mis à son engagement.

477. Il paraît que l'ex-Président aurait fait sa connaissance avant ou peu après 1963. Nous pensons qu'elle aurait exercée une attraction physique sur Nkrumah et qu'ils sont devenus des amis de sorte. Dans son témoignage elle affirma qu'elle "entretenait des rapports spéciaux avec l'ex-Président".

478. Nous tenons que "ces rapports spéciaux aboutirent à des bénéfices bien définis en sa faveur. Elle obtint de l'ex-Président la somme de £10,000 (£24,000.00) ainsi qu'une voiture Ford Thunderbird dans des conditions relatées aux paragraphes suivants de ce rapport.

479. Mademoiselle Marais témoigna qu'elle s'adressa à l'ex-Président pour un prêt et que cela lui a été accordé. Elle nous a soumis copies de la reconnaissance qu'elle signa à Nkrumah à cette fin.

480. Les conditions dans lesquelles ce prêt fut accordé nous paraissent étranges et nous avons lieu de croire que Nkrumah ne s'attendait pas à recouvrer d'elle cette somme d'argent.

481. Nous constatons, cependant, que l'argent qui lui a été donné n'appartient pas de droit à Nkrumah. Il fait partie d'une somme de £750.000 (£1,000.000.00) que Nkrumah obtint comme bénéfice secret quand les biens de Leventis ont été achetés par le Gouvernement.

482. Plus haut dans ce rapport, nous avons donné des raisons pour lesquelles le Gouvernement est en droit de recouvrer cette somme de Nkrumah et de toute autre personne à qui il en donna partie.

483. Puisqu'une partie de cette somme a été donnée à Mademoiselle Marais, nous tenons qu'elle doit être sommée de la rembourser aux coffres de l'Etat.

484. Mademoiselle Marais a soutenu avec persistance que c'était un prêt véritable et qu'elle est disposée à le rembourser. A notre avis, cette position facilite de beaucoup la question du remboursement.

.....104

485. Nous constatons également qu'au courant de l'an dernier, Mademoiselle Marais exprima à l'ex-Président le désir de posséder une voiture Ford Thunderbird. En conséquence cette voiture a été passée en commande sous prétexte de faire une augmentation dans le vaste train de voitures automobiles présidentielles. Nous constatons que le coût de cette voiture a été payé par un chèque tiré au nom de la John Holt (d'Outremer) Liverpool et porté au débit du vote pour parer aux imprévus, compte de Londres.

486. Nous relevons que cette voiture est arrivée dans ce pays au début de cette année et que sur les instructions de l'ex-Président, Messieurs John Holt Batholomew la transféra à Mademoiselle Marais après que celle-ci eut payée les droits de douane et la taxe d'achat.

487. Nous constatons qu'elle versa la somme de £2,750 (¢6,600.00) à cet effet et par la suite immatricula la voiture TV.4141. Nous tenons qu'elle utilisa la voiture pendant une période de quinze jours environ après quoi elle commença à mal fonctionner. En conséquence, elle a été renvoyée au garage John Holt Bartholomew et c'était de là que la Police l'a récupérée, et la détient toujours.

488. Nous concluons que Mademoiselle Marais est redevable au Gouvernement en la somme globale de £12,285 (¢29,484.00).

489. Comme nous avons indiqué au paragraphe 486 ci-dessus, elle n'utilisa la voiture que pendant une quinzaine de jours après quoi elle la renvoya au garage. Elle a porté à la connaissance de notre Commission qu'elle ne s'en intéresse plus et qu'en conséquence elle renonce à tous droits sur cette voiture.

490. Dans ces conditions, nous pensons que le gouvernement doit garder cette voiture et l'utiliser comme il jugera convenable.

491. A l'avenant, nous croyons qu'elle est en droit d'opposer la somme de £2,750 (¢6,600.00) qu'elle versa à titre de droit de douane à la dette de £10,000 (¢24,000.00); Ceci fait, elle n'est redevable qu'en la somme de £7,250 (¢17,400.00).

OBSERVATION FINALE SUR KWAME NKRUMAH.

492. Au paragraphe 27 de ce rapport, nous nous sommes abstenus d'exprimer notre avis quant à la question de savoir si oui ou non l'ex-Président avait été malhonnête à tous les égards. Après avoir considéré et exposé la façon dont il a acquis ses biens, nous nous trouvons toujours dans l'impossibilité de donner satisfaction à la soumission de l'avocat.

493. Nous n'avons pas essayé d'aller au-delà de notre mandat en examinant tous les aspects de l'administration de

105.

En conséquence, nous pensons que ce serait trop de conclure qu'il a été malhonnête à tous les égards.

494. Il ne fait pas partie de la tâche de cette Commission d'enquête de fournir, pour ainsi dire, une justification ex post facto, quant à la destitution de Nkrumah de ses fonctions. Mais, étant donné les constatations que nous avons faites concernant la manière dont il a acquis le gros de ses biens, et la façon dont il a traité les biens de l'Etat qu'il contrôlait en tant que dépositaire au nom du peuple de ce pays et vu sa duplicité avérée dans plusieurs affaires, nous ne pouvons nous empêcher de faire cette observation, à savoir, que Kwame Nkrumah s'était rendu absolument inapte aux hautes fonctions du Président du Ghana.

RESUME DE NOS CONSTATATIONS.

495. Nous indiquons ci-dessous nos constatations principales, à savoir, que Kwame Nkrumah, l'ex-Président du Ghana, est possesseur au Ghana de biens suivants:

	<u>£</u>	<u>£. S. d.</u>
1. Terrain avec bâtiment à Nkroful	21,840.00	9,100.--
2. Cinq terrains en friche à } plusieurs endroits dont la } valeur se chiffre à }	10,560.00	4,400.--
3. Sommes d'argent en différentes } banques au Ghana s'élevant à }	822,241.00	342.600.9.-
4. Prêts dus au Compte Spécial } à la Banque Commerciale du Ghana }	11,764.80	4,902.--
5. Titres au Porteur et valeurs de } banque enregistrés avec intérêts } cumulés.	53,100.00	22,125.--
6. Economies obligatoires à son } crédit }	10,080.00	4,200.--
7. Cheptel, c.à.d boeufs et chèvres } estimés à..... }	1,500.00	625. --
8. Epée en or (Coupe-papier)	35.57	14.16.5d
9. Immeubles acquis au nom d'autres } personnes dont le coût s'élève à }	34,384.58	14,326.18.2d
TOTAL AU GHANA	<u>£965.506. 03</u>	<u>£402.295. 3.7d</u>

,.....106

En dehors du Ghana, Nkrumah possède les biens suivants:

	ø965.506.03	£402.294. 3. 7d
10. Terrain avec bâtiments au Caire dont le montant s'élève à	139.200.00	58.000. -- --
11. Terrain avec bâtiments à Rabat, Maroc, d'un montant de	69,600.00	29,000.--.--
12. Sommes d'argent à la Midland banque, South Késsington, opérées au nom d'Ayeh-Kumi; le solde constaté au cours du dernier relèvement de compte et présenté comme pièce à conviction.	21,270.28	8,862.12. 4d
13. Sommes d'argent investies à la Swiss Bank Incorpo- rated, Zurich au nom de Messieurs Ayeh-Kumi et W.M.Q.Halm (sous réserve de rétrait, dont le montant exact ne peut être estimé par Messieurs Ayeh-Kumi et Halm)	408,000.00	170,000.--.--

TOTAL EN DEHORS GHANA ø 638.070.28 £265.862.12. 4d

REPORT ø1,603.576.31 £668.156.15. 4d
=====

14. Nous pensons que Nkrumah possède également des investissements et des sommes d'argent à l'étranger dont nous n'avons pu déterminer l'étendue. (Voir aux paragraphes 110 & 336).

497. Nous constatons que Nkrumah avait les suivants sous son contrôle:

15. Roraima Lodge (Republic House) estimé à	ø.784,800.00	£327.000.--
16. Immeubles de Laterbiokorshie à Accra évalués à	636.000.00	265.000.--
Total	ø1,420,800.00	£592.000.--
	=====	=====

107.

Report	ø1,420,800.00	£ 592.000.--
17. Nous constatons que N Nkrumah contrôlait les Sociétés Anonymes suivantes;		
18. NADECO LTD. (Actifs nets comme indiqués dans le compte, moins la valeur écrite de Roraima Lodge C.à.D. Republic House).		
	ø1,507.236.99	628.015.8s. 3d
19. GUINEA PRESS LTD. (Valeur des actifs comme indiquée dans les comptes).		
	724.877.00	302.032.1s. 8d
20. GHANA BOTTLING COMPANY LTD. (Valeur des actifs comme indiquée dans les comptes).		
	<u>316.329.00</u>	<u>131.803.15s -</u>
<u>Total des Compagnies Anonymes controlees:</u>	<u>ø2,548.442.99</u>	<u>£1,061.851. 4s.11d</u> =====

RESUME DE BIENS.

I.	TOTAL AU GHANA	ø 965.506.03	£ 402.294. 3s. 7d
II.	TOTAL EN DEHORS DU GHANA	638.070.28	265.862.12s. 4d
III.	TOTAL DE BIENS CONTROLES	ø1,420.800.00	592.000.- . -
IV.	TOTAL DES COMPAGNIES ANONYMES CONTROL2ES.	<u>ø2,548.442.99</u>	<u>£1,061.851. 4s 11d</u>
	<u>TOTAL DES BIENS POSSEDES ET CONTROLES.</u>	<u>ø5,552.819.30</u>	<u>£2,322.009.0s.10d</u> =====

Nous constatons que le gros des sommes d'argent au
crédit de Kwame Nkrumah ou tenues en son nom a été
mal acquis.

21. Nous constatons que
Nkrumah a fait de dons
sur les fonds publics
dont le montant s'élève à ₵ 142.962.98 & 59.567.18. 2d
22. Nous constatons que
Nkrumah a fait de dons
de sources malhonnêtes
jusqu'à concurrence de 68.956.67 28.731.18.11d
23. Nous constatons que
Nkrumah a fait de dons
de son revenu légitime
dont leur montant s'élève à 3,852.00 1.605.- .
24. Nous constatons que
Nkrumah reçut de dons
le montant s'élève à 312.575.90 130.239.19.2d
25. Nous constatons que
Nkrumah a déposé à la
banque, au nom de sa
mère, sa femme et ses
enfants, la somme de 27,572.06 11.488. 7.2d
26. Nous constatons que sur
la demande de Nkrumah,
M. A.G. Leventis a
investi et consigné en
fideicommiss au nom de son
fils Gorkeh Nkrumah dans
une banque Suisse, la somme
de 48,000.00 20.000.-.-.

RECOMMANDATIONS.

Nous recommandons que:

TERRAINS EN FRICHE.

498. Les deux terrains accordés à Nkrumah par les familles royales de Wenchi et de Larteh leur soient restitués.
499. Le Gouvernement continue à utiliser le terrain sis à Queen Anne's Point pour promouvoir l'éducation.

109.

500. L'on ait recours aux voies légales en vue de déposséder Nkrumah de son titre aux deux autres terrains à savoir, le terrain à Sekondi et celui à Mamobi, Accra; que ces deux terrains soient utilisés par le Gouvernement pour des projets qu'il jugera appropriés ou, à défaut, qu'ils soient vendus et le montant réalisé par la suite, considéré comme faisant partie des actifs en espèces de Kwame Nkrumah.

501. Le terrain et le bâtiment à Nkroful décrits au paragraphe 50 de ce rapport, soient laissés intacts pour l'occupation permanente de la mère de Nkrumah et les autres membres de sa famille.

IMMEUBLES ACHETES PAR KWAME NKRUH

502. Des mesures doivent être prises en vue de priver la mère de Nkrumah et ses autres parents y compris Ambrose Yankey, de leur titre aux immeubles décrits aux paragraphes 148 et 149 de ce rapport; le titre de ces biens doit être assignés au Commissaire en chef des Terres au nom du Gouvernement.

503. Ces immeubles doivent être utilisés pour des fins que le Gouvernement jugera nécessaires ou, à défaut, ils doivent être vendus et la somme d'argent ainsi réalisée considérée comme faisant partie des actifs liquides de Kwame Nkrumah.

504. Nous faisons les recommandations aux paragraphes 502 et 503 parce que les sommes d'argent avec lesquelles ces immeubles ont été acheté sont des montants auxquels l'Etat du Ghana a droit en raison du fait qu'elles ont été réalisées, à titre de bénéfices secrets par Nkrumah sur des contrats Gouvernementaux.

BATIMENTS CONSTRUITS POUR LES PARENTS DE NKRUH.

505. Des mesures doivent être prises en vue de recouvrer des parents et du ouisinier de Nkrumah mentionnés au paragraphe 114 de ce rapport, les sommes diverses dépensées sur la construction des maisons décrites audit paragraphe. Dans le cas où l'une ou l'autre de ces personnes serait décédée, ces sommes d'argent doivent être recouvrées de leur ayants droit ou de leurs héritiers coutumiers.

506. Les sommes d'argent dont chaque individu est passible de payer figurent à l'Appendice XI de ce rapport et la raison pour leur recouvrement est la même que celle indiquée au paragraphe 504 ci-dessus.

.....110

110.

507. Dans le cas où ces individus feront défaut ou ne seront pas à même de faire les paiements recommandés au paragraphe 506 ci-dessus, ces maisons ou celles dont les coûts ne peuvent pas être réglés doivent être vendus et les montants ainsi réalisés considérés comme faisant partie des actifs liquides de Nkrumah

BIENS FONCIERS DE NKUMAH A L'ETRANGER.

508. Etant donné l'origine des fonds avec lesquels la maison de Nkrumah au Caire a été construite, nous estimons que le Gouvernement du Ghana est en droit d'y faire une revendication

509. Il faut avoir recours aux voies légales en vue d'assigner le droit de propriété de cet immeuble au Gouvernement; à cet effet, des mesures doivent être prises en vue de porter cette revendication à la connaissance du Gouvernement de la République Arabe Unie aussi bien que les arguments à son appui.

510. Par la suite, le Gouvernement doit exercer sur cet immeuble tout droit de propriété qui en découle, y compris celui d'aliénation.

511. Le montant exact des dépenses encourues des fonds publics du Ghana sur la villa de Nkrumah à Rabat doit être établi et cette somme d'argent recouvrée ou opposée à ses actifs liquides dans ce pays.

SOMMES D'ARGENT EN BANQUE AU GHANA AU
NOM DE NKUMAH.

512. En raison de l'avis exprimé au paragraphe 20 de ce rapport, Nkrumah n'a droit qu'à la somme de £G45,000 (\$108.000.00) sur les sommes d'argent au crédit de son compte courant à la Barclays Bank.

513. Le Gouvernement du Ghana a plein droit au solde de Nkrumah et à la Barclays Bank et à la Banque Commerciale du Ghana; en conséquence, des mesures doivent être prises soit par une action judiciaire soit par toute autre voie légale en vue de recouvrer ces sommes d'argent au profit de revenu du Ghana.

514. La raison pour l'avis exprimé au paragraphe 513 ci-dessus, est la même que celle donnée au paragraphe 504.

.....111

111.

515. Les mêmes mesures doivent être prises en vue de recouvrer au profit de la Trésorerie de l'Etat les sommes d'argent au crédit de la femme de Nkrumah, Fathia, de sa mère, Elisabeth Nyaniba et de ses enfants.

516. Tous les titres au porteur et les bons nominatifs achetés par Nkrumah à l'exception de ceux au nom de Mademoiselle Erica Powell, doivent être également récupérés.

SOMMES D'ARGENT TENUES EN BANQUES
ETRANGERES AU NOM DE NKRUH.

517. M. Ayeh-Kumai d'une part et Messieurs Ayeh-Kumi et Halm d'autre, doivent être sommés de rapatrier au Ghana au profit du revenu public toutes les sommes d'argent tenues en leur nom à la Midland Bank à Londres et à la Swiss Bank Incorporated à Zurich et opérées par eux en tant que dépositaires de Kwame Nkrumah.

518. Ce sont là des sommes d'argent auxquelles le Gouvernement du Ghana à plein droit en vue de la raison indiquée au paragraphe 504 de ce rapport.

BENEFICIAIRES DU VOTE POUR PARER AUX
IMPREVUS.

519. Des mesures doivent être prises soit par une demande formelle soit par une action judiciaire en vue de recouvrer les sommes d'argent prêtées en présent ou autrement dépensées à tort en faveur des individus sur le vote pour parer aux imprévus. Une liste de telles personnes et les sommes qu'elles doivent audit vote sont indiquées à l'Appendice VII A de ce rapport.

BENEFICIAIRES DES FONDS DE NADECO.

520. Des mesures doivent être prises soit par une demande formelle soit par une action légale en vue de recouvrer les sommes d'argent prêtées, données en présent ou autrement dépensées au profit des individus sur les fonds de NADECO. Une liste de telles personnes et les sommes d'argent qu'elles doivent sont indiquées à l'Appendice VII D de ce rapport.

521. Recouvrées, ces dites sommes d'argent doivent être versées aux caisses de l'Etat pour les raisons indiquées au paragraphe 504 de ces recommandations.

BENEFICIAIRES DES FONDS DU PARTI.

522. Des mesures doivent être prises soit par une demande formelle soit par une action légale en vue de recouvrer les sommes d'argent prêtées, données en présent ou autrement dépensées au profit des individus sur les fonds du Parti.

112.

Une liste de tels individus et les sommes d'argent dont ils sont redevables se trouvent dans l'Appendice VII B de ce rapport.

523. Une fois recouvrées, ces dites sommes d'argent doivent être appropriées au profit des caisses de l'Etat pour les raisons données au paragraphe 504 de ces recommandations.

PALAIS A NKROFUL ET A NSUEH:

524. Les familles royales de Nkroful et de Nsuaem doivent être sommées à payer le coût des palais construits à leur intention au dépens des contribuables ou à défaut, des mesures doivent être prises en vue de mettre ces bâtiments à la disposition du gouvernement pour être utilisés selon les instructions de celui-ci.

SOMMES D'ARGENT PAYEES A LA HOUSING CORPORATION
EN FAVEUR DES THEORICIENS DU PARTI, ALIAS "SOCIALIST BOYS".

525. Les diverses sommes d'argent versées à la "Housing Corporation" du vote pour parer aux imprévus en faveur des personnes mentionnées aux paragraphes 152-153 de ce rapport, doivent être remboursées et portées au crédit de ce vote par la Corporation qui, à son tour, doit prendre les mesures nécessaires en vue de faire enregistrer ces sommes d'argent au débit des dites personnes.

LE PROFESSEUR ABRAHAM ET LA VOITURE JAGUAR.

526. La voiture Jaguar appartenant au Gouvernement et qui a été illégitimement présentée comme don au Professeur Abraham, doit être récupérée et utilisée comme semblera bon au Gouvernement.

527. La somme de £2,000 (\$4,800.00) payée au Professeur Abraham sur le "Compte Spécial pour les pots de vin" rapporté au paragraphe 447, doit être récupérée soit par une demande formelle soit par une action judiciaire. Une fois récupérée, cette somme d'argent doit être versée aux coffres de l'Etat.

528. La raison pour la récupération est la même que celle indiquée au paragraphe 504 de ces recommandations.

VOITURE BUICK DU GOUVERNEMENT ET LA
BELLE-MERE DE NKUMAH.

529. La somme de £2,000 (\$4,800.00), coût de la voiture officielle Buick de l'Ambassade que Nkrumah fit faire présent à sa belle-mère au Caire, doit être prélevée sur son revenu légitimement gagné et tenu à la Barclays Bank.

113.

LA VOITURE BLINDEE AMERICAINE-
LINCOLN CONTINENTAL.

530. Le gouvernement doit dès maintenant prendre une décision concernant l'usage auquel il se propose de mettre la voiture blindée Lincoln Continental achetée avec de l'argent du vote pour parer aux imprévus, Compte de Londres.

531. Peter Nuamah doit, par la suite, être commandé de donner des instructions aux manufacturiers, Hess et Eisenhart de Cincinnati, à Ohio, aux Etats-Unis, quant à ce qu'il faut en faire.

532. Ensuite, la somme d'environ £2,000 (¢4,800.00) toujours due aux manufacturiers doit être payée par le gouvernement.

BEATRICE KWADRY ET LES DEFALCATIONS
INJUSTIFIEES.

533. Les instructions données pour la défalcation des dettes dues à la Corporation pour le développement Industriel et à la Corporation pour le Développement Agricole par Madame Kwadry doivent être révoquées, celles-ci étant injustifiées, et ladite dame doit être portée débitrice envers lesdites corporations aux sommes indiquées au paragraphe 352 de ce rapport.

534. Des mesures doivent être prises soit par une demande formelle soit par une action judiciaire en vue de recouvrer, au profit de ces Corporations, ces sommes d'argent aussi bien que celles qui lui ont été injustement payées du vote pour parer aux imprévus.

535. Les comptables de ces Corporations doivent être exigés de signaler tous les autres cas analogues de défalcatons injustifiées, et les mesures recommandées au paragraphe 534, ci-dessus doivent être prises en vue de recouvrer ces sommes d'argent.

LE BATIMENT DE MADAME SUSUANA BUADI
ET LES COMMISSAIRES REGIONNAUX POUR
LA VOLTA.

536. M. F.K.Boni, autrefois Commissaire Régional pour la Volta doit être sommé de rembourser la somme de £2,300 (¢5,520.00) qu'il a injustement, autorisé à être dépensée sur les fonds publics pour la construction du bâtiment privé de Madame Susuana Buadi.

.....114.

114.

537. Pour des raisons analogues, M. Joseph Kodzo doit être sommé de rembourser la somme de £G200 (¢480.00) utilisée aux mêmes fins.

538. A défaut de paiement, des poursuites doivent être dûment entamées à leur encontre en vue de recouvrer ces sommes d'argent.

L'ACHAT DES BIENS D'A.G. LEVENTIS ET
LA SOMME DE £G.1 MILLION (¢2,400.000.00).

539. La somme de £G.1 million (¢2,400.000.00) perdue par le gouvernement doit être recouvrée de Nkrumah et des membres du Conseil des Ministres qui ont donné leur approbation pour l'achat de ces biens à £G6 millions (¢14,400.000.00).

540. D'autant d'argent qui pourrait être relevé des grands livres de banque sur la somme de £G750,000 (¢1,800,000.00) que Nkrumah obtint de cette transaction doit être confisqué et considéré comme paiement partiel de la somme de £G1 million (¢2,400,000.00).

541. Ensuite, les fonds légitimes de Nkrumah doivent être confisqués en vue du recouvrement de toute autre somme restant impayée.

542. De telles sommes restant impayées doivent être par la suite recouvrée conjointement de tous les Ministres.

543. Ces dits recouvrements doivent se faire par des voies légales.

BÉNÉFICIAIRES DU COMPTE SPECIAL POUR
LES POTS DE VIN.

544. Des mesures doivent être prises, soit par une demande formelle soit par une action judiciaire en vue de recouvrer les sommes d'argent prêtées, données en cadeau ou autrement dépensées au profit des individus sur le Compte Spécial pour les pots de vin rapporté au paragraphe 447 de ce rapport.

545. Ces sommes d'argent, récupérées, doivent être payées aux coffres de l'Etat. La raison pour cette recommandation se trouve au paragraphe 504 de ce rapport.

RECOMMANDATION SPECIALE A PROPOS DU VOTE
POUR PARER AUX IMPREVUS.

546. Les experts financiers du gouvernement et/ou le Vérificateur Général des Comptes doivent être invités à établir un procédé pour le contrôle des dépens sur le vote pour parer aux imprévus afin d'éviter, à l'avenir, l'abus de ce fonds comme il est décrit dans ce rapport.

115.

547. Le gouvernement doit arrêter une politique nette précisant quand et les genres de projets sur lesquels des dépens pourraient être encourues du vote pour parer aux imprévus.

LES CONTRATS DREVICI.

548. Etant donné que quelques-uns des contrats Drevici ont été passés sous la contrainte de l'ex-Président et en l'absence des rapports de praticabilité, et vus nos constatations que Drevici paya à l'ex-Président des sommes d'argent qui l'ont amené à commettre ces irrégularités, nous recommandons que le gouvernement fasse constituer un comité restreint pour revoir tous, ou quelques-uns, de ces contrats en vue de déterminer si les prix demandés pour les divers projets ont été équitables et raisonnables à tous les égards et si tous, ou quelques-uns, de ces contrats ne sont pas dans le meilleur intérêt de ce pays.

549. Le gouvernement doit étudier la question de savoir si les Associés Doxiades, ou une autre compagnie analogue, ne doit pas être engagée pour surveiller l'aspect technique des contrats Drevici.

550. Vu nos constatations que Drevici a le penchant à faire de dons considérables à des gens en place en vue d'obtenir un traitement favorisé, nous recommandons au gouvernement d'étudier sérieusement la question de savoir si Noe Drevici est une personne de bonne foi et apte à être autorisée à rester ou à continuer avec ses affaires dans ce pays.

POSTE PUBLIC D'ALHAJI NORGAH.
A ETRE SUPRIME.

551. Alhaji Norgah, à qui un prêt s'élevant à £G20,000 (¢48,000) a été originairement accordé du vote pour parer aux imprévus, céda au gouvernement son parc à bestiaux évalué à la somme de £G10,000 (¢24,000.00) et fut nommé, par la suite, Conseiller en matières d'Elevage à l'ex-Président avec un salaire mensuel de £100 (¢240.00).

552. Etant analphabète, Alhaji Norgah n'avait pour tâche réelle que de voyager en dehors du Ghana de temps en temps en vue de négocier l'achat de bétail; il n'était aucunement Conseiller en matières d'Elevage et nous recommandons que le gouvernement se passe de ses services.

.....116.

LES POUVOIRS STATUTAIRES DU DIRECTEUR
DE LA DOUANE A NE PAS ETRE ENTRAVES.

553. Les entraves administratives mises au Directeur de la Douane par les directives présidentielles rapportées aux paragraphes 461 - 468, doivent être levées.

554. Le Directeur de la Douane ne doit aucunement être gêné dans l'exercice de ses pouvoirs en ce qui concerne la disposition des marchandises saisies comme stipulé dans l'ordonnance douanière.

MADemoisELLE GENOVEVA ESTHER MARAIS.

555. La somme de £G7,250 (¢6,600.00) doit être recouvrée de Mademoiselle Marais ou, alternativement, des dispositions satisfaisantes doivent être prises quant au règlement de cette dette avant qu'elle ne quitte le territoire de ce pays.

556. A notre avis, le gouvernement peut choisir entre deux alternatives: premièrement et sans délai, lui faire donner une assignation à la Haute Cour et tout de suite obtenir un jugement et ensuite procéder à faire une exécution sur ses biens.

557. Nous apprenons qu'elle a un assez grand immeuble à Tesano qui est actuellement franc d'hypothèque et loué à la Valco pour un loyer annuel de £G2,460 (¢5,760.00).

558. Nous pensons que le montant réalisé de cette vente suffirait au règlement de la dette et les frais de justice.

559. Par contre, Mademoiselle Marais doit être sommée d'attribuer au gouvernement d'autant du revenu provenant de cet immeuble qui suffirait à régler cette dette et l'intérêt modeste qui en découle dans un délai de cinq ans.

LE CAS DE MADemoisELLE VICTORIA NYARKO.

560. Le remboursement de la somme de £G268 (¢643.20) dépensée du vote pour parer aux imprévus en règlement de la dette de Mademoiselle Nyarko envers le gouvernement doit être abandonné pour des raisons de sympathie.

PAS DE DROIT DE RECOUVRER LES SOMMES D'ARGENT
DEPENSEES POUR LA CONSTRUCTION DES IMMEUBLES DE
MADAME ARABA APREKUA ET DE MADAME AGNES AYITEY.

561. Ni les immeubles de Madame Araba Aprekua à Winneba (voir au paragraphe 138) ni ceux de Madame Agnes Ayetey (voir au paragraphe 135) ne furent directement ou indirectement financés des fonds publics; en conséquence nous recommandons qu'aucune mesure ne doit être prise en vue de recouvrer de l'une ou de l'autre ces sommes d'argent.

117.

562. Les clefs de l'immeuble de Madame Agnes Ayitey, actuellement en possession du Secrétaire de notre Commission, doivent être rendues à M. E.H.T. Korboe qui a supporté le financement total dudit immeuble.

IMMEUBLES ACHETES POUR LES VEUVES DU FEU
SALIFU DAGARTI.

563. La somme de £5,850 (¢14,112.00) a été dépensée du vote pour parer aux imprévus pour l'achat de deux immeubles respectivement à Accra et à Kumasi à l'intention des deux veuves du feu Salifu Dagarti. De plus, une somme de £G.152.15.6d (¢365.66) a été dépensée du même vote pour l'achat des meubles destinés à ces bâtiments.

564. Selon nos renseignements, ces veuves ne devaient occuper ces maisons que pendant leur vie normale, y compris le cas où elles seront épousées en secondes noces. Toutefois, il, paraîtrait qu'aucun contrat formel n'a été passé pour témoigner ceci en ce sens. En conséquence, l'intérêt du gouvernement en ce qui concerne le droit de retour n'est pas suffisamment garanti.

565. Afin d'éviter des difficultés éventuelles qui pourraient surgir à propos du titre de propriété de ces maisons en cas ou du décès de ces veuves ou de leurs secondes noces, nous recommandons au gouvernement de faire passer un contrat formel entre lui-même et ces dites veuves.

LES COMPTES VERIFIES ET/OU PREPARES DES COMPAGNIES.

566. Les comptes de NADECO - voir la note explicative VII(i) de l'Appendice III-montrent qu'un virement dont le montant s'élève à £G.168,472.7s.3d a été effectué du "First City Bank", New York, à NADECO le 19.4.60.

567. Le 15 Septembre, 1960, Dodwell & Cie ont viré £G.39,891 au compte de la NADECO.

568. Le 28 Septembre, 1959 et le 8 avril, 1961, la Compagnie Nationale de la Construction du Ghana (Ghana National Construction Company - G.N.C.C.) versa au compte de la NADECO la somme globale de £G.45,000 pour être virée aux fonds de la C.P.P.

569. Le 30 mars, 1962, Johnson et Johnson de Londres ont viré la somme de £G127,758 au compte de NADECO.

.....118.

118.

570. En l'absence d'autre évidence, outre les comptes, sur l'objectif de ces paiements, nous recommandons que les comptes préparés et/ou vérifiés de la NADECO, la Guinea Press et la Ghana Bottlin Company soient référés aux établissements compétents gouvernementaux d'enquête en vue de toute autre enquête que ceux-ci jugeront utile.

FAITS DIVERS.

571. A la suite du discours prononcé à l'intention des Conseillers municipaux de Kumasi sur lequel nous avons rapporté au paragraphe 91, Kwame Nkrumah ordonna que quelques-uns des "pots de vin" obtenus par le Comité pour la construction des bâtiments pour le service de la Santé Publique (voir au paragraphe 76) qui en ce temps là, n'étaient pas encore versés ni à la C.P.P. ni à la NADECO ni à son propre compte, soient rendus aux entrepreneurs.

572. M. Oduro, le Président de l'Association des Entrepreneurs qui avait alors en sa possession la somme en espèces de £G1,700 (¢4,080.00) l'a versée au secrétaire de notre commission.

573. Cette somme a depuis été versée aux coffres de l'Etat. Etant donné que les entrepreneurs qui ont fait ces paiements n'ignoraient pas le motif malhonnête qui les accompagnait, ils n'ont plus maintenant le droit de prétendre à leur recouvrement et nous recommandons que cette somme soit confisquée par le gouvernement.

574. Madame Cecilia Nani, Alias Yawa Nani, qui n'a pas été sommée de comparaître devant notre Commission, a évidemment obtenu un prêt de £G500 (¢1,200.00) du vote pour parer aux imprévus. A la suite des enquêtes faites par des agents de notre Commission, Madame Nani a remboursé à notre Secrétaire ladite somme de £G500 (¢1,200.00). Elle a depuis été versée aux coffres de l'Etat.

575. M. M. Adotey Akwei (voir au paragraphe 447) et A. E. Kobina (voir au paragraphe 175) qui ont reçu des prêts du Compte Spécial pour les pots de vin (voir au paragraphe 447) et du vote pour parer aux imprévus ont remboursé au secrétaire de notre Commission au cours de ses assises, respectivement la somme de £G100 (¢240.00) et ¢504.00.

576. Ces sommes d'argent ont été versées aux coffres de l'Etat et prises en considération quant aux sommes qu'ils doivent actuellement au gouvernement.

119.

IMMEUBLES DE LATERBIORKORSHIE.

577. Ces immeubles ont été construits exclusivement avec des fonds publics et sont actuellement gérés par la "Housing Corporation". Toutefois, le titre foncier de ces immeubles paraît être dévolu soit à M. Baidoe-Ansah soit à la NADECO. On avait déjà essayé vers les 1962 de l'acquérir conformément aux dispositions de l'Ordonnance Domanial et des Contrats mais il paraît que les conditions requises à propos de la notification et les autres formalités n'ont pas été remplies.

578. Aussi, recommandons-nous que des mesures appropriées soient prises en vue de faire échoir le titre légal soit au gouvernement soit à toute autre autorité publique; quant aux immeubles, eux-mêmes, ils doivent être utilisés comme semblera bon au gouvernement.

AUTRES QUESTIONS.

579. Nous recommandons que le bétail et les chèvres donnés en présent à l'ex-Président et actuellement gardés au parc à bestiaux du gouvernement à Nungua soient affectés au service de l'Elevage du Ministère de l'Agriculture.

580. L'épée en or présentée à l'Ex-Président doit être déposée au musée du Ghana.

LES CAS MERITANT L'ETUDE DU PROCUREUR-GENERAL
EN VUE D'ENTAMER DES POURSUITES.

581. Il ressort des faits constatés et rapportés aux divers paragraphes de ce rapport que quelques-uns des témoins ont commis des infractions au code criminel.

582. Nous recommandons que le Procureur-Général soit invité à examiner les cas des témoins qui donnent lieu à des poursuites justifiables et à procéder donc à prendre des telles mesures qu'il jugera convenables.

REMERCIEMENTS.

583. L'enquête sur les biens de Kwame Nkrumah a évidemment occasionné beaucoup de travail. Aussi, le croyons-nous juste de faire mention, dans les derniers paragraphes de ce rapport, de quelques-uns des nombreux individus avec le concours desquels il nous a été possible de terminer les travaux de cette Commission d'Enquête pendant des assises relativement peu nombreuse.

.....120

584. La collaboration des nombreux avocats qui ont défendu les intérêts des témoins que nous avons sommés, a considérablement accéléré nos travaux. Nous exprimons nos remerciements à chacun d'eux aussi bien qu'à tous les fonctionnaires sans les avis d'experts desquels notre compréhension de certaines questions soulevées devant nous aurait été incomplète; nous enregistrons notre plus profonde appréciation à M.J.N.K. Taylor et à M. E.W.A. Adjetei, avocats pour la Commission, pour le concours inestimable qu'ils nous ont prêté.

585. M.P.A. Mantey, Commissaire-Adjoint de Police (Division de la Sûreté) et son équipe d'enquêteurs ont travaillé vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour nous recueillir des renseignements et pour convoquer des témoins à comparaître devant nous. Ils se sont bien acquittés de leur travail et nous les applaudissons pour leur service inestimable.

586. Il y a des procès-verbaux sur chaque assise de la commission. Nous sommes particulièrement reconnaissants aux procès-verbalistes, dactylographes et agents de la "State Publishing Corporation" de la diligence qu'ils ont manifesté dans la production de ces documents que nous tenons pour authentiques et utiles, non seulement à nous, mais aussi à tous ceux qui aimeraient savoir comment les biens de Kwame Nkrumah ont été relevés.

587. Le Secrétaire de la Commission, M.G.T.Oddoye a beaucoup travaillé plus que tout autre. La commission d'enquête aussi bien que ses avocats, M. Mantey (Sûreté) et les procès-verbalistes ont, tous profité du fait que M. Oddoye se tenait à leur service à tous moments. Il a co-opéré avec tout le monde et a exécuté son travail avec une compétence remarquable. Aussi, lui exprimons-nous toute notre reconnaissance pour son service inestimable.

588. Finalement, nous exprimons nos vifs remerciements à M. G.W.K. Adiba, Sténo-Dactylographe qui a travaillé avec ardeur à taper notre rapport et à lui donner sa forme définitive; il nous a donné satisfaction à tous les égards.

Fait à la Cour Suprême à Accra ce 12 Octobre 1966.

(Signé) FRED KWASI APALOO
PRESIDENT.

(Signé) ROGER OGANSEY
MEMBRE.

(Signé) ABAYIFA KARBO
MEMBRE.

(Signé) G.T.ODDOYE.

APPENDICE I.

JOUR DE SEANCE	DATE	NOMS DES TEMOINS
1 ^{er}	21/3/66	M. Krobo Edusei
2 ^{ème} .	29/3/66	M. Krobo Edusei
	"	M. W.Baidoe Ansah
3 "	30/3/66	M. W.Baidoe Ansah
	"	M. Kodzo
	"	M. W.M.Q. Halm
4 "	31/3/66	M. Erasmus I.Preko.
	"	H. Joshua A. Eshun
		M. F.E.Techie-Nenson
5 "	4/4/66	M. S. Abuagye Kwateng
	"	M. John Arthur
	"	Dr. John E. Armah
	"	M. J. Ampah-Sampong
6 "	13/4/66	H.D.K. Adjei
7 "	14/4/66	M. D.K. Adjei
8 "	15/4/66	M. D.K. Adjei
	"	M. Kenneth Pinneg
	"	Mlle.Genoviva Marais
	"	Mme. Elisabeth Assem
9 "	19/4/66	M. A. Ebenezua Kobina
	"	Mlle. B.Kwadey
	"	Mme.Grace Ayensu
	"	M. J.Therson Cofie
10 "	20/4/66	M. A.E. Kobina
	"	M. F.E. Jantuah
11 "	21/4/66	M. H.K. Djaba
	"	M. D.E. Asafu-Adjaye
12 "	22/4/66	M. A.I. Norgah
	"	M. Emoru Egala
	"	M. F.E.Jantuah
13 "	25/4/66	M. A.J. Prah
	"	Mme. E.Oduro-Adiyaa
	"	M. E.Ayeh-Kumi
14 "	26/4/66	M. O.E. Andoh
	"	M. I.K. Amihere
15 "	27/4/66	M. G.Y. Odoi
	"	M. O.E. Andoh
	"	M. E.Ayeh-Kumi
16 "	28/4/66	M. Harry Dodoo

2.

APPENDICE I.

JOUR DE SEANCE	DATE	NOMS DES TEMOINS
17 è se.	3/5/66	M. Appiah-Danquah
	"	M. Kwaw Swanzy
		M. Kofi Baako
18 "	4/5/66	M. Kwaw Swanzy
	"	M. Kofi Baako
19 "	5/5/66	M. Baidoe-Ansah
	"	M. W.E.Arthur
	"	M. T.K.Impraim
	"	M. M.Adotey Akwei
20 "	9/5/66	M. Kofi Baako
	"	M. K.D.D. Mensah
	"	M. Kweku Tei
	"	Dr. William Lutterodt
	"	M. Kojo Botsio
21 "	10/5/66	M. Kojo Botsio
	"	M. Fiawoo
	"	Mlle. Mary Quansah
	"	M. Nuama
	"	M. Dowuona-Hammond
22 "	11/5/66	M. Dowuona-Hammond
	"	M. E.Kingsley Osei
	"	M. S.Abuagye Kwateng
	"	Dr. Lutterodt
23 "	12/5/66	M. John Saka-Addo
	"	M. W.A.Wiafe
	"	M. S.I.Iddrissu
24 "	17/5/66	M. S.I.Iddrissu
	"	Mme. Sussan Al-Hassan
	"	Mlle. Ramatu Baba
	"	Mme. Hawa Banda
	"	M. Michael Nkrumah
25 "	18/5/66	M. David Anderson
	"	M. Frank A'ari Arthur
	"	M. F.K.D. Goka
	"	M. G.Y. Odoi
	"	Mlle. Victoria Nyarko
	"	M. T.K. Impraim
26 "	19/5/66	M. Victor Adegbitey
	"	M. E. Ayeh-Kumi

.....3

3.

APPENDICE I.

JOUR DE SEANCE	DATE	NOMS DES TEMOINS
27 me.	23/5/66	Mlle. Lily Appiah
	"	Mme. Efua Sutherland
28. "	24/5/66	Okyeame Ommabrere (M.Kobina Abredu)
	"	M. F.K.D. Goka
	"	M. E.Ayeh-Kumi
29. "	25/5/66	M. S.Owoo Cooke
	"	Nana Afrifa Mbore Bediaku (IV)
	"	Opanyin Kwame Atakora
	"	Nana Ayeribi Acquah
30. "	26/5/66	Mme. Esi Elluah
	"	Mlle. Béatrice Kwadey
	"	M. Amoo-Godfried
	"	M. E.Ayeh-Kumi
31. "	1/6/66	M. Tawiah Adamfio
	"	M. G.Y.Odoi
	"	Mme. Hawa Banda
	"	Nana Akua Oparebea
32. "	2/6/66	Mme. A.Mokolaw Ayetey
	"	M. E.H.T. Korboe
	"	Dr. William Lutterodt
	"	M. Ayeh-Kumi
	"	Mme. Lucy Hayford
33. "	7/6/66	Dr. William Lutterodt
	"	Mme. Stella Gyando
	"	M. James Mercer
34. "	8/6/66	Mme. Ana Nkrumah (alias Adwoa Nyabanyewan)
	"	M. Mettle-Nunoo
	"	M. F.W.Beecham, Jnr.
35. "	9/6/66	Mme. Susuana Buadi
	"	M. Theophilus Tawiah
	"	M.Hans Kofi Boni
	"	M.Joseph Kodzo
	"	M. G.D.K. Martey Markwei
	"	M. F.W. Beecham
36. "	10/6/66	M. F.W.Beecham
	"	M. Imoru Egala
	"	M. C.C.Y. Onny

JOUR DE SEANCE	DATE	NOMS DES TEMOINS
37 ème.	14/6/66	M. K.Amoako-Atta
	"	E.K. Okoh
	"	M.M.F. Dei-Anang
38 ème.	15/6/66	Professeur Abraham
	"	M.Kojo Winful
	"	M. A.R.Otoo
	"	Mme. Araba Aprekua
	"	M. K.A. Ofori-Atta
	"	M. A.E.Inkumsah
39 ème.	16/6/66	M. E.Adotey Abossey
	"	M. L.R.Abavana
	"	M. E.K. Bensah
	"	M. J.Dowuona-Hammond
	"	M. Tawia Adamafio
	"	M. Martin Appiah-Danquah
	"	M. Krobo Edusei
	"	M. Kofi Baako
	"	M. Kweku Boateng
	"	M. Osei Owusu Afriyie
40 "	20/6/66	M. E. Ayeh-Kumi
41 "	21/6/66	Mme. Winifred Dua
	"	M. F.E.Techie-Henson
	"	M. Dzenkle-Dzewu
	"	Mlle. Docia Kissie
	"	M. E. Ayeh-Kumi
	"	M. H.K. Djaba
42 "	22/6/66	Alhaji Sian N'diaye
	"	M.Ignatius Baffoe Bonnie
	"	Alhaji Seh Sinare
	"	M. R.B. Nunoo
	"	M. K.A. Gbedemah
43 "	23/6/66	M. Y.J. Gbedemah
44 "	24/6/66	M. H.K. Djaba
	"	M. Albert Julius Granville
45 "	28/6/66	M. K.A.Gbedemah (Déclaration)
	"	Mme. Ursula Drevici
46 "	29/6/66	Mme. Ursula Drevici
	"	M. V.M. Charles Tay
	"	M. K.A. Gbedemah
	"	M.T.K. Impraim
	"	M. Harry Dodoo
	"	M. Kojo Botsio

5.

APPENDICE I.

JOUR DE SEANCE	DATE	NOMS DES TEMOINS
47 ème.	4/7/66	Mme. Ursula Drevici
	"	H. Hans Kofi Boni
	"	M. A.E. Tetteh Adjei
	"	H. A.Y.K.Djin
	"	M. C.A. Barlow
	"	M. E.A. Mahama
48 "	5/7/66	M.W.K. Aduhene
	"	M.J.L.M. Mensah
	"	M.E.E.Asafu-Adjaye
	"	M. S.E. Arthur
	"	M. W.Brown
	"	Mlle. Lucy Seidel
49 "	6/7/66	M. C.A. Barlow
	"	M. E.K. Bənsah
	"	Mlle. Lucy Seidel
	"	M. W.H.Q.Halm
	"	M. Martin Agyekum
50 "	18/7/66	Mlle Christina Debrah
	"	M. G.F.K. Doe
	"	M. M.K. Olympio
51 "	19/7/66	M. J.Quashie-Idun pour
	"	M. E. Ayeh-Kwai
	"	H. de Graft Johnson pour
	"	M. W.H.Q.Halm
	"	M. Nelson Cofie pour
	"	Mme. Efua Sutherland.
52 "	20/7/66	M. Heward Mills pour
	"	M. Krobo Edusei
	"	M. J.A. Tagoe pour
	"	M. D. Fiawoo
	"	M. Odoi-Anan pour
	"	Dr. William Lutterodt
53 "	24/7/66	M.J.A.Agyeman pour
	"	M.Martin Appiah Danquah &
	"	M. James Mercer
	"	M. Peter Adjetey pour
	"	M. G.Y. Odoi & M.Dowuona-Hammond.
	"	M. Nti pour H.K.A.Gbedemah

.....6

6.

APPENDICE I.

JOUR DE SEANCE	DATE	NOMS DES TEMOINS
54 ème	25/7/66	Sir Edward Asafu-Adjaye pour Mlle. Lucy Seidel
	"	M. Obeng, pour M. Oduro
	"	M. Enoch Edusei, pour M. E.K. Osei
	"	M. Moore, pour M. Baidoe Ansah
	"	M. Olaga pour Mlle. Karais.
55 "	26/7/66	M. Koi-Larbi & M. Epton pour M. Kofi Baako.
	"	M. William Abraham
	"	M. Béatrice Kwadey & Dei-Anang.
	"	M. J.H. Lynes, pour
	"	Parkinson Howard.
	"	M. Heward Mills, pour
	"	M. Drevici
56 "	20/7/66	M. Harry Dodoo
	"	M. Hans Kofi Boni
	"	M. J. Aduhene
	"	M. J. Mensah
	"	M. E.I. Preko
	"	M. Mohamed Akwei
	"	M. Obed Andoh
	"	Mlle. V. Nyarko
	"	Mlle. Lily Appiah
	"	Mme. Aprekua
	"	Mme. Matelawey Lyetey
57 "	28/7/66	M. A. Ebenezuah Kobina
	"	Mme. Amah Nkrumah
	"	M. W.E. Offei, pour Mme. Susuana Buadi
	"	M. Amofa, pour M.D.E. Asafu-Adjaye
	"	Mme. Elizabeth Assem
	"	Mme. Stella Gyandoh
	"	M. A.C. Kuna, pour M. Bensah & Goka.
	"	M.A.E. Inkumsah
	"	M. Kofi A. Ofori-Atta
	"	M. Kofi Baako

7.

APPENDICE I.

JOUR DE SEANCE	DATE	NOMS DES TEMOINS
57 ème Cont.	28/7/66	M. Csei Owusu-Afriyie
	"	M. Tawiah Adamafio
	"	M. Krobo Edusei
58 "	29/7/66	Mme. Grace Ayensu
	"	M. G.E.K.Doe
	"	Sir E.Asafu-Adjaye par
	"	M. Taylor, pour la
	"	Commission
	"	Mme. Grace Ayensu
	"	M.Peter Adjetey, pour
	"	M. H.K. Djaba
	"	M. J.N.K. Taylor, pour la Commission-soumission finale.
59 "	2/8/66	M. Kwaku Boateng
	"	M. J.N.K. Taylor, pour la Commission-soumission finale.
60 "	3/8/66	M. J.N.K. Taylor, pour la Commission.
61 "	4/8/66	M.J.N.K. Taylor, pour la Commission - Soumission Finale.

APPENDICE II.

PIECES A CONVINCTION - COMMISSION D'ENQUETE

A P A L O O.

1. Liste de pots-de-vin versés à la Ghana Educational trust par des Entrepreneurs.
2. Acquit donné par la C.P.P. en reconnaissance des montants obtenus de la Ghana Educational Trust à titre de pots-de-vin sur les contrats.
3. Liste (disposée en forme de table) des pot-de-vin versés à la Ghana Educational Trust par tous les entrepreneurs.
4. Attestation nos.1 - 4 délivrées à M. Ansah Eshun par la Housing Corporation en faveur des Immeubles et palais construits à Nsuaem et à Nkroful.
- 5A,B, & C Articles sur lesquels des frais ont été faits du vote pour parer aux imprévus.
6. Lettre No. SCR.0090/Vol.7131 du 14/1/66 signée par T.K. Impraim et concernant la voiture Ford Thunderbird.
- 7A .Acquits donnés à Mademoiselle Genoveva Marais, par
B. John Holt Bartholomew & Cie.
- 8A. Contrat dans lequel Mademoiselle Genoveva Marais s'engage à rembourser un prêt à Nkrumah.
B. Note de reconnaissance signée par Mademoiselle Genoveva Marais et datée le 1/11/65.
C. Note de la part d'Ayeh-Kumi et Halm autorisant Genoveva Marais de faire des retraits du compte portant sa propre signature.
9. Lettre adressée à Madame Kwadey par l'A.D.C. en date du 6/6/61 relative à la défalcation de ses dettes.
10. Lettre émanant de la Présidence à propos du Club Africana et datée le 2/11/65.
11. Mémoire relatif aux discussions sur le Club Africana adressé à l'Osagyefo.
12. Lettre d'envoi No. CS.008 ADN.9/Vol.3 du 6/1/66 transmettant SCR.0399/SF.2/000 du 5/1/66 concernant Club Africana.
13. Lettre émanant du Secrétariat des Entreprises de l'Etat Sur "Caprice Night Club" et datée le 11/10/65 - contrat de location.

- 14.A. Défalcation par écrit émanant du Consultant sur les Affaires Economiques et Industrielles en général adressée à Madame Kwadey et datée le 13/3/65.
- B. Attestation sur la défalcation.
- C. Lettre émanant de J.K.A. Darfour datée le 14/6/66.
- D. Attestation: Prêts de £5,000 pour le financement d'une entreprise de pêche.
- E. Lettre émanant de la Présidence et transmettant les instructions de l'Osagyefo quant à la défalcation.
- 15A,B,C. Photographies des bateaux de pêche d'Aunti "B".
16. Brochure technique sur la Mercedes Benz 600.
- 17A,B,C. Quatre photographies de la cérémonie de présentation de la voiture de Sports Mercedes à Kwame Nkrumah.
18. Résumé de salaires et d'indemnités payés à Kwame Nkrumah.
19. Relevé du Compte de Nkrumah à la Barclays Bank (Adiyaa).
20. Le Testament de Kwame Nkrumah daté le 4/7/64.
21. Avances octroyées aux agents-acheteurs par la "State Cocoa Marketing Board" (Harry Dodoo).
22. Paiements effectués au "Ghana Farmers Marketing Co-operatives".
23. Liste des contrats passés avec le groupe de Compagnies Drevici.
24. Lettre émanant du Secrétaire Générale du Ministère des Finances avec un projet de memorandum - remboursement de subvention à la C.P.P. - et datée le 11/2/65.
25. Rapport pour 61/62: liste des avances pour les achats et livraison du cacao au port - C.M.B.
26. Rapport du Vérificateur des Comptes sur les comptes du Conseil des Cultivateurs Unifiés pour 1961/62.
27. Rapport du Vérificateur des Comptes sur les comptes du Conseil des Cultivateurs Unifiés pour 1962/63.
28. Lettre adressée à W.B. Baidoe-Ansah par Nichinen sur deux pulvérisateurs.
- 29A,B,C. Correspondance entre le Dr. Lutterodt et Messieurs
D. Ethelburga sur le pot de vin.
30. Chèques tirés au nom du Dr. W. Lutterodt,
 - A. Pour la somme de £10.050
 - B. " " " 9,400
 - C. " " " 3,000
 - D. " " " 25,000
 - E. " " " 3,000
 - F. " " " 8,000
 - G. " " " 31,015.

31. Titre de transfert d'A.G. Leventis à Ayeh-Kumi et W.M.Q. Halm.
32. Simple accusé de reception de la part d'A.G. Leventis pour l'acquit de la valeur intégrale de 50% etc.
33. Cablôgramme adressée à Addo, Banque du Ghana, par W.M.Q. Halm au sujet du transfert de la somme de £25,000 à Ayeh-Kumi.
34. Certificat de Titre (annulé) au nom d'A.G. Leventis.
35. Lettre émanant du Président, NADECO (Ayeh-Kumi) donnant des instructions à ce que £475,000 soit versé dans leur compte chez la Banque Commerciale du Ghana.
36. Transfert à "L'Union Bank" de Suisse.
37. Analyse des taxes dûes au Gouvernement du Ghana par A.G. Leventis.
38. Chèque de £66,000 tiré au nom du Président, Bureau des Affaires Africaines.
39. Acquit donné par G.Y. Odoi pour la somme de £66,000.
40. Compte NADECO No.2 -Analyse.
41. Relevé de compte d'Ayeh-Kumi - Compte Midland - Photocopies.
42. Titre de transfert - d'Efuah Sutherland à Kwame Nkrumah.
43. Le Plan du bien-fond d'Efuah Sutherland.
44. Lettre du Secrétaire au Conseil des Ministres acceptant au nom de Kwame Nkrumah le terrain offert à celui-ci par les conseillers d'Akonode à Larteh-Kubease.
45. Le Testament de Kwame Nkrumah daté le 26/5/65.
46. Titre de transfert - de Kofi Akrashie à Kwame Nkrumah.
47. Titre de transfert - de Chef Afadu II à Kwame Nkrumah.
48. Bail - de S.A. Doku, E. Doku et A. A. Doku à Kwame Nkrumah.
49. Acte de donation entre vifs - de Efua Sutherland à Kwame Nkrumah.
50. Bail - du Président de la République du Ghana à Kwame Nkrumah.
51. Rapport sur la Mission d'Investissement de la G.E.T.
52. 20,000 Titres au porteur émis par la Trésorerie du Ghana 1970/74 5000051 x 5000052
- (2) 10,000
53. Titres de propriété sur Laterbiorkorshie.
54. Acte proposé entre NADECO & Cie et l'Investissement du Ghana (Ghana Investment).
55. Titre de transfert - de Nana Kobina Nketsia IV à Nyamikeh.
56. Photographies des bâtiments construits pour Madame Nokolaway par Kwame Nkrumah.

4.

57. Les clés du bâtiment ci-dessus construit pour Mme. Nokolaway sur les instructions de Kwame Nkrumah.
58. Rapport soumis à Kwame Nkrumah par Ayeh-Kumi et Halm sur la mission de Leventis à Paris.
59. Rapport soumis à Kwame Nkrumah par Ayeh-Kumi et Halm sur la mission en Europe.
60. Lettre de "J. Sagall of Inter-States Economic Development Ltd., 79 Gracechurch Street" datée le 2/1/62 et 3/11/61.
61. Extraits des procès-verbaux du Conseil d'Administration de la Ghana Airways. Réunions du 22/1/59 - 2/4/59, 3/6/59, 25/31/2/59.
62. Lettre émanant de Pannel Crewdson sur les comptes - 30/6/59.
63. Lettre adressée à Messieurs Pannell Crewdson & Hardy par le Dr. Lutterodt datée le 14/10/59.
64. Lettre adressée à Kwame Nkrumah par Madame Gyandoh au sujet de l'avance pour l'achat d'une voiture.
65. Lettre adressée au Directeur de la Banque d'Etablissement du Ghana par Madame Gyandoh.
66. Contrat d'Association, Ghana Airways.
67. Notes adressées à l'Osagyefo par Imoru Egala, Ministre de l'Industrie sur le projet de cacao à Tema.
68. Des brochures sesame émanant du Groupe de Compagnies Drevici.
69. Lettre de Messieurs Reese & Weichmann portant plainte contre Messieurs Doxiades.
- 70 A. Note adressée à l'Osagyefo par Imoru Egala et datée le 19/10/64.
- B. Lettre émanant du Secrétaire Général du Ministère des Finances.
- C. Note adressée à l'Osagyefo par Amoako-Atta et datée le 23/6/65.
- D. Lettre adressée au Secrétaire du Conseil des Ministres par le Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie datée le 19/3/65.
- E. Lettre adressée au Secrétaire Général de l'Industrie par le Comité des Crédits étrangers datée le 24/5/65.
- F. Lettre adressée au Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie par le Secrétaire Général du Ministère des Finances datée le 10/6/65.

.....5

- 70. H. Lettre adressée au Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie et datée le 10/11/65.
- I. Lettre adressée au Secrétaire Général du Ministère des Finances par le Gouverneur de la Banque du Ghana et datée le 6/12/65.
- 71. Acte de contrat pour le bâtiment de Madame Dundum à Kpandu.
- 72. Lettre du Secrétaire Général du Ministère de la Communication sur le terrain pour la construction de la "Tema Harbour Inter-locking Industries Complex".
- 73. Photographies de "l'Industrial Complex" à Tema.
- 74. Photographies de l'usine Drevici à Tema pour le traitement de cacao.
- 75. La décision du Conseil des Ministres sur les bien de Leventis.
- 76. La décision du Conseil des Ministres sur les bien de Leventis.
- 77. Mémoire du Conseil des Ministres sur les biens de Leventis.
- 78. Mémoire sur la procédure pour le Secrétariat du Budget.
- 79. Mémoire par l'Osagyefo.
- 80. Lettre de Gbedemah à l'Osagyefo.
- 81. Lettre adressée à K.A. Gbedemah par Messieurs Lynes & Quashie-Idun sur les pots de vin obtenus sur les voitures Mercedes Benz.
- 82. Lettre émanant de Daimler Benz ref. K.A. Gbedemah et les pots de vin sur les voitures Mercedes Benz.
- 83. Accord passé entre Parkinson Howard et West African Industrial Consultants Limited.
- 84. Lettre adressée à Messieurs Reese et Weichmann par M. Quashie de la "Ghana Agricultural Products Exporters Ltd." datée le 26.9.61.
- 85. Lettre adressée au Ministère de l'Industrie datée le 31/3/62.
- 86. Lettre adressée au Directeur de la "Cocoa Processing Plant" par les Associés Doxiades.
- 87. Lettre adressée à l'adjoint du Chef Officier de développement datée le 10/9/63, par "Unicorn Construction & Building Co. Ltd."
- 88. Lettre adressée au Ministère de l'Industrie par Messieurs Reese & Weichmann datée le 7/3/64.
- 89. Lettre émanant de Messrs Associés Doxiades datée

6.

90. Rapport de Novembre 1964 adressé au Comité d'enquête par le Secrétaire expliquant les raisons pour le retard.
91. Lettre émanant de "Lever Brothers": terrain pour l'Interlocking Complex."
92. Lettre émanant du Directeur-Général et des Autorités des Ports sur le Complex Industriel - datée le 2/7/64.
93. Lettre No:GN.200/1/5233 émanant du Directeur-Général et datée le 26/7/63.
94. Lettre adressée à Drevici par l'Ingenieur-en-Chef, Port de Tema, datée le 25/10/63.
95. Lettre émanant du Secrétaire-Général, Ministère de la Communication sur phare temporaire.
96. Lettre émanant de Rapapest datée le 12/8/63.
97. Lettre émanant des Associés Doxiades - sur les rapports mensuels pour janvier 1964.
98. Rapport de Messieurs Flukogold sur les causes du retard. "Interlocking Complex".
99. Lettre émanant du Directeur du Service de l'immigration: immigration Drevici.
100. Lettre émanant de Reese et Wichmann datée le 15/1/63.
101. Lettre émanant du Directeur du Service de l'immigration datée le 5/2/63.
102. Lettre émanant de Reese & Wichmann datée le 12/12/62.
103. Lettre émanant de la "Ghana Agriculture Products Exporters Ltd." datée le 7/7/62.
104. Documents sur les voitures passées en commande par Drevici pour l'O.U.A. - procédure à adopter pour s'en disposer.
105. Lettre émanant de la Corporation pour l'exploitation de diamants demandant à M.N. Drevici de passer en commande des voitures à son intention.
106. Facture adressée à M.A.E.T. Adjei par J. Sabah & Cie.
107. Acquit sur les 100,000 D.M. - somme temporairement déposées à l'Ambassade du Ghana à Bonn comme pot de vin sur le contrat du port de Tema.
108. Lettre adressée à Lucy Seidel par le Secrétariat des Terres au sujet du bâtiment aux environs de Ring Road.
109. Lettre émanant de Mlle. Lucy Seidel comme suite à 108.
110. Lettre émanant du Secrétariat des Terres datée le 20/2/60.

.....7

7.

111. Lettre adressée au Commissaire des Terres par Mlle. Lucy Seidel datée février 1960.
112. Lettre adressée à Mlle. Lucy Seidel par le Secrétaire Général du Ministère des Travaux Publics et de la construction datée le 27/4/60 (copie).
113. Renseignements de base sur les finances de Drevici.
114. Lettre émanant du Secrétariat des Terres sur la revendication de Mlle. Lucy Seidel et datée le 28.4.60.
115. Note signée par E.K. Bensah et la suite donnée à cette note par Poguiki du Secrétariat des Terres sur la revendication de Lucy Seidel.
116. Acquit donné par Lucy Seidel - dédommagement de £6,400 pour le terrain aux environs du troisième tronçon de la Ring Road.
117. A. Lettre émanant du Chef-Priseur sur l'immeuble No. 424/2 de Lucy Seidel sis à Amugi Avenue et datée le 18/2/63.
B. Contrat synallagmatique - entre Lucy Seidel et Baksmaty.
118. Rapport de l'essayeur de la "State Gold Mining Corporation" daté le 1/6/66 - coupe - papier en or de Kwame Nkrumah.
119. Lettre émanant de la "Swiss Credit Bank", Zurich sur la somme de £20,000 déposée en fideicommiss par A.G. Leventis.
120. Lettre émanant de la Présidence et datée le 24/6/65 - Club Africana.
121. Lettre adressée à T.K. Impraim par le Secrétariat des Entreprises de l'Etat datée le 12/7/65 - Club Africana.
122. Lettre émanant du Secrétariat des Entreprises de l'Etat datée le 1/10/65 et relative au carnet de chèque - Club Africana.
123. Lettre adressée à M.K. Amoako-Atta par le Secrétariat des Entreprises de l'Etat et datée le 20/8/65.
124. Lettre émanant du Secrétariat des Entreprises de l'Etat datée le 20/9/65 - Club Africana.
125. Lettre émanant de la Présidence et datée le 10/8/65 - Club Africana.
126. Lettre émanant de la Présidence et datée le 1/8/65 - Club Africana.
127. Comptes en date du 30/12/65 - Rapport du Vérificateur des comptes - Club Africana.

.....8

APPENDICE III

PANNEL FITZPATRICK GRAHAM & CREWDSON.
Chartered Accountants

JMJ/JA/G.

Commission of Enquiry Into Kwame Nkrumah
Properties,
The Office of the Civil Service Commission,
P.O. Box 1618,
ACCRA.

Farrar Avenue,
P.O. Box 1219,
Accra, Ghana.
28 Septembre, 1966

Messieurs,

N A D E C O. & CIE.

Nous avons le plaisir d'inclure dans notre Rapport pour votre attention, le bilan de la Compagnie à la date du 24 février 1966, un résumé du compte des profits et pertes, et la note explicative à son appui.

Conformément aux dispositions de votre lettre du 31 Mai 1966, nous avons constaté qu'il vous fallait des renseignements sur les questions suivantes:

A. Revenus :

Distinction entre les recettes représentant:

- (a) Commission ou Donations
- (b) Commission d'Agence sur les Affaires d'Assurance et tout autre source de revenu jugée nécessaire à être mis à jour dans les comptes.

B. Dépenses:

- (a) Une note explicative sur les paiements effectués à la C.P.P. dissoute et tout autre aile politique dudit parti proscrit.
- (b) Tout autre dépense jugée nécessaire à être révélée.

C. Une liste officielle contenant les détails des prêts accordés et les remboursements effectués jusqu'ici.

D. Tout autre renseignement jugé nécessaire à être révélé.

En recueillant les renseignements que vous avez demandé, nous l'avons considéré nécessaire de dresser le bilan comme à la date du 24 février, 1966, accompagné par le compte des profits et pertes depuis la date de l'incorporation au 24 février 1966, afin de fournir les données à partir desquelles une vérification pourrait être faite sur ledit renseignement.

Au cours de nos travaux d'enquêtes, nous avons pris communication de ces livres et des faits indiqués dans la note explicative ci-jointe ainsi que des divers bons de caisse et dossiers qui nous ont été soumis. Nous n'avons pas, cependant, entrepris une vérification d'aucune partie de la période en question; nous avons compté dans une grande mesure sur le récit et le renseignement fourni dans les livres de la compagnie dans la préparation de ces comptes.

.....2

- 2 -

Nous avons accepté les résultats d'une autre enquête entreprise par la Commission d'enquête sur les comptes en banque de la Compagnie et bien que la période passé en revue par cette enquête soit plus courte que la nôtre, elle fournit des témoignages utiles et corroboratifs quant à l'exactitude en gros des Livres de Caisse de Banque de la Compagnie pour la période en question.

Dans la préparation du résumé du compte des profits et pertes et du bilan, nous n'avons pas suivi les dispositions du code de 1963 sur les compagnies au Ghana, mais nous nous sommes bornés à relever la source de mouvement de ces transactions qui, selon la lettre du mandat, intéressent spécialement la Commission d'Enquête.

Nous l'avons considéré également judicieux de nous référer aux points divers d'un bout à l'autre de ces comptes, aux comptes séparés Numéros 2 et 3, et les transactions du Compte Spécial de la Banque qui n'ont pas été préalablement inclus dans les comptes vérifiés.

1. Vérification Des Biens:

(a) Roraima Lodge:

Nous avons reçu une lettre du Commissaire des Terres, signalant que le terrain est enregistré au nom de la Compagnie. Nous n'avons pas vu les documents sur le contrat pour la construction de Roraima Lodge, mais le chiffre d'évaluation de \$784,800 qui nous a été fourni par la Commission, paraîtrait s'accorder avec le coût indiqué par les registres de la Compagnie.

(b) Autres Biens Immobiliers:

On ne nous a pas présenté aucun certificat établissant l'identité de la personne ou des personnes qui gardent d'autres biens savoir meubles, équipement, véhicules et bicyclettes de bureau.

(c) Placement de fonds au cours du marché.

On ne nous a pas montré les copies du bilan des compagnies chez qui Nadeco avait des titres d'actions. En conséquence nous n'avons pas pu déterminer s'il y aura lieu de pourvoir à des pertes qui pourraient survenir. Nous n'avons pas pu relever les certificats d'actions en soutenance de ces investissements.

(d) Prêts/Avances Divers.

Comme indiqué dans la Note Explicative No.V, des paiements ont été effectués à des personnes, aux firmes et à des compagnies. Il n'y a aucune indication que ces paiements ont été effectués à titre de donation, et nous n'avons pas vu de récépissés d'aucuns des bénéficiaires qui y figurent pour nous permettre de vérifier que ces sommes d'argent ont été vraiment reçues.

- 3 -

En l'absence de toute indication concernant le but pour lequel ces sommes d'argent ont été payées nous avons considéré qu'elles doivent être **tenues remboursables bien que des dispositions spéciales** doivent être prises pour faire face aux mauvaises créances qui pourraient survenir.

(e) Commerçants Débiteurs:

Nous avons adressé des circulaires aux Commerçants Débiteurs mais jusqu'à la date de ce Rapport, aucune réponse n'a été reçue faisant état du fait que les sommes d'argent indiquées dans les comptes sont exactes. Bien que le comptable de la compagnie nous renseigne que des sommes substantielles ont été recouvrées au compte de ces dettes depuis la date où le bilan avait été dressé, nous sommes d'avis que des dispositions spéciales doivent être prises pour faire face aux mauvaises créances.

(f) Employés Débiteurs:

Ceux-ci sont mentionnés dans la Note Explicative No.VI. Il n'y a aucun certificat signé par les bénéficiaires précisant que les sommes d'argent indiquées comme restant impayées sont exactes. Les prêts sont principalement pour construction mais en aucun cas on n'a fait passer le titre de propriété à la Compagnie comme garantie pour le prêt, qui plus est aucun remboursement n'a pas été effectué. Nous avons également constaté que les intérêts de la Compagnie n'étaient pas sauvegardés par des Police d'Assurance contre l'incendie, le tremblement de terre et les inondations etc.

(g) Paiements en Avance:

Ceci représente une avance des honoraires payables au compte de la vérification pour l'année se terminant le 30 Juin 1966, mais laquelle vérification reste jusqu'ici inachevée.

(h) Argent liquide en banque.

Ceci comprend les reliquats sur les comptes No.1,2,3 et les Comptes Spéciaux. Les Banques intéressées ont été demandées de délivrer des attestations en soutenance des chiffres indiqués dans le bilan.

(i) Espèces en Caisse:

Nous n'avons pas d'attestation pour le reliquat en espèces de \$1,162.25, tenu par la compagnie comme à la date du 24 février 1966.

2. Action Capitale:

L'Action Capitale est composée comme suit:

Autorisée	...	...	...	20,000
Emise	...	...	...	1,007

- 4 -

Mode de Paiement Des Actions:

Une première demande de 2/6d par action a été faite le 21 Mai 1958 sur les sept (7) actions. Nous n'avons pas constaté d'autres demandes dans les procès-verbaux des réunions du Conseil depuis la première demande. Cependant toutes les 1,007 actions ont été émises pour argent comptant et sont toutes intégralement payées à l'exception de trois.

1,000 Actions ont été émises au Docteur Ayeh-Kumi et le paiement fait par le virement de la somme de £G1,000 du compte non-vérifié et non révélé No.2 au compte No.1. Tous les deux comptes sont tenus au nom de la Compagnie. Nous avons, au cours de notre investigation, considéré les comptes non-révélés et non-vérifiés comme faisant une partie intégrante de la structure financière de la compagnie et sous le contrôle de ses Directeurs. Par conséquent, le paiement effectué du compte No. 2 au compte No.1 de la somme de £G1,000 pour soutenir l'émission et le versement des actions est irrégulier, et bien que nous soyons d'avis que le Docteur Ayeh-Kumi peut être jugé comme l'usufruitier actionnaire, la somme de £G1,000 remboursable sur les actions reste impayée et due.

A une réunion du Conseil tenue le 7 décembre 1960, une somme de £100 due à la CPP a été transformée en actions. Il paraîtrait par conséquent que la CPP détient 100 actions chez Nadeco-Société Anonyme, lesquelles actions ne sont pas indiquées dans le Capital de la Compagnie.

3. Valeurs Passives:

Celles-ci se composent comme suit:

Compte C.P.P., Accra	...	...	206,236.80
Compagnie Nationale de la Construction	...	...	8,509.91
"Volta Construction Company"	...	...	96.00
"Kumi (1952) Ltd.	...	...	1,214.46
W. Baidoe-Ansah	...	...	84.00
Loyers reçus en avance	...	...	1,924.00
			<u>218,065.17</u>

a) La somme d'argent due à la C.P.P. représente le reliquat jusqu'ici impayé après avoir autorisé certaines rectifications indiquées dans la section 4(g) de ce Rapport.

b) Des soldes créditeurs restant au compte de la Compagnie Nationale de la Construction du Ghana représentent le reliquat exigible sur la construction de Roraima Lodge. Ceci a été confirmé par la Compagnie.

c) "Volta Construction Company" - Ceci représente des sommes d'argent pour l'achat de 40 actions ordinaires dans cette compagnie.

d) Les soldes indiqués contre "Kumi (1952) Ltd." et W.Baidoe-Ansah sont restés impayés depuis le 1er Août, 1958 et 1957 respectivement; nous n'avons pas pu relever aucuns documents ou des bons de caisse indiquant comment ces valeurs passives survinrent, ni avons-nous des renseignements concernant les raisons pour lesquelles elles sont restées jusqu'ici

- 5 -

4. Résumé du Compte des Profits et Pertes:

a) Commission d'Assurance, Commission sur les Transactions de Cacao et des loyers à recevoir: se composent des chiffres des comptes vérifiés et des comptes de la période non-vérifiée du 1er Juillet, 1965 au 24 Février, 1966. Les chiffres indiqués s'accordent avec ceux contenus dans les livres de compte, mais ils n'ont pas été vérifiés par nous en ce qui concerne la période en question.

b) Des sommes désignées "Commission d'Agence Générale": sont indiquées sous ce chef les sommes d'argent qui ont été reçues du compte vérifié No.1 et du compte non-vérifié No.2 comme postérieurement versées à la C.P.P. ou retenues par la compagnie. Le montant global de \$1,890,522.77 indiqué dans la Note Explicative VII donne les détails des personnes auxquelles ces sommes ont été payées ou dépensées. Nous n'avons pas pu obtenir des renseignements quant à l'identité de ceux qui ont payé à la compagnie les sommes de £33,520; £2,000; £39,673.7s.3d; £20,619 et £10,000: ni avons-nous pu constater la raison pour laquelle ces paiements ont été acceptés par la compagnie. Nous avons toutefois considéré toutes les sommes ainsi payées comme une sorte de revenu et non pas comme des sommes qui pourraient être remboursée aux intéressés.

c) Recettes en espèces non-enregistrées et non-désignées:

Nous n'avons pas pu déterminer, après une étude des livres de compte, la raison pour laquelle ces sommes s'élevant à \$1,220,455.48 ont été payées à la compagnie. Les sommes indiquées dans la Note Explicative IV, à la différence de celles désignées "Commission d'Agence Générale", n'ont pas été établies contre un payeur connu. Toutefois, nous avons une fois de plus considéré ces sommes comme faisant partie du revenu de la compagnie et nous les avons indiquées comme tel au lieu de les considérer comme un versement à la compagnie remboursable au payeur à une date ultérieure. Les sommes indiquées sous ce chapitre n'ont pas été tracées en détail à des paiements ou allocations spécifiques postérieures.

d) Dépenses d'Affaires Comme indiquées par les comptes vérifiés:

Ce chiffre de \$528,608.90, représente la totalité des dépenses d'Affaires indiquées dans les comptes vérifiés depuis la date de l'incorporation jusqu'au 30 juin, 1965. Ces chiffres n'ont pas été vérifiés par nous et nous n'avons pas dirigé notre attention à des articles spécifiques de dépenses enregistrées. Le chiffre de \$99,002.19 obtenu des livres de compte représente les dépenses d'affaires pour la période du 1er juillet 1965 au 24 Février, 1966. Nous n'avons pas pu relever des bons de caisse à l'appui de toutes ces dépenses qui ne doivent donc pas être considérées comme vérifiées par nous.

6

- 6 -

Les dépenses antérieurement non-enregistrées et non-vérifiées sont représentées par les sommes indiquées sous les comptes non-révélés et non-vérifiés nos.2 et 3 et les comptes spéciaux à la banque. La somme totale de ₦28,635.46 est répartie sous des rubriques dans la Note Explicative No.IV. Ces sommes n'ont pas été préalablement indiquées dans les comptes vérifiés et dans la mesure où les registres fournissent les renseignements, nous avons inclu les détails des dépenses faites et leur but.

e) Dépenses considérées d'intérêt spécial indiquées dans les comptes vérifiés.

Celles-ci sont indiquées en détail dans la Note Explicative VIII. Le paiement de la rente foncière à propos d'un poste d'essence à l'aéroport de Takoradi est d'intérêt particulier, parce que cette propriété n'est pas clairement établie comme celle de la compagnie. On ne nous a pas exposé la raison pour laquelle la somme de ₦6,000, commission de sous-agence, a été défalquée. Les honoraires payés à propos du contrat translatif de W. Baidoe-Ansah à la compagnie paraissent ne pas concerner le terrain qui est actuellement la propriété de la compagnie. On ne nous a pas exposé des récépissés pour l'impôt sur le revenu de ₦47,318.3s.9d payé et enregistré dans les comptes vérifiés ou pour la somme de ₦44,948.61 payée par l'entremise du compte non-révélé et non-vérifié No.2. Etant donné les sommes substantielles en question, nous suggérerions que le Commissaire des Impôts soit demandé de confirmer si vraiment elles ont été perçues.

f) Retrait d'Argent Désigné "Dépenses Recherche du Marche".

La dépense totale de ₦306,074.40 est indiquée dans la Note Explicative IX. Les détails sur celle-ci montrent la somme totale payée du compte vérifié No.1. et du compte non-révélé et non-vérifié No.2. cependant il est à noter que dans la plupart des cas, le destinataire n'est pas indiqué. Toutefois, des renseignements sont donnés dans certains cas quant à la destination du paiement. Ces renseignements avaient été obtenus des livres de compte de la compagnie. Nous n'avons pas pu relever aucun témoignage exposant les raisons pour lesquelles ces sommes ont été dépensées par la compagnie. Dans le rapport mentionné plus haut, et qui a été mis à notre disposition par la Commission, on a enregistré que tous les paiements indiqués dans la Note Explicative IX ont été tirés contre espèces et non pas au nom d'un bénéficiaire déterminé. Dans chaque cas, le chèque était revêtu de la signature de M. Obed Andoh, Directeur-Gérant. Toutefois, nous n'avons pas vu aucuns de ces chèques retournés.

.....7.....

- 7 -

VERSEMENTS FAITS A LA C.P.P.

Les transactions avec la C.P.P. peuvent être convenablement traitées sous les rubriques suivantes:

- i) Montants reçus par la Compagnie, déposés en banque et postérieurement versés en entier à la C.P.P.
Les transactions sous ce chef figurent dans le "Résumé de compte des Profits et Pertes" comme recettes aussi bien que comme dépenses, s'élevant à \$1,640,015.98. Les détails des paiements sont fournis dans la Note Explicative No. X. Cette forme d'exposé a été adoptée pour indiquer le rôle de la Compagnie dans ces transactions, lequel rôle laisserait entrevoir peut-être qu'elle était un Agent manifeste pour réunir des fonds pour la C.P.P.
- ii) Versements faits à la C.P.P. Par La Compagnie Pour l'Acquit Des Sommes Originellement Payées Par La C.P.P. en faveur de La Compagnie.

Ceux-ci étaient des paiements effectués après la résolution, (indiquée dans la Note Explicative No.X) qui a stipulé que tous les fonds au-dessus des bénéfices de la Compagnie doivent être payés à la C.P.P. comme donation. Toutefois, puisque les comptes de la C.P.P. accusait une dette due aux paiements faits au nom de la Compagnie, nous l'avons jugé prudent de créditer à la C.P.P. les sommes versées après la résolution. C'est la méthode appliquée par la Compagnie en ce qui concerne les sommes d'argent payées par l'entremise du compte vérifié No.1 après l'adoption de la Résolution.

L'alternative à ce procédé serait de considérer tous les paiements effectués à la C.P.P. par la Compagnie comme des donations et par là d'augmenter son passif jusqu'à la somme primitive payée en son nom par la C.P.P. Nous ferions remarquer ici que les paiements effectués après la résolution n'ont pas été spécifiquement désignés comme donation à la C.P.P. ou pour l'aider à défrayer ses dettes. Nous avons choisi la première méthode comme la manière la plus raisonnable par laquelle ces transactions pourraient être interprétées.

Quand tous ces paiements effectués à la C.P.P. sont portés contre leur solde créditeur de \$14,236.80, la partie débiteur montre toujours, une somme de \$206,236.80 due à la C.P.P.

.....8.....

Le solde créditeur de 614,236.80 était obtenu après des ajustements effectués sur l'impôt sur revenu payée par l'entremise de Compte No.2 qui a été doublé dans les comptes vérifiés aboutissant ainsi au fait que la C.P.P. a été crédité de la somme de 44,948.61 qui n'était pas exacte.

Cette opération est pourtant fausse et nous avons donc fait le contre passément nécessaire.

IMPOT SUR LE REVENU.

5. Nous considérons que le Commissaire des Impôts voudrait bien reviser les questions des impôts de la Compagnie, particulièrement en ce qui concerne le revenu provenant des comptes non-révélés préalablement Nos. 2 et 3 et du compte spéciale à la Banque. De plus une évaluation d'impôt peut être faite sur la Compagnie pour laquelle aucune disposition n'a été prise dans ces comptes. Des paiements ont déjà été effectué au Commissaire pour les années précédentes, mais nous n'avons pas relevé aucune correspondance ni toute autre document qui indiquent que toutes les évaluations sur les comptes révélés ont été chaque fois acceptées et entièrement payées.

6. Affaires Administratives.

a) Il n'y avait aucune copie des règles de la Compagnie pour inspection. En l'absence de ces règles il est donc difficile de dire avec exactitude si tous les revenus de la Compagnie proviennent des activités indiqués dans son contrat d'incorporation.

b) Réunions:

La Compagnie n'a convoqué aucune réunion depuis son incorporation. Par conséquent aucun registre des procès-verbaux n'a été tenu.

c) Bilan Annuel:

Aucun Bilan Annuel n'a été classé par la Compagnie.

d) Registre de Présence de Directeurs: Ceci n'a pas été tenu par la Compagnie. En conclusion et conforme aux dispositions de votre lettre du 31 mai 1966, nous sommes d'avis que la valeur nette de la Compagnie comme représentée par l'excédent indiquée dans le compte du Capital, s'élevant à 1,945,405.80 comme à la date du 24 Février 1966, représente d'assez près la valeur de la Compagnie à cette date, pourvu que:

a) l'on recouvre en entier les prêts, avances et emprunts faits aux commerçants et aux employés.

- 9 -

- b) l'évaluation faite des biens de la Compagnie s'élevant à 784,800.00, comme à la date du 24 Février soit exacte.
- c) l'on s'acquitte de tout impôt qui se révélerait dû quand le Commissaire d'Impôts aurait effectué une révision séparée des affaires de la Compagnie.

Nous aurons le plaisir de vous fournir tout autre renseignement supplémentaire dont vous aurez besoin.

Agréé d'accepter, Monsieur, nos meilleurs salutations.

Signé: Pannell Fitzpatrick & Co.